

lefigaro.fr

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



MUSIQUE
TROIS SIÈCLES APRÈS, LA MAGIE STRADIVARIUS TOUJOURS À L'ŒUVRE
PAGE 36

FIGARO SANTÉ
COMMENT ÉCHAPPER À L'INSOMNIE LIÉE AU STRESS
PAGES 13 À 16



PRÉSIDENTIELLE
En Corse, l'ode à la nation d'Éric Zemmour
PAGE 10

AUTRICHE
Soupçonné de corruption, Sebastian Kurz jette l'éponge
PAGE 17

MANIFESTATION
Saleté, crack : le front anti-Hidalgo ne faiblit pas
PAGE 18

FISCALITÉ
Taxation mondiale : l'accord historique vise 2023 pour son entrée en vigueur
PAGE 29

CHAMPS LIBRES

- Vivre sans eau courante, le défi quotidien de Mendocino
- Quelles perspectives pour le mouvement national palestinien ?
- Les tribunes de Claude Habib et de Pierre Valentin
- La chronique de Nicolas Baverez
- La tribune collective de Bruno Le Maire, Agnès Pannier-Runacher et treize ministres européens

PAGES 22 À 25

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de samedi :
Faut-il généraliser la limitation à 30 km/h dans tous les centres-villes ?

OUI 25% NON 75%
TOTAL DE VOTANTS : 60605

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

Entreprise, politique, culture : craignez-vous l'entrisme de la Chine en France ?

LINA BERNARD/UMG/COVER-IMAGES.COM VIA REUTERS CONNECTION

L'entrisme de la Chine, une menace pour l'Occident

Pékin utilise tous les ressorts de sa puissance pour accroître son influence à l'étranger et dénigrer le modèle libéral. Un défi que les démocraties commencent seulement à prendre au sérieux.

Pendant longtemps, la Chine a soigné son image, cherchant avant tout à séduire sur la scène internationale. Désormais, le régime communiste semble préférer à la sagesse de Confucius la loi de Machiavel : « Il est plus sûr d'être craint que d'être

aimé. » Dans une vaste étude consacrée aux « Opérations d'influence chinoises », l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem) dévoile les moyens gigantesques déployés par Pékin pour entraver toute action contraire aux inté-

rêts du PCC, imposer sa vision du monde et changer les règles de l'ordre international. En quelques années, la diplomatie chinoise a pris un tournant agressif, utilisant les mêmes méthodes que la Russie - ingérence électorale, manipulation

des réseaux sociaux, désinformation, sabotage, rapprochement avec les mouvements politiques extrêmes. Américains et Européens commencent à réagir, s'organisant pour surveiller les agissements et les investissements chinois.

→ COMMENT L'AMÉRIQUE SE PROTÈGE DES AMBITIONS DE LA CHINE
→ PÉKIN ACCENTUE ENCORE LA PRESSION SUR TAIWAN
PAGES 4, 6 ET L'EDITORIAL



Horizons, le nouveau parti d'Édouard Philippe, suscite des interrogations dans la majorité

En lançant samedi depuis Le Havre, dont il est le maire, son nouveau mouvement, l'ancien premier ministre a réitéré son soutien à Emmanuel Macron pour la présidentielle de 2022, tout en regardant beaucoup plus « loin ». PAGE 8

Sécurité sociale : un budget 2022 très dépensier et sans économie

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, présenté le 24 septembre, sera examiné ce mercredi en commission à l'Assemblée. Il reste très fortement marqué par la crise sanitaire et affiche une hausse conséquente des dépenses, notamment liée aux revalorisations salariales du « Ségur de la santé ». Le déficit 2022 restera élevé, faute d'économies sur l'hôpital et sur les dépenses de soins.
PAGES 28 ET 29

ÉDITORIAL par Philippe Gélie pgelie@lefigaro.fr

Les yeux ouverts

Les espions sont parmi nous. Ce n'est pas le titre d'un mauvais polar, mais le constat vertigineux qui s'impose à la lecture du monumental rapport d'enquête sur « les opérations d'influence chinoises » produit par l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem). Jamais l'entrisme de la Chine communiste dans nos sociétés ouvertes, nos économies libérales et nos systèmes démocratiques n'avait été décrit et analysé de façon aussi globale et précise. Les auteurs nous ouvrent les yeux : engagé dans une « guerre politique » visant à consolider l'emprise du PCC tout en discréditant le modèle occidental, Pékin a donné le jour à un monstre tentaculaire dont les méthodes ne cessent de se durcir sous l'impulsion de Xi Jinping. Le « gagnant-gagnant » planétaire un temps promu par les dirigeants chinois a tombé le masque. Faute d'être parvenu à « séduire et subjugué » par l'étalage « de sa bienveillance et de sa puissance », le despote oriental se « russianise » : il s'emploie désormais à « infiltrer et contraindre » de toutes les façons possibles et par toutes les voies disponibles (diasporas, médias, diplomatie, économie, partis politi-

ques, think-tanks, productions culturelles...). Ses leviers vont des investissements stratégiques à l'espionnage et au vol de savoir, de l'infiltration des médias et réseaux sociaux à l'assujettissement d'étrangers à sa solde. Face à « l'ambition hégémonique et révisionniste » du pouvoir communiste, qui se prolonge d'une inquiétante agressivité militaire, complaisance et naïveté ne sont plus de mise. L'Italie, la Grèce, le Portugal ou la Hongrie, éblouis par les milliards des « nouvelles routes de la soie », regimbent aujourd'hui sous le poids de leur étouffant partenaire. Européens et Américains mettent peu à peu en place des mécanismes de contrôle des investissements et de surveillance des relais, souvent masqués, de la Chine. L'ouverture de nos sociétés constitue leur talon d'Achille mais aussi leur supériorité, la clef des libertés individuelles que Pékin ne saurait saper. Dévoiler son entrisme malintentionné scelle déjà son échec stratégique. ■

384 rue St-Honoré, Paris

LOEWE

Gillian Anderson avec le sac Amazona par Juergen Teller à Londres
loewe.com





NOUVELLE **308** HYBRIDE

Unique

Nouveau PEUGEOT i-Cockpit® 3D*
Système d'infotainment⁽¹⁾ personnalisable*
Jusqu'à 60 km d'autonomie électrique*





PEUGEOT RECOMMANDE TOTAL Consommation mixte WLTP⁽²⁾ : 1,1 à 1,2 l/100 km ; Emissions de CO₂ WLTP⁽²⁾ : 24 à 27 g/km.

* De série, en option ou indisponible selon les versions. ⁽¹⁾ Infotainment = info-divertissement. ⁽²⁾ Ces valeurs peuvent varier en fonction des conditions réelles d'utilisation et de différents facteurs. Plus d'informations auprès de votre point de vente ou sur <https://www.peugeot.fr/marque-et-technologie/wltp.html>. OPEn - Automobile PEUGEOT 552 144 503 RCS Versailles

L'Occident face aux nouvelles stratégies d'influence chinoises

Ingérence, manipulation, désinformation : un rapport de l'Irsem décrit le durcissement de Pékin.

ISABELLE LASSERE @ilasserre

« QUAND la loi redevient celle de la jungle, c'est un honneur que d'être déclaré hors la loi. » Il n'était pas siologue, mais l'écrivain Hervé Bazin résume parfaitement, dans cette citation, le tournant géopolitique pris par la Chine de Xi Jinping. Longtemps, dans l'univers impitoyable des grandes puissances qui se disputent le leadership sur la planète, la Chine a fait figure d'élève appliqué et ambitieux. Pas soumis, non, mais toujours assis au premier rang dans l'attente de son envol et de l'avenir, quand la Russie, nostalgique de son passé, s'installait au fond de la classe, avec les cancre et les perturbateurs.

Pendant longtemps, la Chine a soigné son image morale sur la scène internationale, cherchant à séduire et à plaire, évitant de pousser son influence avec des méthodes jugées dangereuses pour sa réputation, tandis que la Russie, se souciant peu de sa renommée, assumait pleinement son rôle de fauteur de troubles et cultivait l'image d'un État fort prêt à tous les moyens pour miner l'adversaire. Ce temps-là est révolu. Aux trois vertus de Confucius – la bonté, la science et le courage – le régime chinois a ajouté la maxime de Machiavel dans *Le Prince* : « Il est plus sûr d'être craint que d'être aimé. »

En quelques années, le Parti communiste chinois (PCC) a imposé un tournant agressif à sa diplomatie, utilisant désormais toutes les méthodes russes pour « infiltrer », « contraindre » et diffuser par la force son modèle politique dans le monde : ingérence électorale, manipulation des réseaux sociaux, désinformation, sabotage, rapprochement avec les extrêmes politiques... Dans un ouvrage remarquable consacré aux opérations d'influence chinoises, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Paul Charon, respectivement directeur et sinologue de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsem), le think-tank du ministère des Armées, décrivent et analysent sur 650 pages ce « moment machiavélien » du régime chinois (1). Un travail gigantesque et courageux, basé sur des sources ouvertes et en chinois, qui met en lumière les moyens gargantuesques déployés par Pékin pour entraver toute action contraire aux intérêts du Parti communiste, imposer sa vision du monde et changer les règles de l'ordre international.

« Comme les Russes, les Chinois développent à leur tour un discours négatif sur l'Occident »

JEAN-BAPTISTE JEANGÈNE VILMER

Ce tournant dans la stratégie informationnelle de Pékin est perceptible depuis 2017. Il accompagne la brutalisation des relations internationales et le retour des grandes puissances. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer y voit trois raisons principales. D'abord, l'hubris chinoise. Depuis son arrivée au pouvoir, le président Xi Jinping a radicalisé le régime. « Aux alentours de 2017, son pouvoir a atteint un stade de maturité. La Chine prend conscience de son hyperpuissance et du fait qu'on va sans doute vers une bipolarisation du monde. Elle prend acte de son rattrapage progressif vis-à-vis des États-Unis, au niveau économique et militaire. Elle manifeste une sorte d'excès de confiance en elle. » Deuxième raison, l'insécurité relative du régime, qui sait qu'à la différence des États-Unis il n'est pas légitime à l'intérieur du pays. L'agressivité est une réponse aux défis posés par les opposants, notamment à Taïwan et au Xinjiang

avec les Ouïgours. Enfin, l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, qui amplifie la crise du monde libéral et offre à Pékin l'opportunité de promouvoir son modèle. « Les outrances de Trump, le chômage et les crises en Europe, les voitures qui brûlent en France, l'invasion du Capitole à Washington le 6 janvier 2021 : le régime profite des faiblesses occidentales. Comme les Russes, les Chinois développent à leur tour un discours négatif sur l'Occident », explique Jean-Baptiste Jeangène Vilmer. Car le principal symptôme de ce durcissement est la « russianisation » des méthodes chinoises.

De la même manière que la Russie avait d'abord tenté d'imposer son modèle dans son proche étranger en Géorgie (2008) puis en Ukraine (2014), le régime chinois teste sa nouvelle politique d'influence en Asie. À Taïwan, premier front de la guerre politique de Pékin, presque toutes les opérations d'influence sont appliquées, de

« La Chine ne sait pas comment l'armée et la population réagiraient à un conflit armé et à des pertes »

JEAN-BAPTISTE JEANGÈNE VILMER

l'ingérence dans les élections au rachat de groupes médiatiques en passant par des campagnes de désinformation. À Hongkong, la remise au pas s'accompagne d'opérations d'influence et de campagnes de désinformation menées par des « armées liquides », composées d'activistes agissant de manière ponctuelle. La crise sanitaire permet de roder et d'étendre la nouvelle diplomatie chinoise, qui vante ses succès, sa capacité à fermer les villes pour juguler l'expansion du virus, et critique la manière « chaotique » dont les démocraties libérales ont géré la pandémie. Désinformation, opérations clandestines sur les réseaux sociaux, diplomatie agressive menée dans les pays occidentaux par un nouveau type d'ambassadeurs, les « loups guerriers », rompus à l'offensive et à l'attaque : tout est bon pour essayer de changer le récit mondial de la crise sanitaire. Et accréditer l'idée folle selon laquelle le virus serait venu non pas de Chine mais des États-Unis. Plus c'est gros, plus ça passe. Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose !

La guerre de l'influence chinoise fait feu de tout bois et de tout continent. Elle interfère dans les élections en Asie et en Amérique du Nord, où des pirates ont même essayé de pénétrer les mails de Joe Biden. Elle envahit Twitter avec ses loups combattants pour contrer, avec menaces et insultes, les prises de parole qui ne collent pas à la ligne officielle du Parti. Elle tente d'influencer et de censurer les médias dans le monde. Elle fait pression sur les diasporas. Elle tente de s'attacher les faveurs d'hommes politiques, de chercheurs et de journalistes occidentaux. Elle organise la dépendance des pays pauvres en investissant dans leurs économies. Elle diffuse, via les instituts Confucius et les universités, le récit officiel chinois. Pour servir ses buts, elle dispose d'une puissance financière immense, d'un centre opérationnel de commandement – la base 311, à Fuzhou – et d'une armée d'employés. Selon les deux auteurs de l'Irsem, deux millions de citoyens chinois seraient payés à temps plein pour relayer la propagande de Pékin et vingt millions à temps partiel.

Parce qu'elles partagent les mêmes buts – protéger le régime et imposer leur modèle politique autoritaire sur la scène internationale –, la Russie et la Chine avancent souvent main dans la main.



Depuis son arrivée au pouvoir en 2013, le président Xi Jinping (ici, en mai 2019, Pékin) a progressivement radicalisé les positions de la Chine sur la scène internationale.

POOL/GETTY IMAGES VIA AFP



JACQUES DEMARTHON/AFIP

Pour Pékin, les Russes seront toujours des junior partners. Les Chinois considèrent qu'ils ont un rapport de parité avec les États-Unis, pas avec la Russie

JEAN-BAPTISTE JEANGÈNE VILMER, DIRECTEUR DE L'IRSEM

Pékin s'est inspiré des méthodes russes d'influence, allant même jusqu'à copier ses techniques de manipulation des réseaux sociaux. L'Armée populaire de libération (APL) fait l'éloge de la chaîne d'information russe RT, proche du Kremlin. Considérée comme le « porte-avions de la propagande », elle est citée comme un modèle à imiter. L'un des premiers « loups guerriers », Gui Congyong, nommé ambassadeur en Suède en 2017, avait fait une grande partie de sa carrière à Moscou. Il fut aussi l'artisan du rapprochement entre Vladimir Poutine et Xi Jinping.

Pékin et Moscou tentent aussi de changer les règles du jeu international. Les deux régimes révisionnistes considèrent que le système des Nations unies ne sert qu'à perpétuer l'hégémonie occidentale et qu'il est temps, à la faveur des bouleversements géopolitiques, de changer les normes et les valeurs et de réinstaurer la primauté de la souveraineté sur les droits de l'homme. Ils ont réussi à museler le Conseil des droits de l'homme et à paralyser le Conseil de sécurité. Le régime chinois a poussé des hommes à la tête de quatre agences onusiennes, et à la direction de sept autres. Il est le deuxième contributeur au budget de fonctionnement de l'ONU. Et en investissant dans les pays africains, il achète les voix dont il a besoin pour dégrader une majorité et contrer les pays occidentaux. Car « l'ordre chinois » doit remplacer l'ordre américain.

Pékin s'est aussi inspiré de tactiques russes pour tenter de diviser les pays occidentaux. En mars 2020, des millions d'Américains ont ainsi reçu des SMS alarmistes sur la pandémie, annonçant l'imminence de confinements et l'arrêt des transports publics à New York,

et conseillant aux habitants de stocker de la nourriture et des médicaments. Au Canada, au Japon, en Europe, en Corée du Sud, le régime tente de diviser les sociétés en séduisant les oppositions. En Europe, le format diplomatique 17+1, qui réunissait la Chine et des pays d'Europe centrale et orientale, n'était pas seulement une porte d'entrée vers le marché européen mais aussi une façon de semer la division, en montant les exclus de l'UE, comme la Serbie, contre les membres.

Il est pourtant des domaines où les stratégies d'influence russe et chinoise divergent. L'alliance est déséquilibrée. « Pour Pékin, les Russes seront toujours des junior partners. Les Chinois considèrent qu'ils ont un rapport de parité avec les États-Unis, pas avec la Russie », explique Jean-Baptiste Jeangène Vilmer. Pékin et Moscou sont aussi en compétition en Asie centrale, l'arrière-cour soviétique, puis russe, dans laquelle la Chine investit de plus en plus. Si les techniques russes de manipulation de l'information sont plus sophistiquées, la Chine dispose, pour compenser, d'une main-d'œuvre pléthorique. Là où les Russes délèguent le travail aux ordinateurs, la Chine s'appuie sur des armées d'êtres humains, plus rapides à s'adapter que les machines. Plus riche et plus puissante, la Chine possède des leviers économiques que la Russie n'a pas.

Contrairement à la Russie, la Chine n'impose pas son modèle par la force militaire. Elle ne participe pas, comme les Russes en Syrie ou en Libye, à des opérations de combat. Ou plutôt, pas encore... Car depuis plusieurs années la Chine augmente sa présence militaire dans le monde. Elle se projette dans des opérations de paix comme la Mi-

rusma, au Mali. Elle envoie ses bateaux patrouiller en Méditerranée. Elle a construit une gigantesque base militaire à Djibouti. Elle a investi dans des ports, comme au Sri Lanka, qui pourraient accueillir des bâtiments militaires en cas de besoin. Bref, elle met en place un maillage militaire bien au-delà de son étranger proche. « La Chine n'a pas fait la guerre depuis longtemps. Elle ne sait pas comment l'armée et la population réagiraient à un conflit armé et à des pertes. Cette incertitude est en soi un facteur d'insécurité. Le Parti-État peut donc être tenté de faire des "tests" avant un engagement majeur. Plusieurs scénarios sont envisagés. Notamment la possibilité d'acquiescer une expérience de feu en Afrique en cas d'attaque terroriste ou de prise d'otages, par exemple », commente Jean-Baptiste Jeangène Vilmer.

« En Afrique, la lune de miel avec Pékin est terminée, coulée par les politiques prédatrices »

Les opérations d'influence chinoise ont-elles porté leurs fruits ? Elles ont connu de nombreux succès tactiques. Pékin peut contraindre des entreprises privées, notamment dans l'aéronautique, à mentionner Taïwan comme faisant partie de la Chine. Ou infliger des coûts financiers à ceux qui lui résistent. Ainsi, le blocage du site du *New York Times*, en 2012, après la publication d'un article critique, avait fait chuter son action de 20 % en 24 heures. Mais au niveau stratégique, la politique d'influence chinoise est un échec. En Afrique, la lune de miel avec Pékin est terminée, coulée par les politiques prédatrices et le pillage des ressources naturelles. L'agressivité des « loups guerriers » a fait chuter la cote de popularité de la Chine sur la scène internationale. En Suède, les attaques de Gui Congyong ont coulé la relation bilatérale : la Suède a fermé ses instituts Confucius, récrit sa « stratégie Chine » et banni les équipements des compagnies chinoises. Partout, les méthodes chinoises se sont révélées contre-productives.

La pandémie a accéléré la prise de conscience des risques posés par les opérations d'influence chinoises. L'Australie et les voisins de la Chine savaient déjà, de même que les États-Unis. C'est désormais au tour de l'Europe de s'inquiéter. Même les pays d'Europe centrale et orientale, considérés comme le ventre mou du continent vis-à-vis de la Chine, deviennent plus frileux. La Lituanie a ainsi quitté le format 17+1 et conseillé aux autres de faire de même. Face à l'influence chinoise, la France a longtemps été à la traîne. Par peur des mesures de rétorsion de Pékin, elle n'a pas envoyé de ministre à Taïwan depuis 1998. Le révélateur s'est produit pendant la pandémie, en partie « grâce » aux excès de l'ambassadeur Lu Shaye qui a livré une guerre sur Twitter, notamment contre le chercheur de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) Antoine Bondaz.

Le régime chinois, qui voulait diviser l'Europe, a au contraire renforcé la solidarité européenne contre lui. Mais tout est encore très relatif. Selon un récent sondage du Conseil européen pour les relations internationales (ECFR), 15 % seulement des Européens considèrent la Chine comme une menace... ■ (1) « Les opérations d'influence chinoises : un moment machiavélien » par Paul Charon et Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Irsem, 624 pages.



Associations les meilleurs talents aux dernières technologies. Nous décuplerons la confiance pour réussir demain.

- Investissement mondial de 12 milliards de dollars, en particulier sur la data, le cloud, la cybersécurité et l'intelligence artificielle
- Plus de 300 000 heures de formation en 2021 pour nos collaborateurs en France et au Maghreb

Rejoignez la Nouvelle Équation.

Pour en savoir plus : www.pwc.fr/TheNewEquation



Comment l'Amérique se protège des ambitions de la Chine

L'Administration Biden s'organise pour surveiller de près l'activisme de Pékin dans le monde.

MAURIN PICARD @MaurinPicard
NEW YORK

VASTE cathédrale désertée sous l'ère Trump, le Département d'État à Washington s'éveille lentement. L'hémorragie parmi ses diplomates semble terminée, à la faveur d'un pivot bien réel vers le théâtre d'opérations de la sphère indo-pacifique.

Si la broutille entre l'ex-président Donald Trump et les artisans discrets de la politique étrangère américaine obéissait à des motivations d'ordre politique et une forme d'incurie dans l'entourage de Donald Trump, la revalidation de Foggy Bottom (quartier de Washington où siège le Département d'État) répond à une préoccupation commune de l'actuel président démocrate, Joe Biden, et de son prédécesseur à la Maison-Blanche : la montée en puissance de la Chine.

Au sein de l'Administration Biden, un maillage plus dense des effectifs, assorti d'un besoin impératif adressé aux ressources humaines, prend la forme d'une « China House » : une direction des affaires chinoises à Foggy Bottom, regroupant les « veilleurs » de l'activisme de Pékin aux quatre coins du globe, politique, militaire, économique, technologique et même environnemental. Cette catégorie de personnel, créée par la

précédente Administration Trump, devrait voir ses effectifs gonfler de 20 à 30 diplomates de carrière, selon la revue *Foreign Policy*. Leur regroupement dans une direction unique s'inspire d'une réforme interne du même acabit au sein du Pentagone, censée, elle, superviser les mouvements purement militaires de Pékin. La « China House » essaiera également sur le terrain, dans les ambassades, avec des analystes répondant aux instructions de cette nouvelle entité et se focalisant exclusivement sur les manœuvres chinoises en pays tiers, du soft power (échanges culturels, universitaires, prêts financiers, accords commerciaux) au hard power (délégations militaires, accords de défense, escales de navires de guerre).

Des instructeurs à Taïwan

Signe révélateur d'un programme-cadre conçu dans le Bureau ovale, les services secrets se mettent au diapason et l'annoncent, eux, publiquement. Jeudi 7 octobre, le directeur de la CIA, William Burns, annonçait une réorganisation interne axée autour d'un « centre de mission » sur le dossier chinois. « *Tout au long de notre histoire, la CIA a toujours répondu présent face aux nouveaux défis qui nous étaient lancés, expliquait-il. Et maintenant, face à un test géopolitique le plus difficile en*

La présidente de Taïwan, Tsai Ing-wen, inaugure une frégate de classe Perry, novembre 2018, sur la base navale de Zuoying, à Kaohsiung.

TYRONE SIU/REUTERS

pleine nouvelle ère de rivalité entre grandes puissances, la CIA se tiendra en première ligne de cet effort. » La réforme n'est pas vaine : en une décennie, douloureuse et sanglante, l'agence de Langley a perdu presque tous ses « assets » (sources humaines) en territoire chinois, démasqués et éliminés par le pouvoir communiste. De graves cyberattaques ont touché l'infrastructure institutionnelle et économique des États-Unis. Des espions chinois ont également été identifiés et neutralisés au sein de l'armée américaine, laissant apparaître des failles béantes dans l'édifice sécuritaire outre-Atlantique.

Le 7 octobre également, le *Wall Street Journal* révélait que plusieurs dizaines de membres des

forces spéciales américaines servaient depuis un an d'instructeurs à Taïwan. Refusant de confirmer ces propos, le porte-parole du Pentagone, John Supple, a toutefois précisé que « notre soutien envers Taïwan et notre relation en termes de défense restent en phase avec la menace actuelle », exercée par la Chine continentale, qui depuis 1949 revendique une souveraineté pleine et entière sur l'île nationaliste. Commentant l'imminence supposée d'une invasion par l'armée populaire de libération (APL), le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan renchérit : « *Laissez-moi juste vous dire ceci, nous allons agir dès à présent pour faire en sorte que ce jour ne survienne jamais.* » ■

BIDEN ET XI EN SOMMET VIRTUEL ?

Le président Joe Biden et son homologue Xi Jinping ont un « accord de principe » pour avoir d'ici la fin de l'année un entretien « virtuel », a indiqué la semaine dernière un haut responsable de la Maison-Blanche. Les deux hommes se sont déjà téléphoné à deux reprises, mais il s'agirait cette fois pour eux d'avoir « la possibilité de se voir, même si ce n'est que virtuellement ». Le conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, Jake Sullivan, a eu mercredi dernier six heures d'entretien « franc », « respectueux » et « portant sur de nombreux sujets » avec Yang Jiechi, le plus haut responsable du Parti communiste chinois pour la diplomatie, à Zurich (Suisse).

Pékin accentue encore la pression sur Taïwan

SÉBASTIEN FALLETTI @fallettiseb
CORRESPONDANT EN ASIE

SOUS LES ORS stalinien du Grand Hall du peuple, Xi Jinping a tracé le cap de l'histoire chinoise à venir samedi au cœur de Pékin. « *La mission historique de la réunification complète de la mère patrie doit être accomplie, et sera accomplie* », a martelé le président chinois. Il s'exprimait à l'occasion de l'anniversaire de la révolution de 1911 qui entraîna la chute du dernier empereur Qing, retranché alors dans la Cité interdite qui est devenue depuis musée des courants d'air, de l'autre côté de la place Tiananmen. Une façon d'enjambrer les siècles pour placer un pistolet sur la tempe de Taïwan, territoire conquis au XVII^e siècle par la dynastie mandchoue avant d'être colonisée japonaise, puis dernier refuge de Tchang Kai-shek face aux armées de Mao, et qui échappe encore à la Chine communiste.

Le dirigeant de la seconde économie mondiale a jugé « inévitables » la prise de contrôle de l'île démocratique de 23 millions d'habitants, dans une lettre adressée au nouveau dirigeant du parti Kuomintang (KMT), Eric Chu, adressée quelques jours après une escalade des tensions dans le détroit de Taïwan. Il envoie ainsi une mise en garde à la population taïwanaise, comme aux États-Unis de Joe Biden.

Dimanche, la présidente démocrate sortante élue de Taïwan, Tsai Ing-wen, a répliqué crânement au mastodonte, jurant de « résister à l'annexion » par le continent. Elle offre une autre vision du futur à l'occasion du 110^e anniversaire de la fondation de la première République de Chine, dont Taipei et Pékin se disputent l'héritage. Le peuple Taïwanais « *ne pliera pas sous la pression* », a déclaré la dirigeante, déterminée à « renforcer ses capacités de défense » pour repousser les assauts chinois. « *Personne ne peut forcer Taïwan à emprunter la voie que la Chine a tracée pour nous* », a soutenu la présidente, affirmant que l'île est « en première ligne pour défendre la démocratie » face au rouleau compresseur autoritaire de Pékin.

Ce bras de fer verbal fait suite à une démonstration de force militaire chinoise ces derniers jours, marquée par l'envoi de plus de 150 avions de l'Armée populaire de libération (APL) dans la zone de défense aérienne taïwanaise (Adiz). Ce record a déclenché l'alarme des hauts gradés mais laisse de marbre la plupart des habitants de l'ancienne Formose, habitués à ces gesticulations répétées, qui se déroulent au sud-ouest du détroit, loin des côtes, et en dehors de l'espace aérien de l'île. « *Pour l'armée, la situation actuelle est la plus sombre depuis plus de quarante ans* », a déclaré le ministre de la Défense, Chiu Kuo-cheng, alors que les intrusions répétées d'avions adverses par-delà la « ligne médiane » déclenchent des décollages d'urgence, usant les pilotes et le matériel d'une flotte dotée de F16 et de Mirage 2000. Plus de 600 avions de l'APL ont pénétré l'Adiz depuis le début de l'année, contre 380 l'an passé. Ce travail de sape accroît les risques de dérapages périlleux, et nourrit le spectre d'une invasion à moyen terme. Même une « *légère imprudence* » ou une « *erreur de calcul* » pourrait déclencher « *une crise* » dans le détroit de Taïwan, s'inquiète le chef de la défense de l'île, alors que les chasseurs chinois, taïwanais et américains se marquent de près dans le ciel, théâtre d'un bras de fer psychologique tendu.

Ce contexte volatilisait inquiète le Pentagone, qui a tenté ces derniers



23 millions d'habitants
Population de l'île démocratique de Taïwan, dont les dirigeants chinois jugent la prise de contrôle « inévitables »



mois d'établir des canaux de communication plus directs avec les haut gradés de l'APL, craignant qu'un éventuel accident ne dégénère en crise périlleuse. Le président Biden a appelé son homologue le mois dernier, exhortant les deux premières puissances mondiales à « *gérer* » leur compétition afin qu'elle « *ne vive pas au conflit* ». L'hôte de la Maison-Blanche a réaffirmé auprès de Xi sa volonté de respecter leur « accord sur Taïwan », induisant qu'il ne remettrait pas en cause la reconnaissance « *d'une seule Chine* » et signalant la volonté d'apaiser les craintes de Pékin, pour prévenir un malentendu fatal. Mais en coulisse, le Pentagone accentue son soutien, comme en témoigne le déploiement d'une vingtaine de soldats des forces spéciales sur l'île. Ils sont chargés de former leurs homologues taïwanais, selon le *Wall Street Journal*.

Au diapason, Xi Jinping s'est gardé d'évoquer samedi une réunification « *par la force* », baissant d'un ton après ses appels martiaux à « *écraser* » le « *séparatisme* ». Taïwanais proférés en juillet à l'occasion du centenaire du Parti. Une réunification « *pacifique* » est l'option qui « *répond le mieux aux intérêts de la nation chinoise* », a déclaré le président, dont les menaces d'invasion et la mise au pas de Hongkong ont échaudé les électeurs taïwanais. Ils ont depuis offert un second mandat à Tsai Ing-wen, championne de l'identité démocratique de l'île. Un repli tactique, alors que Pékin perd pied dans la politique intérieure taïwanaise, via le parti Kuomintang (KMT), dont le plaidoyer en faveur d'un rapprochement économique avec le continent peine à séduire les électeurs.

Alors que l'horizon d'un rapprochement pacifique s'assombrit, Pé-

kin poursuit le renforcement tous azimuts de ses capacités militaires, afin d'être en mesure de mener une invasion de l'île lorsque les stratégies jugeront le moment opportun, ou si celle-ci franchit la « *ligne rouge* » de la déclaration d'indépendance. L'APL serait déjà en mesure de lancer une invasion selon Chiu, qui juge le risque grandissant à l'horizon 2025. La Chine « *doit calculer le coût qu'elle devra payer et le type de résultat qu'elle souhaite obtenir*. Après 2025, le coût et les pertes seront réduits au minimum », a déclaré le ministre de la Défense devant le Parlement taïwanais. Pékin

« **Les dirigeants (chinois) préfèrent une intégration (de Taïwan) à l'usage, mais travaillent sur des options de coercition intermédiaires** »

LONGNIE HENLEY, ANCIEN ANALYSTE AU PENTAGONE

pourrait ainsi attendre le résultat des élections de 2024, avec l'espoir d'un retour aux affaires du KMT.

La course à l'armement est engagée depuis la crise de Taïwan en 1996, lorsque le déploiement d'un porte-avions américain dans le détroit par Bill Clinton avait fait taire l'artillerie grandement vêtue de l'APL, déjà à cran. Depuis, les chantiers navals ont mis les bouchées doubles, dotant le géant d'une flotte de 350 navires, plus imposante que l'US Navy, dont l'avance technologique se réduit peu à peu. La marine chinoise, qui a l'avantage géographique d'évoluer au large de ses côtes, en cas de conflit, aura également plus de sous-marins que l'Amérique

à l'horizon 2030. L'USS Connecticut, sous-marin nucléaire d'attaque a subi une avarie en mer de Chine du Sud le 1^{er} octobre lors d'une collision avec un objet non identifié, a reconnu l'US Navy, dans un climat tout-à-fait tendu. Les imposants porte-avions américains sont désormais sous la menace des missiles balistiques chinois DF21 et DF26, compliquant l'accès au détroit par les forces américaines en cas de conflit.

Mais une invasion, à grand renfort d'artillerie, suivie d'une opération amphibie gigantesque serait extrêmement risquée, avec à la clé un possible conflit nucléaire avec Washington. « *Ils se préparent depuis vingt ans. Il s'agirait de la plus grande opération de débarquement de l'histoire, dépassant même le D-Day en Normandie* », juge Lonnie Henley, ancien analyste au Pentagone. Un scénario périlleux sans retour, considéré comme une option de dernier ressort par un régime obsédé par la stabilité, mais qui aime user de la menace pour intimider l'adversaire. Les stratégies de l'APL travaillent donc sur des « *scénarios gris* » alternatifs, inspirés par la stratégie de Vladimir Poutine en Crimée, ou en Ukraine, afin d'avancer les pions de la mère patrie en évitant un quille ou double nucléaire. « *Les dirigeants préfèrent toujours une intégration à l'usage, mais travaillent sur des options de coercition intermédiaires comme un blocus maritime, ou une prise de gage dans le détroit* » juge Henley, désormais chercheur à la George Washington University. Les Iles Pratas, ou Matsu, proches du continent, seraient des cibles de choix difficilement défendables par les forces taïwanaises et américaines. Elles permettraient à Xi d'agiter un trophée nationaliste aux yeux d'une opinion chinoise travaillée par la propagande nationaliste. ■



Devenons l'énergie qui change tout.

CHANGEONS LES FENÊTRES. PAS LE CLIMAT.

Isoler les logements pour réduire leurs émissions de CO₂, c'est aussi le métier d'EDF.

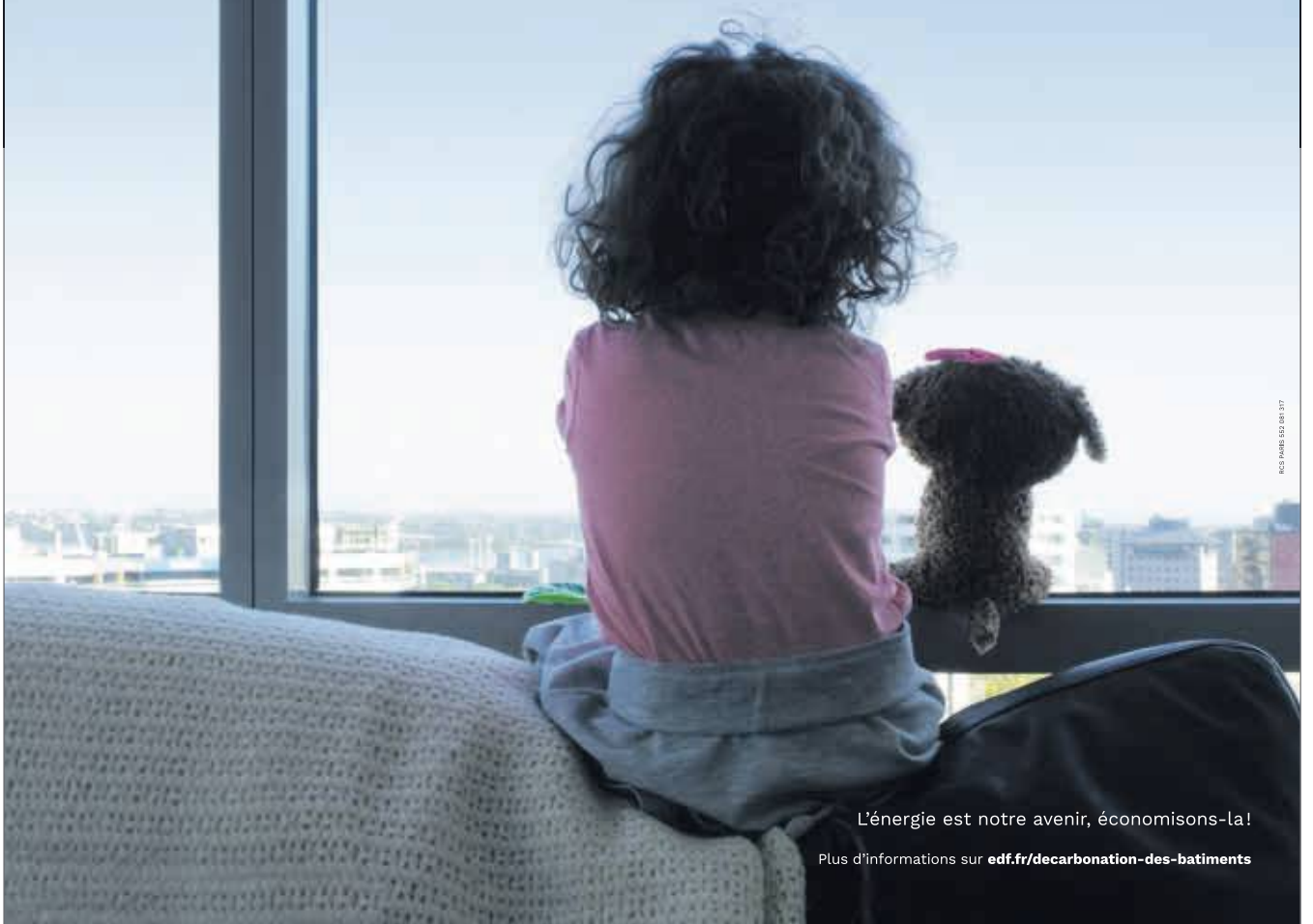


PHOTO: J. B. / G. / 1377

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

Plus d'informations sur [edf.fr/decarbonation-des-batiments](https://www.edf.fr/decarbonation-des-batiments)

Les Horizons de Philippe agacent LREM

L'ancien premier ministre réitère son soutien à Emmanuel Macron pour la présidentielle. Tout en se projetant bien au-delà de cette échéance.

TRISTAN QUINAULT-MAUPOIL
@TristanQM
ENVOYÉ SPECIAL AU HAVRE (SEINE-MARITIME)

MAJORITÉ Les statuts du parti Horizons seront déposés ce lundi. Maintenant qu'il est armé d'une structure à son service, Édouard Philippe regarde «loin». C'est ce qu'il a expliqué, samedi, au Havre. Les Marcheurs l'observent avec circonspection. «Ce qui compte pour moi, ce ne sont pas les chapelles, pas les partis», a réagi dimanche sur CNews et Europe 1 Amélie de Montchalin, la ministre de la Fonction publique. Pour elle, l'importance est de savoir si «on est capables d'incarner un soutien sans contrepartie au président de la République».

Alors que le maire du Havre veut incarner «un socle de stabilité» sur «lequel le président de la République pourra continuer à agir», l'accueil est froid chez les cadres macronistes. Samedi, il n'y avait qu'un ministre parmi les 3000 personnes venues assister à la naissance d'Horizons. Et encore... Franck Riester (Commerce extérieur) n'était présent qu'au titre de sa fonction de président d'Agir, le parti de centre droit membre de la majorité. Il n'y a eu «aucun boycott», assure Amélie de Montchalin, tout en affirmant que «l'offre politique nouvelle, c'est celle du président de la République».

Dans le JDD, Édouard Philippe a dit dimanche qu'il «ne peut pas croire» que des parlementaires auraient reçu des pressions pour ne pas se rendre au Havre. Ce qui est pourtant bien le cas. «On ne comvoque pas l'unité à coups de tatane», s'énervait en amont du rassemblement un proche d'Édouard Philippe. Des députés LREM philippistes (Marie Lebec, Naïma Mouthou, Thomas Messier...) ont malgré tout fait le déplacement jusqu'en Normandie. Sous le regard d'une petite délégation très diplomatique de LREM emmenée par Christophe Castaner.

Bonne volonté

«Ne voyez pas dans la politique des combats permanents. On va continuer à agir dans le collectif», a promis le patron des députés LREM. Tandis que Patrick Mignola, son homologue du MoDem, a estimé qu'il ne faut pas «voir des concurrences là où il y a des cohérences». Il n'empêche, l'attente est de mise face à l'ancien premier ministre.

S'il a réédité son soutien à Emmanuel Macron pour 2022, Édouard Philippe se projette bien au-delà de cette échéance. Et lance, déjà, d'une certaine façon, la course à la succession du chef de l'État. «Nous manquons collectivement d'une stratégie à l'horizon 2050. Ce que je voudrais faire avec vous, c'est construire cette straté-

gie», a-t-il lancé à l'assistance. Parmi laquelle se trouvaient 160 maires. Dont Arnaud Robinet, l'édile de Reims, qui a annoncé ce week-end son départ des Républicains pour adhérer à Horizons. «Si Édouard Philippe arrive à ramener dans la maison commune» des élus LR ou UDI, «c'est autant de points positifs pour élargir la majorité. C'est une bonne chose», a commenté Olivier Becht, le président du groupe Agir au Palais Bourbon.

Encore faut-il connaître les plans de la fameuse bâtisse. «Je ne sais pas encore exactement ce qu'elle recoupe», a observé Édouard Philippe. Tout en faisant preuve de bonne volonté : «Si c'est une bannière qui doit permettre l'élection du président de la République, nous serons derrière.» Simple-ment, il ne veut pas d'une structure qui trahirait les Marcheurs historiques des nouveaux venus.

«Ordre dans les comptes, ordre dans la rue»

Et pour cause: l'ex-hôte de Mationgo veut faire venir à lui des cadres de LR. «C'est une expression que j'utilise souvent, la poutre travaille. Croyez-moi, elle n'a pas fini de travailler», a-t-il répété samedi. Tout en multipliant les clin d'œil au parti qu'il a quitté en 2017. Dont un V de la victoire très chiraquien à l'issue d'un long discours où il a fait référence au général de Gaulle et à Nicolas Sarkozy.

Quant à la ligne politique de son nouveau parti, elle a été résumée par cette formule: «Ordre dans les comptes, ordre dans la rue.» Elle résonnera forcément à l'oreille des électeurs de droite.

Passé l'étape des ralliements, il voudrait pousser ses amis à candidater aux élections législatives. Le financement de la vie publique repose sur le nombre de candidats présentés et les voix qu'ils obtiennent. Une façon d'être incontournable tout au long de la prochaine législature. Mais les Marcheurs ne lui laisseront pas les clés de l'auto-nomie si facilement. Même si lui-même ne sera «candidat à rien en 2022». «Je suis maire du Havre, c'est le plus beau des mandats», a-t-il confirmé au JDD. Vendredi, son départ en bateau avec ses soutiens - sous le regard des caméras - a agacé des Marcheurs, qui y ont vu une mise en scène «inutile».

Avant de conclure son intervention, Édouard Philippe a livré une «ligne claire» à ses troupes (et au-delà). «Il faut préférer la sérénité à la fébrilité (...). Nous avons besoin de femmes et d'hommes qui s'engagent sereinement. Qui ne vibrent pas à chaque fois qu'une phrase est prononcée.» Il le sait, malgré l'objectif partagé d'une réélection du chef de l'État en avril prochain, les tensions guettent maintenant la grande famille macroniste. ■



«Nous manquons collectivement d'une stratégie à l'horizon 2050. Ce que je voudrais faire avec vous, c'est construire cette stratégie», a déclaré Édouard Philippe lors du lancement de son parti Horizons, samedi, au Havre.

JEAN-FRANÇOIS MONIER/AFP



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD @GTabard

Une figure centrale, un parti annexe

Édouard Philippe voit loin - à l'horizon 2050. Mais il doit agir vite pour définir sa place dans la majorité

qui résulterait d'une éventuelle réélection d'Emmanuel Macron. Le maire du Havre est dans une position paradoxale. Il est la personnalité politique française la plus populaire du moment, ce qui rend son expression attendue, écoutée, parfois même redoutée. Et de ce point de vue, le lancement de son parti, Horizons, a été un succès; en tout cas l'événement politique de la semaine. Mais, de chef de la majorité qu'il fut durant trois ans, il est contraint, pour exister, de se contenter d'une place d'allier droit.

Ce rôle est nécessaire. Édouard Philippe a doublement raison quand il rappelle qu'en dépit des sondages rassurants du moment, la réélection d'Emmanuel Macron «n'est pas acquise» et qu'«aucun président n'a été réélu sur un retrécissement». La partie se jouera donc en 2022 sur la capacité d'attirer des électeurs - et pas uniquement des élus, non encore macronistes. Et Philippe, par le capital personnel qu'il s'est acquis, n'est pas le plus mal placé pour effectuer ce travail du côté droit.

Encore faut-il que ce travail porte des fruits rapides et visibles. Arnaud Robinet (Reims), Arnaud Péricard (Saint-Germain-en-Laye), Frédéric

Valletoux (Fontainebleau) ou Delphine Bürkli (Paris 9^e) n'avaient pas encore formellement franchi le pas, mais leur soutien à Édouard Philippe n'est ni nouveau, ni surprenant. D'autres maires de droite, comme Jean-Luc Moudenc (Toulouse) restent en retrait. Et le ralliement, prévisible, de Christian Estrosi (Nice) rappelle au maire du Havre qu'en venant de droite, on peut aller à Macron, sans passer par lui.

Surtout, celui qui se rêve en fédérateur en 2027 prend un risque à n'être qu'un rabatteur en 2022. Concordance de calendrier, Horizons a été lancé en même temps que Territoire de progrès se relançant comme pôle gauche de la macronie, en enregistrant le ralliement du socialiste François Rebsamen (Dijon). Mais ce n'est pas faire injure à Olivier Dussopt, nouveau président de cette entité, que de souligner que l'ancien premier ministre ne s'inscrit pas dans la même catégorie que le ministre des Comptes publics. Or, si le discours du Havre, ses quatre «vertiges», ses dix projets et ses dix «rejets», a une dimension véritablement présidentielle, le parti en tant que tel est obligatoirement engoncé dans un cadre étroit. Impossible en effet de s'engager pour la réussite de Macron et chercher à remplacer ou même à supplanter son propre

parti. Ce sera un parti allié et moins intégré au dispositif que le MoDem de Bayrou. D'où ce paradoxe original: Philippe, figure centrale de la macronie, Horizons, formation annexe de la majorité.

En fait, la V^e République est à la fois la chance et le handicap d'Édouard Philippe. Sa chance car il est clairement dans la catégorie restreinte des prétendants possibles. Son handicap car, dans un premier temps, il est tributaire de ce que Macron lui concèdera. La première étape pour Horizons est d'être une force avec laquelle il faudra compter à l'Assemblée en 2022. Mais avec le scrutin majoritaire, ce n'est pas Philippe qui sera en mesure d'apporter au chef de l'État les députés dont il aura besoin après la présidentielle. C'est lui à l'inverse qui aura besoin, avant la présidentielle, de négocier avec LREM un quota de circonscriptions. Édouard Philippe est aujourd'hui puissant mais dépendant. S'il est plus «loyal» que les macronistes le croient, il est moins «libre» qu'il aimerait. ■



François Rebsamen fait un pas de plus vers la majorité présidentielle

CE N'EST PAS encore un ralliement en bonne et due forme mais c'est en chemin. Un message vidéo de François Rebsamen, le maire PS de Dijon (Côte-d'Or), a été diffusé samedi lors du congrès de Territoires de progrès (TDP). Le parti rassemble les sociaux-démocrates macronistes. Olivier Dussopt, le ministre délégué chargé des Comptes publics, vient d'en prendre la tête. Aux côtés d'Emmanuelle Wargon (Logement) et de Jean-Yves Le Drian (Affaires étrangères).

Autant de membres du gouvernement Castex que François Rebsamen a tenu à saluer. Ils «portent des idées sociales et progressistes», a-t-il relevé. Ajoutant: «Ensemble, nous avons une histoire commune, des combats communs. Je sais que nous serons ame-

nés demain à poursuivre des causes communes.» «Il n'est jamais inutile de rappeler que cette social-démocratie a exercé le pouvoir. (...) L'œuvre transformatrice dont nous sommes héritiers, à laquelle bon nombre d'entre vous ont participé, est impressionnante», a poursuivi François Rebsamen.

Olivier Dussopt s'est félicité de ce «message de sympathie» tandis qu'Emmanuelle Wargon l'a remercié sur Twitter de son «soutien». «J'échange régulièrement avec lui sur les questions de logement. C'est un maire talentueux qui ne se reconnaît plus dans le PS actuel. Il trouve notre démarche positive», confie-t-elle au Figaro.

Le ralliement à Emmanuel Macron de l'ancien ministre du Travail de François Hollande est évo-



S. SORIANO/LE FIGARO

Je sais que nous serons amenés demain à poursuivre des causes communes

FRANÇOIS REBSAMEN, MAIRE PS DE DIJON

qué depuis plusieurs mois. En juillet dernier, il avait déjà signé une tribune de maires dans Le Journal du dimanche qui saluait «le courage des décisions prises» par le chef de l'État. Et ce malgré l'affront des élections municipales de 2020. LREM avait investi un candidat contre François Rebsamen. Il avait appelé à voter pour la droite au second tour. À l'inverse, le MoDem avait soutenu le socialiste dès le premier tour.

«Besoin de clarté»

Le mois dernier, François Rebsamen a claqué la porte de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR). Une institution au PS, qui rassemble les élus locaux socialistes, qu'il présidait depuis cinq ans. «Le PS

est un parti sectaire», a-t-il dénoncé dans Libération en septembre. Ses relations avec le premier secrétaire, Olivier Faure, sont notamment mauvaises.

«Je ne le comprends plus. Je suis désorienté et un peu déçu par ce que je vois. Ça ne correspond pas à l'homme que j'apprécie. L'amitié ne justifie pas tout. Olivier Dussopt ou Cédric O (le secrétaire d'État chargé du Numérique, NDLR) restent des amis mais ils ne sont plus des amis politiques. J'ai aussi des amis de droite mais je ne fais pas de politique avec eux», commente Jean-François Debat, membre de la direction nationale du PS. Pour le maire de Bourg-en-Bresse (Ain), François Rebsamen «doit maintenant dire clairement les choses car on a besoin de clarté».

L'intervention du maire de Dijon au congrès de TDP tombe à pic pour Olivier Dussopt. Le ministre ambitionne d'aggraver autour de lui les déçus du PS, son ancienne famille politique. «Derrière ces partis en déshérence, des hommes et des femmes veulent toujours que des projets soient portés. Ils veulent la réussite du quinquennat et la reconduction du président de la République», confiait-il récemment au Figaro. Alors que l'aile droite de la majorité a réussi à s'imposer dans le débat public, TDP espère encore participer à un rééquilibrage. Il passe par l'arrivée à la majorité de nouveaux soutiens issus de la gauche. Quand, dans le même temps, Édouard Philippe s'essaye au même exercice à droite. ■ T.Q.-M.



Devenons l'énergie qui change tout.

C'EST LE MOMENT DE PASSER AU CARBURANT DE DEMAIN.

Rouler avec l'électricité d'EDF produite à 97% sans émissions de CO₂^{*}, c'est mieux pour le climat.



REC PARIS 102.01.017



PARTENAIRE
PARALYMPIQUE ET OLYMPIQUE

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

* Émissions directes, hors analyse du cycle de vie des moyens de production et des combustibles – chiffre 2020, périmètre EDF SA, source : edf.fr/climat.

En Corse, l'ode à la nation d'Éric Zemmour

L'essayiste a passé deux jours sur l'île pour rassembler parrainages et soutiens malgré des tensions.

CHARLES SAPIN @csapin
ENVOYÉ SPÉCIAL À AJACCIO

PRÉSIDENTIELLE « *Nations* » contre nationalistes. Venu sur l'île de Beauté pour présenter et dédicacer son livre – comme pour rassembler soutiens et parrainages en vue de la présidentielle – Éric Zemmour a eu la surprise, ce week-end, d'être confronté à une opposition d'une nature jusque-là inconnue de lui. Celle d'indépendantistes et de nationalistes corse. Un comble pour l'essayiste qui se veut le dénominateur commun de tous les militants ayant pour première famille d'appartenance la nation. Mais française.

« Pour moi, juif d'Algérie, la nation c'est considérer que Napoléon est mon grand-père, que Jeanne d'Arc est mon aïeule. C'est une idée grandiose, une immense chaîne qui remonte le temps dont nous ne sommes que le modeste maillon. Pas un bout de papier donné au premier venu qui a coché les bonnes cases sur un formulaire », a-t-il lancé, ce samedi, devant 300 de ses fidèles rassemblés au bas de la vieille ville d'Ajaccio. Le message aura été différemment perçu sur place.

Des échanges musclés avaient déjà émaillé, vendredi, une première séance de dédicaces de l'essayiste à Sartène (Corse du Sud). Rien de comparable avec la mobilisation de « nations » alliés à des syndicalistes de la CGT se revendiquant de l'« antifascisme », ce samedi sur le vieux port. Organisée dans l'espoir de parasiter la réunion publique qu'y organisait l'auteur du *Suicide français*. « On ne va pas laisser les petits fachos arriver en Corse. Oh Zemmour, ton nom sonne avec amour, et pourtant, ce n'est que xénophobie et racisme ! On ne te veut pas ici », crache une enceinte fixée à l'arrière d'une camionnette devant le raout. Jusqu'à ce que plusieurs jeunes partisans d'Éric Zemmour et ses contemporains n'en viennent aux mains, avant d'être rapidement séparés par une colonne de CRS.

Faisant mine d'ignorer le raffut et les fumigènes, tenus à bonne distance par un important dispositif de sécurité, Éric Zemmour arrive sur l'estrade, la Méditerranée en arrière-plan, pour lancer en guise de réponse une longue ode à la nation : « Cette idée française et révolutionnaire » qui permet d'être « citoyen » et non plus seulement « sujet d'un

Éric Zemmour quitte une librairie du centre-ville d'Ajaccio après une séance de dédicaces, le 9 octobre.
S. LAMY / COLLECTIF OR

S. LAMY / COLLECTIF OR

roi ou fidèle d'un dieu ». Idée qui « n'existe toujours pas dans le monde musulman », soutient l'ancien chroniqueur, pour mieux justifier sous les applaudissements les difficultés d'assimilation que pose l'islam.

Adversaire commun

« La nation n'est pas seulement un concept philosophique. Ce n'est pas uniquement une manière d'appréhender la vie en commun et d'organiser la politique. C'est aussi une réalité d'en bas. Une réalité concrète, tangible, humaine. C'est l'ensemble des liens invisibles qui unissent des individus sur un territoire », fuse-t-il. Avant de lister : « Ce sont des amitiés, une langue, des traditions partagées, des livres qu'on a lus, des films qu'on a vus, les chan-

sons que l'on fredonne (...) Tout ce qui fait qu'un Français comprend un autre Français à demi-mot, quelle que soit son origine. Quel que soit son milieu social. »

Autant d'éléments qui lient indécemment l'île de Beauté au « continent », pour l'essayiste. Mais qui feront toujours défaut au projet européen : « Il y a une civilisation européenne, mais il n'y a pas de nation européenne », note-t-il. Avant de mettre en garde « les indépendantistes de ne pas devenir, malgré eux, les idiots utiles de la bureaucratie de Bruxelles » en jouant la division.

S'il existe bien un « malaise » entre la Corse et le « continent », c'est que l'île a su « résister à l'air du temps », assure Éric Zemmour. Les

Corse sont restés insensibles aux modes ridicules qui veulent qu'un homme ne soit pas un homme, une femme plus une femme et une nation plus une nation ». Un exemple à suivre en somme.

Outre la proposition de « rapprocher les prisonniers corse de leurs familles », les toujours « non-candidat » aura proposé tant aux Français du continent qu'aux insulaires, comme pour mieux les réconcilier, de se fixer un adversaire commun : « Les Français du continent et les Corses ont aujourd'hui la même urgence, la même civilisation assiégée. Ils luttent ensemble contre la même vague migratoire. Et ils savent mieux que les Français du continent que l'invasion vient toujours de la mer. » ■

L'humoriste qui a fait polémique déprogrammé d'un théâtre parisien

Samedi, la vitrine (en bas à gauche) où trônait l'affiche du spectacle de Gaëtan Matis au Point Virgule a été brisée.
VINCENT BOISOT POUR LE FIGARO

« JE CONDAMNE fermement les propos de Gaëtan Matis, ils sont indignes », insiste Jean-Marc Dumontet, directeur du Point Virgule qui, hier, a déprogrammé

l'humoriste de la petite salle parisienne du Marais. Vendredi, celui-ci a déclenché une polémique sur les réseaux sociaux en déclarant sur son compte Instagram : « Si j'avais une machine à voyager dans le temps, je m'amuserais à booker le Bataclan pour la soirée du 13 novembre 2015, afin d'y organiser une soirée rencontre entre Éric Zemmour et son public. »

« Déferlement de haine »

« Il doit prendre ses responsabilités, il a instrumentalisé le chroniqueur et son clan », estime Dumontet chez lequel le comique se produisait depuis le 19 septembre et aurait dû rester les dimanches et lundis jusqu'à fin décembre. Samedi, la vitrine où trônait l'affiche du spectacle de Gaëtan Matis Seul Ensemble a été brisée. Des per-

sonnalités comme Éric Ciotti, député LR des Alpes-Maritimes, Gilbert Collard, proche du Rassemblement national ou Robert Ménard, maire de Béziers se sont indignés. « On a reçu 150 appels, un déferlement de haine et de menaces », précise le directeur du Point Virgule. « Je ne souhaite la mort de personne, et je ne lancerai aucun appel à la violence contre quiconque », s'est excusé Gaëtan Matis « dépassé » par les conséquences de son acte et qui a supprimé son message. En novembre 2020, l'acteur s'était déjà distingué sur Facebook avec un message sur le « costume de Samuel Paty », le professeur décapité à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) qui montrait la photo d'un enfant déguisé, portant sa propre tête dans ses mains. ■ **N. S.**

Marion Maréchal : « Se poser la question de savoir qui est le mieux placé »

Invitée samedi de CNews, Marion Maréchal a jugé que deux candidatures, celle de Marine Le Pen et celle – potentielle – d'Éric Zemmour, compliqueraient une victoire de son « camp » en 2022. « Ce qui est sûr c'est que, peut-être, faudra-t-il se poser la question à un moment donné de savoir qui est le mieux placé », a-t-elle expliqué. « Cela, la campagne

et le temps le diront, mais il est évident qu'en ayant deux candidatures, les choses m'apparaissent un petit peu plus compliquées », a souligné la nièce de la candidate du RN. Son grand-père, Jean-Marie Le Pen était, lui, allé plus loin, en déclarant au Monde la semaine dernière que « si Éric est le candidat du camp national le mieux placé, bien sûr, je le soutiendrai ».

Castaner dénonce le « sexisme permanent » de l'essayiste

Invité au « Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro », le président du groupe LREM à l'Assemblée en a aussi profité pour lever tout soupçon de concurrence entre le chef de l'État et son ancien premier ministre, Édouard Philippe.

PIERRE LEPELLETIER @PierreLepele

LREM « On aurait pu rêver de faire une heure d'émission sans parler d'Éric Zemmour, mais c'est vrai que dans le contexte d'aujourd'hui, c'est difficile », a reconnu Christophe Castaner, invité dimanche du « Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro ». Comme de nombreuses personnalités politiques, le président du groupe LREM à l'Assemblée nationale s'inquiète de la percée dans les sondages du polémiste (lire ci-dessus). « La question n'est pas la personnalité d'Éric Zemmour dont je me fiche totalement, mais ce qu'il dit, ce qu'il représente », a-t-il souligné, dénonçant notamment le « sexisme permanent de cet homme », que l'on retrouve, selon lui, dans les ouvrages du « pas encore officiel » candidat. « On ne peut pas laisser passer ça », a dénoncé l'ancien ministre de l'Intérieur. Pour Christophe Castaner, Éric

Zemmour « ne représente », pour l'instant, « rien politiquement parce qu'il n'est pas candidat à la présidentielle ». « Il se cache derrière l'écho médiatique », a-t-il raillé.

S'il est agacé par le polémiste, le patron des macronistes à l'Assemblée salue en revanche les qualités d'un autre homme : l'ancien premier ministre, Édouard Philippe. Ce dernier a fait sensation en lançant samedi au Havre un nouveau parti, Horizons, censé venir « renforcer » la majorité présidentielle (voir en page 6). « L'engagement total d'Édouard Philippe et de ceux qui l'accompagnent pour contribuer à la réélection d'Emmanuel Macron est un message fort », a affirmé Christophe Castaner.

L'ancien ministre a ainsi balayé, à plusieurs reprises, une quelconque concurrence – actuelle ou à venir – entre l'ancien premier ministre et le chef de l'État. « Cette volonté d'élargissement est quelque chose que nous voulons poursui-

vre », a-t-il par ailleurs souligné, promettant qu'il ne voyait « pas du tout d'un mauvais œil » la tentative de son ancien collègue. Christophe Castaner espère même qu'« une offre politique incarnée par Édouard Philippe peut permettre à des Républicains de LR de trouver un cadre politique ».

« La question n'est pas la personnalité d'Éric Zemmour dont je me fiche totalement, mais ce qu'il dit, ce qu'il représente »
CHRISTOPHE CASTANER

L'apparition de l'ancien premier ministre dans le débat public oblige cependant les macronistes à se positionner sur certaines questions brûlantes. Le maire du Havre, qui s'est toujours revendiqué de droite, propose no-

tamment de repousser l'âge de départ à la retraite à 67 ans pour réduire la dette. Christophe Castaner n'a souhaité ni approuver, ni reprouver clairement l'idée. Il estime cependant nécessaire, lui aussi, de mener une réforme du système des retraites. « Regardons la réalité. Si nous ne faisons rien, des générations entières n'auront pas le droit à la retraite telle que nous la connaissons aujourd'hui », a-t-il jugé.

Le président du groupe LREM à l'Assemblée a malgré tout avancé qu'un âge « pivot » fixé à 64 ans lui « paraît évident », reprenant par là l'idée longtemps défendue par l'exécutif – et notamment par Édouard Philippe, alors à Matignon. Christophe Castaner juge cependant que « les conditions ne sont pas réunies » aujourd'hui pour conduire un tel projet. Comprendre : le sujet reviendra sur la table en cas de réélection d'Emmanuel Macron pour un second mandat. ■



Christophe Castaner, dimanche, sur le plateau du « Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro ». T. PADILLA/AGENCE 1827/RTL



Devenons l'énergie qui change tout.

POUR LE CLIMAT, TOUTES LES ENERGIES NE SE RESSEMBLENT PAS.

L'électricité d'EDF est à 97% sans émissions de CO₂*.
Et ça, c'est mieux pour le climat.



RFI PARIS 2024 0177



PARTENAIRE
PARALYMPIQUE ET OLYMPIQUE

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

* Émissions directes, hors analyse du cycle de vie des moyens de production et des combustibles –
chiffre 2020, périmètre EDF SA, source : edf.fr/climat.

Les Irakiens élisent leurs députés sans se faire d'illusions

Malgré la récente réforme du mode de scrutin, de nombreux électeurs ont du mal à croire aux promesses de changement.

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot
ENVOYÉ SPECIAL A BAGDAD

MOYEN-ORIENT « Je n'ai pas voté, car ces élections ne changeront rien à notre situation. » À l'image de cet habitant de Bagdad, de nombreux Irakiens se sont abstenus ce dimanche lors d'élections législatives anticipées qui devaient maintenir au pouvoir les grands blocs politiques, responsables des maux dont souffre le pays, corruption et absence de services en premier lieu.

Le scrutin avait été, pourtant, avancé pour répondre à l'exigence des jeunes manifestants descendus massivement dans les rues du pays, il y a deux ans, pour exprimer leur ras-le-bol. Une nouvelle loi électorale avait été adoptée, fondée sur un

scrutin uninominal, une augmentation du nombre de circonscriptions et destinée à encourager indépendants et candidats de proximité. Mais « les partis traditionnels ont gardé la haute main sur les élections », regrette un habitant de Mossoul, l'ex-capitale du califat de Daech où la reconstruction et le retour des déplacés se font au compte-gouttes. De nombreux candidats indépendants étaient des faux nez, soutenus par les partis en place.

Dès l'ouverture des bureaux de vote, Moustapha Kazemi, le premier ministre, a glissé un bulletin dans l'urne. « C'est une opportunité pour le changement. Votez, votez », a-t-il lancé. Vendredi soir, en recevant *Le Figaro*, dans son immense bureau de la zone verte, Moustapha Kazemi paraissait confiant, après

avoir fait le tour de bureaux où avait été voté, en avance, les forces de sécurité, sur fond de lutte de pouvoir entre le premier ministre et les puissantes milices chiïtes pro-Iran. Mais quelques heures plus tard, les résultats de ces premiers votes ne lui étaient guère favorables : les agents des ministères de la Défense et de l'Intérieur avaient voté pour les candidats soutenus par Nouri al-Maliki, l'ancien premier ministre, dont la politique sectaire antisunnite contribua à l'émergence de Daech en 2014. « Il faut absolument renforcer l'État », confiait Moustapha Kazemi, qui espère disposer de quatre ans supplémentaires pour poursuivre le travail qu'il a entamé avec courage face aux milices impatientes de saper son autorité. Autre signe du peu d'espoir de

changement, les responsables de la contestation qui avait enflammé Bagdad et le sud de l'Irak, fin 2019, ont appelé au boycott du scrutin. Après quelques mois, leur mouvement s'était essouffé sous le coup d'une répression sanglante - au moins 600 morts et 30 000 blessés - tandis que des dizaines de militants étaient victimes d'enlèvements et d'assassinats imputés aux factions armées fidèles à l'Iran.

Système confessionnaliste

La liste du turbulent mais influent religieux chiïte Moqtada al-Sadr est considérée comme favorite. Il sera encore une fois le faiseur de roi dans un système fondé sur le confessionnalisme, où le choix du premier ministre - réel détenteur du pouvoir dans l'Irak post-Saddam Hussein -

est le résultat de laborieuses tractations entre factions. Pour les chiïtes, majoritaires démographiquement et à qui revient le poste de premier ministre, la principale liste, outre celle d'al-Sadr, est celle des factions armées pro-Iran. Deux listes étaient en compétition chez la minorité sunnite, écartée du pouvoir en 2003, et deux également chez les Kurdes, autonomes, depuis la chute de Saddam Hussein.

En cas de victoire, le courant de Moqtada al-Sadr devra composer avec ses rivaux pro-Iran, entrés au Parlement pour la première fois en 2018 et qui surfent sur la victoire contre Daech. Rien ne dit, malgré le soutien dont bénéficie Moustapha Kazemi, qu'il sera reconduit. Les résultats définitifs du scrutin ne seront pas connus avant plusieurs jours. ■

25 millions d'électeurs
étaient appelés aux urnes pour élire 329 députés parmi plus de 3 240 candidats

En plein black-out, le Liban attend une solution des pays arabes ou de l'Iran

Plongé dans le noir par les pénuries de carburant, le pays du Cèdre voit ses voisins rivaliser à son chevet.

MURIEL ROZELIER
BEYROUTH

PROCHE-ORIENT Dans sa lente descente en enfer, le Liban vient de passer une nouvelle étape symbolique : soumis à un sévère rationnement ces derniers jours, le pays est maintenant plongé dans un black-out quasi-total. Depuis samedi, il est en effet privé d'électricité publique, faute de fioul pour alimenter ses centrales. Le gouvernement Mikati, qui s'était pourtant engagé, au moment de sa formation à la mi-septembre, à rétablir le courant sur l'ensemble du territoire le plus rapidement possible, n'a pas été en mesure de tenir cette première promesse. Seuls désormais les groupes électrogènes des opérateurs privés crachotent quelques heures d'électricité par jour aux privilégiés qui peuvent s'offrir ce luxe, le prix du fioul ayant été multiplié par cinq depuis le début de la crise.

À défaut d'une réponse gouvernementale, d'autres acteurs se positionnent. Pour eux, la crise énergétique libanaise est l'occasion de s'engager dans de grandes manœuvres politiques : l'apparente détente régionale, qu'illustre le sommet de Bagdad d'août dernier, et la stratégie de pivot américain vers l'Asie, qui laisse de facto un vide à combler dans la région, donnent à certaines puissances locales l'opportunité de créer les conditions d'une « nouvelle stabilité » au Moyen-Orient.

Plusieurs initiatives sont ainsi sur la table. La première, qui répond à l'urgence, est portée par le Hezbollah et recourt au fioul iranien, pourtant sous embargo américain. La seconde, défendue par la Jordanie et l'Égypte, s'appuie sur une coopération énergétique arabe de plus longue durée.

Le premier à avoir dégainé est le Hezbollah. Courant septembre, la milice chiïte a demandé à son partenaire iranien de lui envoyer des navires de carburant. Plusieurs sont déjà arrivés au port de Banias, en Syrie, avant que le fioul soit convoyé par camions jusqu'au Liban. D'autres cargaisons sont encore attendues. En tout, cela représente environ 70 millions de litres, dont une partie est donnée à titre gracieux à des « institutions



prioritaires comme des hôpitaux ou les offices des eaux », a assuré le Hezbollah.

L'initiative représente cependant une goutte d'eau dans un océan de besoins. « C'est un coup de maître politique, mais en pratique cela équivaut à une simple piqûre de morphine », ironise Christo-

« Si les États-Unis parlent aux talibans, ils pourraient parfaitement discuter avec Bachar el-Assad »

CHRISTOPHE ABI-NASSIF, DIRECTEUR DU PROGRAMME LIBAN DU MIDDLE EAST INSTITUTE A WASHINGTON

phe Abi-Nassif, directeur du programme Liban du Middle East Institute à Washington. L'Iran a de surcroît proposé la construction de deux centrales électriques au Liban dans les 18 prochains mois, sans donner à ce stade plus de précisions.

Cette proposition entre en concurrence avec l'offre portée par la Jordanie et l'Égypte, avec le soutien des États-Unis. Il s'agit cette fois d'acheminer du gaz naturel depuis l'Égypte via la Jordanie et la Syrie, grâce à un gazoduc qui traverse la région. Beyrouth pourrait en plus recevoir de l'électricité jordanienne. Cumulées, cela assureraient 4 à 6 heures de courant par jour. Dans un Liban quasi plongé dans le noir, c'est une pro-

Faute de fioul pour alimenter les centrales, le Liban est privé d'électricité publique depuis samedi (ici, Beyrouth plongée dans le noir).

DYLAN COLLINS/AFP

messe « vitale », assure le ministre de l'Énergie libanais Walid Fayad qui, depuis sa nomination, fait la navette entre Beyrouth et les différentes capitales régionales concernées. Mais pour qu'elle se concrétise, il faudrait que des segments du gazoduc et des pylônes électriques, abîmés ou détruits, pendant les combats en Syrie, soient réhabilités. « Chaque pays doit prendre en charge les réparations et les améliorations nécessaires à l'infrastructure sur son territoire », précise le ministre. Le Liban a sollicité la Banque mondiale pour financer l'achat de gaz et d'électricité.

C'est le roi Abdallah de Jordanie qui a défendu cette proposition devant le président américain lors de sa visite aux États-Unis en juillet. Amman y a un intérêt éco-

nomique : vendre sa production électrique excédentaire et relancer les échanges commerciaux avec la Syrie et les pays arabes voisins, son pays étant plongé dans une grave crise économique. Mais le roi a aussi ici une ambition politique : il entend accélérer la réintégration de la Syrie dans le concert des nations arabes et l'arracher à l'influence iranienne. Encouragé par la puissance tutélaire russe, son objectif est partagé par d'autres pays comme les Émirats arabes unis, l'Égypte ou encore le Maroc. « En soutenant la proposition du roi Abdallah, les États-Unis offrent à leurs alliés arabes un cadeau peu coûteux tout en prenant acte de la réalité du terrain, qui atteste que le régime de Bachar el-Assad est là pour durer », relève le chercheur du Middle East Institute.

De ce point de vue, le régime syrien semble être le grand gagnant du « deal » en cours : Damas peut espérer recevoir une partie du gaz et de l'électricité qui transiterait par son territoire pour son propre usage ou bénéficier d'un « droit de passage » payable en devises, dont le pays a désespérément besoin. Surtout, l'accord pourrait permettre au régime de Bachar el-Assad de retrouver son rôle de pivot central au sein de la région après des années d'ostracisme. « Si les États-Unis parlent aux talibans, ils pourraient parfaitement discuter avec Bachar el-Assad », assure Christophe Abi-Nassif.

Plusieurs obstacles demeurent malgré tout, dont les sanctions

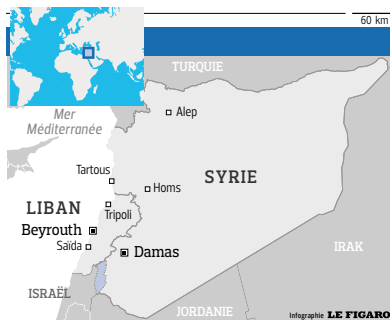
américaines qui punissent toutes transactions avec le régime syrien, dans le cadre de la loi César de 2019. Lors de sa visite aux États-Unis, le roi Abdallah a plaidé pour que son pays soit exempté et, aux dires du ministre de l'Énergie libanais Walid Fayad, l'Administration Biden « a donné des signaux positifs ». Mais, à Washington, les experts se veulent prudents. « La levée des sanctions n'est pas évidente », relativise Christophe Abi-Nassif. « Je vois mal comment le Département d'État ou le Trésor américain défendront ensuite l'intégrité et la cohérence du mécanisme. Dans le meilleur des cas, j'imagine que Washington regardera de côté, à la manière de ce que les Américains ont déjà fait lors de l'arrivée du fioul iranien au Liban. »

« L'origine du gaz (Israël) pourrait être brandie par la suite pour éventuellement mettre en échec l'initiative »

MONA SUKKARIEH, COFONDATRICE DE MIDDLE EAST STRATEGIC PERSPECTIVES

D'autres facteurs peuvent encore faire capoter l'initiative. En particulier la provenance de l'énergie vendue. Car le gaz égyptien et l'électricité jordanienne pourraient se révéler plus « casher » que « halal » : la Jordanie, qui utilise le gazoduc, importe en effet aussi bien du gaz égyptien qu'israélien. Son électricité est aussi produite à partir de gaz israélien. « Vu comment le gazoduc est utilisé actuellement en Jordanie, il est probable que le gaz que le Liban importerait provienne d'un champ gazier israélien, via une procédure de swap avec l'Égypte. Sur le marché du trading de l'énergie, ces échanges sont monnaie courante, note la consultante en risques politiques et cofondatrice de Middle East Strategic Perspectives Mona Sukkarieh. Certes, le Liban ne traitera pas avec l'État hébreu mais avec l'Égypte, mais il n'empêche que ce montage risque d'être délaissé à assumer pour les autorités libanaises, le pays étant toujours officiellement en guerre contre Israël et toute « normalisation » étant interdite par la loi. »

Un appel au boycott - a été lancé. Mais les gains politiques sont tels que tous les acteurs pourraient décider de passer outre. Même le Hezbollah a salué le projet. « Ne sont-ils pas au courant ? », s'interroge l'experte. A moins qu'il ne s'agisse seulement d'accélérer la réinsertion de la Syrie dans son environnement régional, mais sans intention véritable de conclure l'accord pour le Liban. « L'origine du gaz pourrait être brandie par la suite pour éventuellement mettre en échec l'initiative. » ■



ALIMENTATION
QUAND DOIT-ON SUIVRE
UN RÉGIME SANS GLUTEN ?

PAGE 15



DOSSIER
MÉDICAMENTS : LA PRUDENCE
EST DE MISE PENDANT
TOUTE LA GROSSESSE PAGE 14



Suicide de l'adolescent : des signaux d'alarme à connaître

La HAS conseille de prendre au sérieux toutes les idées suicidaires chez les jeunes.

DELPHINE CHAYET
@DelChayet

PSYCHIATRIE « As-tu déjà pensé au suicide ? » Aux médecins, parents ou enseignants, souvent désarmés face au mal-être des adolescents, la Haute Autorité de santé conseille, dans des recommandations publiées le 30 septembre, de poser la question explicitement. « Parler du suicide n'est pas une incitation au passage à l'acte, c'est au contraire la meilleure façon de repérer les situations à risque et de les prendre en charge », assure le Dr Charles-Édouard Notredame, psychiatre à l'hôpital universitaire de Lille et président du groupe de travail réuni par la HAS. « La question de l'envie de mourir, que je pose systématiquement en consultation, surprend beaucoup les enfants », raconte le Dr Bojan Mirkovic, psychiatre au Nouvel Hôpital de Navarre, à Evreux, qui a participé à l'expertise. Elle donne lieu à des démentis catégoriques des patients non concernés, mais elle permet aux autres de se confier. Les enquêtes réalisées après certains suicides montrent en effet que la plupart des enfants n'avaient pas osé en parler, par peur de ne pas être pris au sérieux ou d'inquiéter leur entourage. »

Il est important d'impliquer les parents en attirant leur attention sur des mesures de précaution, par exemple retirer les médicaments, être vigilant

Dr BOJAN MIRKOVIC, PSYCHIATRE

Avec ces recommandations de bonne pratique, qui constituent la mise à jour d'une expertise publiée en 2000, la HAS entend lever le tabou. Le suicide est la deuxième cause de décès chez les adolescents. Près de 600 jeunes de moins de 24 ans, en majorité des garçons, se tuent chaque année en France, tandis qu'environ 70 000 tentatives sont recensées.

Selon Charles-Édouard Notredame « la prévention est une responsabilité collective, chacun peut avoir un rôle à jouer ». Aux parents, le psy-



chiatre recommande de ne « jamais banaliser » des propos de leur enfant sur la mort, mais d'en parler ouvertement, et de ne pas hésiter à consulter leur médecin traitant, une maison des adolescents, un centre médico-psychologique. Ou à appeler le nouveau numéro dédié, 3114.

La dépression de l'enfant ne ressemble pas à celle de l'adulte, mais compose un puzzle de signes souvent difficiles à interpréter. Irritabilité, humeur instable, repli sur soi, perte d'intérêt pour les activités habituelles, rejet de l'école, entrée dans le tabagisme, difficultés pour s'endormir... « Les parents me disent qu'ils ont du mal à placer le curseur entre ce qui relève d'un mal-être profond et ce qui est de l'ordre de la crise de l'adolescence », souligne Géraldine Chanal, psychologue à l'association Phare, spécialisée dans la prévention du suicide. Ils doivent savoir qu'un changement radical de comportement qui perdure dans le temps (un enfant qui s'isole, se désintéresse de choses qui lui apportaient du plaisir) doit déclencher l'alarme. » Les idées suicidaires peuvent aussi être déclenchées par des facteurs extérieurs, comme un harcèlement scolaire ou une agression sexuelle.

La HAS invite aussi les médecins, les éducateurs et les enseignants à redoubler de vigilance. « Le repéra-

On recense chaque année 70 000 tentatives de suicide parmi les jeunes de moins de 24 ans.

ge repose sur une écoute active et un questionnement direct du patient », notent les experts. Ils préconisent l'utilisation du bits, un test de repérage mis au point pour les médecins généralistes. Ses initiales forment le rappel mnémotechnique des quatre sujets à aborder, quel que soit le motif de consultation : brimades, insomnies, tabac et stress. En cas de doute, le praticien doit interroger son patient sur ses éventuelles idées suicidaires présentes ou passées. Il peut aussi l'orienter vers un psychiatre. « Le spécialiste va évaluer lors d'un entretien en tête à tête la gravité de la crise, en mesurant la fréquence, l'intensité et le caractère envahissant des pensées suicidaires, le degré d'élaboration du scénario, ainsi que le niveau de douleur ressen-

tie par l'adolescent », précise le Dr Notredame. Il estimera aussi la vulnérabilité de son patient. Des antécédents familiaux, un trouble psychiatrique, un milieu familial défavorable, un harcèlement, un suivi par l'aide sociale à l'enfance sont des facteurs de risque de passage à l'acte. » Le tableau pourra cependant être tempéré par tout élément de contexte favorable : des relations familiales de qualité, la spiritualité ou les croyances religieuses, la capacité de l'adolescent à demander de l'aide autour de lui, etc. Même à ce stade, note Bojan Mirkovic, « il est important d'impliquer les parents en attirant leur attention sur des mesures de précaution, par exemple retirer les médicaments, être vigilant ».

À l'association Phare, la psycho-

logue Géraldine Chanal recueille la détresse rentrée de certains enfants. « Ils disent qu'il y a quelque chose qui cloche chez eux, qu'ils ont comme un vide à l'intérieur qu'ils ne savent pas expliquer. Ils culpabilisent car ils ont l'impression d'avoir tout pour être heureux », dit-elle.

L'association regrette un manque de sensibilisation de la société française à ce douloureux sujet. « Lorsque nous intervenons dans des collèges, les élèves sont très intéressés, indique Thérèse Hannier, présidente de l'association. En fait ils ne savent pas à qui s'adresser lorsqu'ils ont un camarade en difficulté. » Des dispositifs d'éducation à la santé mentale ayant fait leur preuve existent pourtant. Mené en classe, le programme YAM comprend ainsi trois heures de jeux de rôle, des ateliers interactifs, des affiches éducatives et deux conférences d'une heure sur la santé mentale. Une étude menée dans plusieurs pays européens a montré qu'il réduisait de moitié le nombre de tentatives de suicide par rapport à un groupe d'adolescents n'y ayant pas participé. « Les enfants sont capables de diagnostiquer leur propre fragilité à condition d'avoir les clés, les ressources et l'autorisation implicite d'en parler. » ■ Si vous avez des idées suicidaires ou êtes inquiet pour un proche, appelez le 3114.

Les conséquences dramatiques du Covid-19

Les conséquences de la pandémie de Covid-19 continuent de peser lourdement sur la santé mentale et le bien-être des enfants et des jeunes. Selon l'Unicef, au moins un enfant sur sept dans le monde a été directement touché par des mesures de confinement et plus de 1,6 milliard d'enfants

ont vu leur éducation négativement affectée. La crise sanitaire a généré chez de nombreux jeunes un sentiment de peur, de tristesse et d'inquiétude pour l'avenir. En France, une étude de l'Unicef chez les 6-18 ans, dont les résultats viennent d'être publiés, fait ressortir un important mal-

être puisque 27 % des adolescents confient qu'il leur est déjà arrivé de penser au suicide et 10 % qu'ils ont déjà tenté de se suicider. L'Unicef appelle les gouvernements « à communiquer et à agir pour promouvoir la santé mentale de tous les jeunes et de toutes les personnes s'occupant d'enfants ». D.C.

audition publique

#AuditionPublique #Canal13

PUBLIC SENAT LCP FIGAROLIVE

ELIZABETH MARTICHOUX REÇOIT

FABIEN ROUSSEL

candidat PCF à l'élection présidentielle

Ce soir à 19h30

En direct sur le canal 13 de la TNT et sur lefigaro.fr

© JOYNAH INAGRA

Médicaments: la prudence est de mise pendant toute la grossesse

Automédication et prescriptions restent fréquentes pendant cette période à risque pour le fœtus.

ANNE PRIGENT
@AnnePrigent1

PRÉVENTION Alors qu'elles attendent leur premier enfant, 36 % des femmes prennent des médicaments de leur propre initiative. Elles sont même 48 % à le faire lorsqu'elles attendent leur deuxième enfant, selon une étude réalisée début 2020 pour l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) à l'occasion du lancement de sa campagne de prévention «Enceinte, les médicaments, c'est pas n'importe comment».

Des données plutôt préoccupantes: l'automédication au cours de la grossesse, même avec des médicaments considérés comme anodins, peut en effet représenter un véritable danger pour le fœtus. L'ibuprofène en est le principal exemple. Cet anti-inflammatoire non stéroïdien est largement utilisé pour soigner douleurs et fièvre. Vendu sans ordonnance, il trône dans toutes les pharmacies familiales sous différentes spécialités (Advil, Nurofen, Spedifen...). Or il est formellement contre-indiqué à partir du 6^e mois de grossesse, car il peut provoquer chez le fœtus une toxicité cardiovasculaire ou rénale parfois irréversible, voire fatale.

«Il ne s'agit pas de la diaboliser ou de dire zéro médicament pendant la grossesse. Mais bien de rappeler que pendant cette période, il faut être particulièrement vigilant et prendre systématiquement l'avis d'un professionnel de santé», souligne le Dr Christelle Rati-gner-Carbonnel, directrice générale de l'ANSM, qui va lancer le 20 octobre la deuxième phase de sa campagne médicaments et grossesse.

Mais l'automédication n'est pas l'unique source d'exposition aux médicaments pendant la grossesse. Les Françaises se voient en effet prescrire en moyenne neuf molécules au cours de cette période. «Encore aujourd'hui, de nombreux médecins ne s'interrogent

pas trop sur la nécessité ou non de prescrire pendant la grossesse. De plus, en France, le médicament est la solution à tout problème médical. Il est souvent difficile pour le médecin de dire à une patiente qui vient consulter "Je ne vous donne rien"», explique le Dr Sylvain Bouquet, généraliste en Ardèche et référent pour l'ANSM.

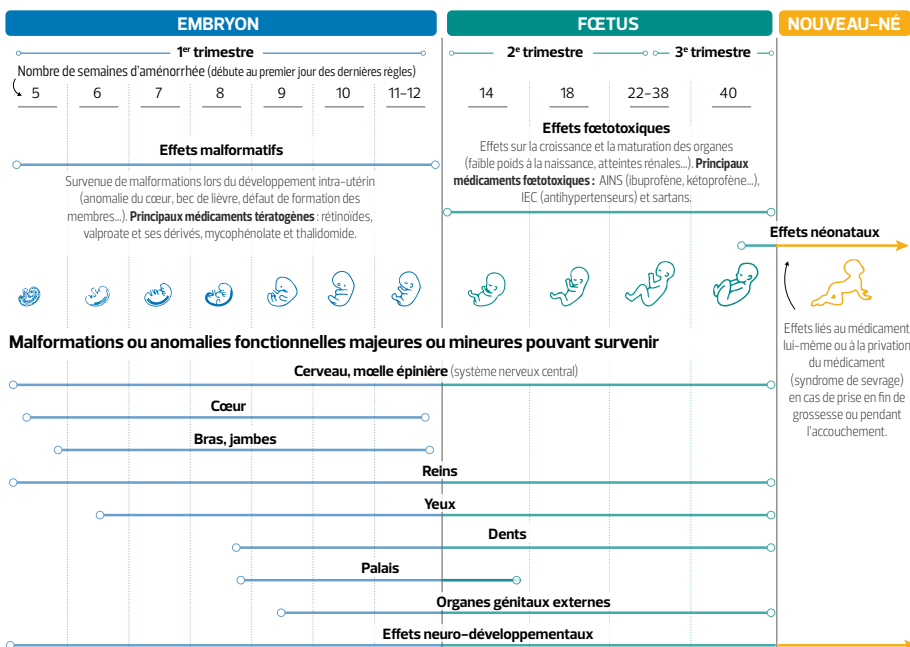
Or la quasi-totalité des médicaments traversent le placenta. Administrer un médicament à la mère, c'est donc aussi le donner au futur bébé. Le risque encouru va être différent selon la période à laquelle il est prescrit (voir infographie). «Les deux premiers mois de grossesse sont une période particulièrement à risque parce que l'embryon met en place ses organes. Si l'organogénèse est perturbée par un médicament, l'enfant est susceptible d'avoir une malformation irréversible. Ces traitements sont dits tératogènes», explique le Dr Elisabeth Elefant, responsable du Centre de référence sur les agents tératogènes (Crat). Cette structure, indépendante de l'industrie pharmaceutique, accessible à tous, analyse les données de la littérature sur les risques liés, entre autres, aux médicaments.

Modifier le traitement

Parmi les molécules tératogènes on trouve notamment l'isotrétinoïne, prescrit contre l'acné. «Cela fait vingt ans que nous travaillons à sécuriser la prescription de ce médicament et nous constatons encore des grossesses sous isotrétinoïne. Souvent, le traitement est bien prescrit mais la grossesse survient après un oubli de pilule. Ou bien la jeune femme arrête son traitement quelques jours avant d'être enceinte alors que la molécule reste trois semaines dans le sang», explique le Dr Annie-Pierre Jonville-Bera, auteur de Médicaments et grossesse (Éditions Masson).

Environ 2 à 3 % des enfants naissent avec des malformations; les médicaments seraient impliqués dans 5 % des cas. Cela repré-

Toxicité médicamenteuse sur l'enfant à naître



sente 800 à 1200 naissances par an. «C'est pourquoi, chez les femmes enceintes plus que chez toute autre personne, le rapport bénéfice-risque doit soigneusement être évalué avant d'administrer un traitement», poursuit le Dr Annie-Pierre Jonville-Bera.

En règle générale, moins on en prend, mieux c'est. Mais ce n'est pas toujours possible. «Certaines maladies peuvent être dangereuses pour le fœtus. Il en va ainsi des femmes ayant un diabète de

type 1: si les glycémies sont très déséquilibrées au premier trimestre, le fœtus a un risque de problèmes cérébraux multiplié par dix, et de malformations rénales et cardiaques multiplié par quatre», décrit le Dr Cyril Huissoud, représentant du collège national des gynécologues-obstétriciens français. Pour les femmes ayant un asthme, un diabète, une polyarthrite rhumatoïde, une épilepsie ou de l'hypertension, il est donc particulièrement recom-

mandé d'aborder son désir de grossesse avec son médecin pour éventuellement modifier son traitement. «J'irai même plus loin: toute petite fille, toute jeune fille, toute femme non ménopausée est une femme enceinte potentielle, rappelle le Dr Sylvain Bouquet. Face à une patiente à qui l'on doit administrer un traitement chronique, il faut envisager la possibilité d'une grossesse ultérieure et choisir, lorsque c'est possible, un traitement compatible.»

Les bons réflexes à avoir

ENCEINTE, prudence et accompagnement sont indispensables lorsqu'on envisage un traitement.

Consulter avant la conception

«Même sans problème de santé particulier, il est conseillé de parler de son désir de grossesse à un médecin ou une sage-femme. C'est encore plus vrai pour les femmes ayant une maladie chronique», insiste le Dr Sylvain Bouquet. La consultation préconceptionnelle permet de faire le point sur les traitements en cours, et si besoin d'envisager de les changer sans stress avant la grossesse.

Jamais d'automédication

«On ne prend aucun médicament sans avis d'un professionnel de santé. Et surtout pas celui conseillé par la copine ou la grand-mère», martèle le Dr Elisabeth Elefant. C'est vrai également des produits à base de plantes, des huiles essentielles ou l'homéopathie, qui peut contenir de l'alcool. «Ne pas croire non plus qu'un médicament destiné aux nourrissons peut être pris sans risque pendant la grossesse», rappelle Sylvain Bouquet.

Informez les professionnels de santé de votre grossesse

«Le premier trimestre de la grossesse est une période particulièrement à risque. C'est aussi le moment où les grossesses ne sont pas

toujours identifiées», explique le Dr Cyril Huissoud. Soit parce que les femmes elles-mêmes ne se savent pas enceintes, soit que l'usage veut qu'on n'annonce pas sa grossesse avant la fin des trois premiers mois. «Il faut au contraire qu'elles l'annoncent le plus tôt possible aux professionnels qui les suivent, ils pourront ainsi en tenir compte dans leur prise en charge», explique le Dr Bouquet.

Ne pas arrêter seule son traitement

«Les futures mères ne doivent pas considérer qu'elles font bien en arrêtant de leur propre chef un traitement chronique. Ce n'est une solution ni pour la mère, ni pour l'enfant», met en garde Elisabeth Elefant. Une pathologie non traitée qui se complique peut en effet se révéler dangereuse pour la mère et le fœtus. «On peut aussi être obligé d'intervenir de façon bien plus agressive pour elle et l'enfant parce que sa maladie se sera beaucoup dégradée en cours de grossesse», poursuit la responsable du Centre de référence sur les agents tératogènes. On ne se fie pas non plus aveuglément aux pictogrammes sur les boîtes de médicaments. «Leur mise en place est laissée au libre arbitre des fabricants. Certains sont apposés sur des médicaments qui ne sont pas dangereux pour la femme enceinte et qui pourraient leur être utile.»

A. P.

Pas de signaux inquiétants concernant le vaccin contre le Covid



Même sans problème de santé particulier, il est conseillé de parler de son désir de grossesse à un médecin ou une sage-femme. C'est encore plus vrai pour les femmes ayant une maladie chronique.

DR SYLVAIN BOUQUET

DEPUIS le mois d'avril 2021, les vaccins à ARN contre le Covid sont recommandés aux femmes enceintes à partir du deuxième trimestre de grossesse. Le conseil d'orientation stratégique sur la vaccination anti-Covid a même rendu un avis ouvrant la voie, si la patiente le souhaite, à une vaccination dès le début de sa grossesse. «Il n'y a aucun argument pour considérer qu'une vaccination précoce présenterait un danger pour l'embryon ou le fœtus», peut-on lire dans le document publié en juillet.

Toutes les futures mères ne sont cependant pas convaincues. «Les femmes que je vois en consultation hésitent beaucoup à se faire vacciner une fois qu'elles sont enceintes. Elles craignent des malformations fœtales ou des maladies qui se déclarent à distance. Elles me disent par exemple: "On va m'injecter un truc qui va passer dans mon bébé et il va faire une leucémie dans dix ans"», raconte le Dr Thiphaine Beillot, gynécologue-obstétricienne à la clinique Mathilde à Rouen.

Il est vrai, comme le rappelle le site de l'Inserm, qu'en janvier 2021 l'Organisation mondiale de la santé déconseillait la vaccination aux femmes enceintes, excepté les plus à risque de développer des formes graves de Covid-19. De plus, comme pour tous les essais thérapeuti-

ques, les femmes enceintes ont été exclues des essais cliniques. «Mais les données sur l'animal étaient rassurantes et depuis, aucune étude en vie réelle n'a montré de dangers particuliers pour les mères et les fœtus et nourrissons», explique le Pr Olivier Picone, gynécologue-obstétricien à l'hôpital Louis-Mourier à Colombes (AP-HP) et président du Groupe de recherche sur les infections pendant la grossesse (Grig). Le spécialiste rappelle aussi que le suivi de plus de 35 000 femmes enceintes vaccinées par les centres américains de prévention

et de lutte contre les maladies (CDC) a mis en évidence une fréquence des complications obstétricales (fausses couches, prématurité, malformations) similaire à celle rencontrée chez les femmes non vaccinées.

«Moins vaccinées»

En France, les vaccins contre le Covid-19 sont suivis de près par les centres régionaux de pharmacovigilance. Ceux-ci n'ont relevé aucun signal d'alerte. Les événements les plus fréquemment signalés sont les fausses couches spontanées mais «il s'agit d'un événement relativement fréquent en population générale», est-il précisé dans leur dernier rapport. Un risque lié à la vaccination ne peut être conclu.

C'est pourquoi les autorités de santé et les médecins estiment que les femmes enceintes ont tout intérêt à se vacciner. «Et ce d'autant plus qu'il existe un surrisque à la fois pour la mère et pour le fœtus en cas d'infection par le Covid-19 pendant le deuxième et troisième trimestres de la grossesse. Il n'y a que des bénéfices à la vaccination, plus particulièrement pour les femmes présentant des facteurs de risque de complication comme le diabète ou l'obésité. Pourtant, des données en cours de publications montrent qu'elles sont les moins vaccinées», met en garde Olivier Picone. ■ A. P.



En France, les centres régionaux de pharmacovigilance n'ont relevé aucun signal d'alerte pour les femmes enceintes. RFBSP/STOCK.ADOBE.COM

SANTÉ

Comment savoir si l'on doit suivre un régime sans gluten ?

ALIMENTATION En France, 7 % des personnes se disent « intolérantes au gluten ». Mais seules 1 % souffrent réellement d'une maladie cœliaque (MC), une affection auto-immune intestinale due à une intolérance au gluten contenu dans certaines céréales (blé, seigle, orge, épeautre) qui apparaît chez des sujets génétiquement prédisposés. Pour comprendre un tel écart, il faut sans doute le relier à la forte médiatisation autour de la « toxicité » potentielle du gluten apporté par l'alimentation. Il est donc indispensable de savoir de quoi on parle pour comprendre pourquoi il est d'abord essentiel de faire le bon diagnostic.

Chez le tout-petit, le diagnostic de maladie cœliaque doit être évoqué quand, quelques semaines après l'introduction du gluten (« farines ») dans l'alimentation, on remarque une apathie, une perte d'appétit, des troubles digestifs avec une diarrhée chronique, des douleurs abdominales, un ballonnement intestinal et, assez rapidement, une cassure de la courbe de croissance. C'est la maladie cœliaque typique, en rapport avec une réaction immunitaire avec atrophie des villosités de l'intestin grêle responsable d'une mauvaise absorption des nutriments (fer, calcium, acide folique...).

Chez l'enfant plus grand et chez l'adulte, les symptômes sont souvent peu évocateurs : douleurs abdominales récurrentes, troubles fonctionnels intestinaux divers, parfois même sans lien avec des problèmes digestifs. Mais certains signes atypiques, variés et parfois inattendus doivent aussi alerter, comme des maux de tête, une anémie rebelle par manque de fer, des aphtes buccaux récidivants, des douleurs osseuses ainsi que, éventuellement, des retards pubertaires, des troubles des règles, des fausses couches à répétition... La maladie cœliaque est deux à trois fois plus fréquente chez la femme et elle peut n'être découverte que tardivement, avec aujourd'hui 20 % des cas diagnostiqués après 60 ans.

Le régime sans gluten à vie est le seul traitement de la maladie cœliaque, puisque le gluten en est le facteur déclenchant. Bien suivi, il permet une rémission des symptômes. Mais le marché des produits « sans



La maladie cœliaque est deux à trois fois plus fréquente chez la femme.



DOCTEUR FRANÇOISE BIENVENU
• Pharmacien biologiste des hôpitaux.

gluten » aurait-il ainsi explosé pour seulement 1 % de la population ?

Ce régime, incontournable pour les patients cœliaques, est inutile quand les symptômes digestifs, même analogues, ne sont pas déclenchés par le gluten mais par d'autres composants du blé. En effet, pour des raisons de productivité, le blé « actuel » est enrichi en protéines possiblement toxiques pour les personnes sensibles, comme les inhibiteurs de l'alpha-amylase et de la trypsine (ATI), des protéines dont le rôle est de rendre le blé plus résistant aux insectes et aux parasites. Les Fodmap (« Fermentable Oligosaccharides, Disaccharides, Monosaccharides and Polyols ») sont également incriminés car ces « sucres » fermentescibles sont mal absorbés et provoquent des ballonnements.



DOCTEUR YVES JULIET
• Ancien président de l'Académie nationale de pharmacie.

Diagnostic précis

On se garde bien de dire, enfin, que le défaut de texture lié à l'absence de gluten dans les produits « de régime » est parfois compensé par une supplémentation en lipides et en sucres, ce qui n'est bon ni pour la ligne, ni pour la santé cardiovasculaire ! Avant de commencer un régime aussi restrictif, contraignant et coûteux, mieux vaut donc établir avec certitude un diagnostic précis de maladie cœliaque.

La maladie peut être évoquée à tort, mais elle peut aussi passer inaperçue.

Certains patients cœliaques souffrent ainsi pendant de longues années avant de mettre un nom sur leur maladie. Chez d'autres, la maladie cœliaque reste silencieuse, notamment dans les groupes à risque comme les diabétiques de type 1 ou les apparentés au premier degré, ce qui empêche de poser le diagnostic de manière suffisamment précoce. Or faute de diagnostic, et donc de traitement, la maladie cœliaque peut être à l'origine d'une fatigue chronique, d'une déminéralisation osseuse ou d'autres maladies auto-immunes, voire de cancers. Mais attention surtout à ne pas s'autodiagnostiquer « intolérant au gluten » à tort, sur la foi de symptômes divers et/ou de troubles digestifs prolongés, voire par simple effet de mode, et à se mettre au régime sans gluten sans la moindre justification ! Ce serait d'autant plus regrettable que nous savons détecter les anticorps spécifiques de la maladie, les IgA antitransglutaminases... À la condition expresse, justement, de ne pas se faire tester après avoir banni le gluten de son alimentation, ce qui a forcément pour effet de rendre les résultats faussement négatifs, au risque de passer à côté d'une authentique maladie cœliaque.

À côté des analyses habituellement réalisées sur prescription en laboratoire (IgA antitransglutaminases et IgA totales pour éliminer un éventuel déficit immunitaire - de

classe IgA), il existe aujourd'hui en pharmacie des auto-tests fondés sur ces deux marqueurs, dont le résultat, s'il est positif, permet de détecter en quelques minutes s'il s'agit bien d'une maladie cœliaque, qui devra être confirmée par un gastro-entérologue. Si le résultat est négatif, prenez néanmoins conseil auprès de votre pharmacien : il pourrait s'agir d'une « hypersensibilité au gluten non cœliaque », très ressemblante en termes de symptômes à la maladie cœliaque, qui régresse aussi sous régime « sans gluten » mais pour laquelle, faute d'explication physiopathologique clairement établie, nous ne disposons pas encore de marqueur diagnostique. Dans tous les cas, votre pharmacien pourra vous informer et vous conseiller. ■

Le Dr Bienvenu et le Dr Juliet déclarent n'avoir aucun lien d'intérêt en rapport avec le sujet traité.

Le deuxième grand débat avec le public de l'Académie nationale de pharmacie aura lieu le mercredi 13 octobre 2021, de 14 heures à 17 heures salle Quinine, Faculté de pharmacie de Paris, 4, avenue de l'Observatoire, Paris 75006.

Programme sur www.acadpharm.org/dos_public/GRAND_DEBAT_2021_V4.PDF

Passé sanitaire obligatoire.

Entrée libre sur simple réservation : <http://pharmacie.celebs.odns.fr/>

50 %
des femmes

ayant un projet de grossesse dans l'année en font part à leur médecin traitant

AINS

Contre-indication formelle des anti-inflammatoires type ibuprofène à partir de 24 semaines d'aménorrhée

Crat

Le Centre

de référence sur les agents tératogènes analyse les risques associés aux médicaments pendant la grossesse

DMLA : quand l'inflammation est en cause

OPHTHALMOLOGIE La dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA) est la principale cause de perte visuelle centrale irréversible en France. Elle se caractérise par une dégénérescence progressive de la zone centrale de la rétine, qui permet la vision détaillée nécessaire notamment à la lecture et à la reconnaissance des visages.

Concrètement, pour le patient, le stade initial est le plus souvent asymptomatique. Le patient peut éventuellement avoir du mal à voir dans un environnement faiblement illuminé et apercevoir des déformations des lignes droites et des taches floues. Il est important de souligner que 50 % des patients atteints du stade initial restent stables et ne développeront jamais de DMLA avancée.

Il existe deux formes de DMLA avancée : la forme atrophique, qui progresse lentement et provoque une lente perte de toute la vision centrale, et la forme humide avec formation de nouveaux vaisseaux dans la rétine. Depuis 2006, le traitement de la DMLA humide s'est spectaculairement amélioré avec la mise au point d'une thérapie dite « anti-angiogénique » (anti-VEGF) qui empêche la formation de ces nouveaux vaisseaux. Dans le cas des personnes souffrant de DMLA atrophique, il n'existe pour le moment aucune thérapie efficace.

La DMLA est une maladie multifactorielle dont les mécanismes

restent mal connus. Elle a une forte composante génétique, c'est-à-dire que des variants génétiques, qu'on hérite de ses parents, participent d'une manière encore inconnue au déclenchement de la maladie. Un variant génétique apparaît dans une population lorsqu'une mutation dans un gène qui s'est produit chez un individu par hasard, donne un avantage de survie et devient de plus en plus fréquent dans une population au fil des générations. Les deux variants génétiques les plus importants associés à la DMLA sont présents chez environ 10 % des Français, mais sont plus fréquemment retrouvés chez les Français atteints d'une DMLA (30 %). Ces variants représentent donc un facteur de risque de développer une DMLA.

Cercle vicieux

Les travaux de mon équipe à l'Institut de la vision montrent l'existence d'un lien causal entre ces variants génétiques et l'accumulation des cellules immunitaires (les macrophages) dans la couche des photorécepteurs qui dégénèrent, ce qui caractérise la DMLA atrophique. Dans un œil sain, la couche des photorécepteurs est dépourvue de macrophages, les photorécepteurs étant particulièrement susceptibles aux substances toxiques que ces macrophages peuvent libérer pour éliminer les microbes. Pour-

tant, dans la DMLA, les macrophages s'accumulent dans la couche des photorécepteurs. Notre équipe a découvert que les variants génétiques associés à la DMLA rendent les macrophages résistants à leur élimination dans la couche des photorécepteurs. Un cercle vicieux s'installe dans lequel les cellules rétinienne victimes de l'action néfaste des macrophages en recrutent encore davantage, conduisant à la destruction des photorécepteurs.

Il peut paraître étonnant que des variants associés à la DMLA provoquent une réponse inflammatoire exagérée, mais c'est probablement précisément pour cette raison que ces variants ont été sélectionnés lors de l'évolution humaine : l'inflammation plus forte des personnes possédant ces variants était mieux adaptée pour neutraliser des microbes et survivre à des infections et, par conséquent, favoriser la survie des individus et ainsi la transmission de ces variants à leur descendance. Au fil des générations, ces variants sont devenus de plus en plus courants. Dans le monde actuel, avec l'augmentation de la durée de vie, nous payons ce qui était utile à la survie de nos ancêtres avec une inflammation trop forte et destructrice de notre vue.

Cependant, plusieurs hypothèses de cette leçon d'évolution s'imposent. Premièrement, diminuer l'activation des macrophages

devrait ralentir la progression de la DMLA. Cette conclusion est soutenue par l'observation d'un ralentissement de l'évolution de la maladie par des actions calmant l'activité des macrophages comme cesser de fumer, manger sainement et surtout développer l'activité physique. Deuxièmement, l'élimination des macrophages par traitement pharmacologique pourrait être « LA » solution pour un traitement efficace de la DMLA atrophique. C'est l'objectif ambitieux de notre équipe. Nos analyses détaillées du rôle des variants génétiques sur les fonctions des macrophages dans la rétine nous ont permis d'identifier des cibles thérapeutiques qui permettent d'atteindre cet objectif. Nous avons obtenu des résultats très prometteurs sur des modèles précliniques de DMLA. Ces découvertes constituent un pas décisif dans le développement de nouvelles stratégies thérapeutiques pour la DMLA, et plus généralement pour traiter les inflammations chroniques. ■

Le Dr Sennlaub déclare ne pas avoir de lien d'intérêt en rapport avec le sujet traité.

À l'occasion de la Journée mondiale de la vue le 14 octobre, l'auteur participera à la Web TV de l'Institut de la vision, à une émission consacrée à la DMLA.

Les dons sont importants pour renforcer la recherche. Soutien sur <https://don-vision.fr/2106>



DOCTEUR FLORIAN SENNLAUB

• Codirecteur de l'équipe « Inflammation, dégénérescence et remodelage vasculaire dans les pathologies rétiniennes » à l'Institut de la vision (Paris).



Le vaccin contre la grippe est recommandé à toutes les femmes enceintes avant ou au début de la saison épidémique, quel que soit le trimestre de la grossesse

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

INTERNATIONAL

Soupçonné de corruption, Sebastian Kurz jette l'éponge

Sous pression de l'opposition et lâché par ses alliés écologistes, le jeune chancelier autrichien a choisi de démissionner pour céder sa place à Alexander Schallenberg.

MYRIMA DETRUY
VENNE

AUTRICHE Tout s'est précipité. Après des perquisitions mercredi matin à la Chancellerie, au siège du parti conservateur (ÖVP) et au ministère des Finances, une enquête pour détournement de fonds, corruption et trafic d'influence a été ouverte à l'encontre de Sebastian Kurz. Jusqu'à vendredi, ce dernier a affirmé vouloir rester en place. Mais le poids de l'opposition, qui avait prévu le vote d'une motion de censure mardi matin pour le forcer à la démission, ajouté à celui du parti écologiste, dont le chef, vice-chancelier d'Autriche, a déclaré que Sebastian Kurz n'était « plus apte à exercer ses fonctions », a conduit le jeune dirigeant de 35 ans à renoncer à son poste.

Samedi soir, lors d'une conférence de presse, il a déclaré vouloir « céder la place pour éviter le chaos et garantir la stabilité » du pays. Il espère ainsi éviter une motion de censure qui menaçait d'entraîner la chute de la coalition au pouvoir. Il serait, a-t-il expliqué, « irresponsable de transmettre les responsabilités gouvernementales à une coalition de quatre partis, une expérimentation qui, au final, ne dépendrait que de la clémence de Herbert Kickl » (chef du FPÖ, parti d'extrême droite).



« Pour résumer, on peut dire que Kurz n'est plus chancelier, mais chancelier de l'ombre »

PAMELA RENDI-WAGNER, PRÉSIDENTE DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE D'AUTRICHE
GEORG HOCHMUTH/AFP

Si se retire de la chancellerie, Sebastian Kurz garde la tête de son parti politique ainsi que de son groupe parlementaire, ce qui fait d'ores et déjà réagir l'opposition. « Pour résumer, on peut dire que Kurz n'est plus chancelier, mais chancelier de l'ombre », a lancé la dirigeante du Parti social-démocrate, Pamela Rendi-Wagner.

Les Verts, membres de la coalition au pouvoir, vont gouverner avec un nouveau chancelier qui n'est devenu membre de l'ÖVP qu'après sa nomination au ministère des Affaires étrangères, en janvier 2020. Alexander Schallenberg, 52 ans, est issu d'une famille d'aristocrates et a, pendant ses jeunes années, suivi son père au gré de ses affectations en tant qu'ambassadeur en Inde, en Espagne et en France. Lui-même a été, entre autres, porte-parole de deux ministres des Affaires étrangères avant de se voir confier ce portefeuille. Il partage la même ligne que son prédécesseur en termes d'immigration. L'an dernier, après l'incendie du plus grand camp de réfugiés d'Europe, sur l'île grecque de Lesbos, il avait refusé d'accueillir en Autriche une partie des migrants touchés par le désastre. Or il s'agit d'un des principaux points de friction avec les écologistes, qui souhaitaient adoucir



L'ex-chancelier autrichien Sebastian Kurz après sa déclaration, samedi à Vienne.
LISI NESNER/REUTERS

la politique migratoire autrichienne. Ils prônent également une vie politique « propre et transparente », et n'ont donc pas soutenu Sebastian Kurz lorsqu'il s'est trouvé accusé de corruption. Le vice-chancelier Werner Kogler voit en revanche en Alexander Schallenberg une personne « irréprochable ».

Depuis les perquisitions, l'ex-chancelier a constamment réfuté les plaintes dont il est l'objet : « Les accusations sont fausses et je pourrai m'en expliquer », a-t-il annoncé samedi soir. D'après les échanges de SMS rendus publics, lui et neuf autres personnes sont suspectés d'avoir utilisé en 2016 de l'argent public pour influencer des sondages en faveur de celui qui était alors jeune ministre des Affaires étrangères, puis les publier dans un tabloïd autrichien. Sa popularité fulgurante l'a aidé à évincer le chef de l'ÖVP, affaibli de plusieurs noms d'oiseaux dans les SMS, et à accéder à la plus haute marche du pouvoir.

Nommé chancelier en décembre 2017, Sebastian Kurz s'est d'abord allié au parti d'extrême droite FPÖ. Un an et demi plus tard, le vice-chancelier Heinz-Christian Strache a été éclaboussé par l'« Ibizaagate », un scandale parti d'une vidéo tournée en caméra cachée le montrant en train de négocier des marchés publics avec la fausse nièce d'un oligarque russe. La démission de Heinz-Christian Strache et la destitution de Sebastian Kurz ont conduit à des législatures anticipées, dont ce dernier est sorti vainqueur. Il a alors dû trouver un autre partenaire de coalition. Pour les Verts, le travail entamé va continuer avec Alexander Schallenberg, mais sera certainement plombé par la loyauté des ministres ÖVP à leur dirigeant. Par ailleurs, l'enquête pour corruption est toujours en cours. De futures publications d'échanges SMS risquent de dévoiler d'autres scandales. Une situation d'autant plus délicate que la ministre de la Justice est... une écologiste. ■

Le président tchèque hospitalisé après la courte défaite de son allié Andrej Babis

Le président tchèque Miloš Zeman a dû être hospitalisé dimanche, peu après avoir rencontré le premier ministre sortant, son allié le populiste milliardaire Andrej Babis, qui a l'espoir de se maintenir au pouvoir malgré sa courte défaite aux législatives. Le pays se demande depuis l'annonce des résultats, samedi soir, qui, de Babis avec les 27,14 % de son parti, ou de Petr Fiala, dont la coalition Ensemble a remporté 27,78 % des voix, serait choisi par le président pour diriger le prochain gouvernement. M. Zeman, malade depuis déjà quelque temps, a commencé par recevoir dimanche matin M. Babis. Mais, peu après, on annonça qu'il avait dû être hospitalisé d'urgence, ce qui laisse

dans l'expectative le processus de désignation du nouveau gouvernement. L'alliance d'opposition Ensemble (centre droit) disposerait d'une majorité de 108 sièges au Parlement (qui compte 200 élus) si elle formait une coalition plus large avec le Parti pirate antisystème et le mouvement centré des Maires et indépendants (Stan). Dans un premier temps, les résultats partiels publiés par le site électoral officiel avaient donné le premier ministre sortant confortablement en tête, conformément aux sondages. Mais l'écart a ensuite fondu et le résultat a basculé avec le compte des bulletins de vote des grandes villes, pour créer une surprise finale. (AFP)

LE FIGARO
partner

COMMUNIQUÉ

Grâce à la biométrie, le paiement par carte bancaire devient encore plus simple

Les banques françaises commencent à déployer des cartes dotées d'un capteur d'empreinte digitale. Leader mondial des solutions biométriques, Fingerprints développe cette technologie, qui garantit des paiements ultra-sécurisés.

Cours en ligne, livraisons sans contact, QR Codes pour accéder au menu d'un restaurant... La pandémie de Covid-19 a bouleversé nombre de nos habitudes. Le paiement sans contact, désormais autorisé jusqu'à cinquante euros, est de plus en plus populaire. Alternative bien pratique aux espèces, il présente un atout sanitaire – nul besoin en effet de devoir taper votre code PIN sur un clavier, ce qui élimine tout risque d'infection. Selon une étude Fingerprints menée en 2021, en collaboration avec Kantar, en France, 70 % des consommateurs qui ont entendu parler de la carte de paiement biométrique désirent en posséder une.

L'incontournable « CB » va donc continuer à évoluer... en s'inspirant des smartphones. Avec leurs capteurs d'empreinte digitale qui permettent de débloquer l'écran d'accueil ou de s'identifier dans une application, les téléphones mobiles ont généralisé l'authentification biométrique. Des terminaux de paiement d'un nouveau genre reprennent à leur compte cette technologie. Les cartes bancaires biométriques ressemblent à première vue à leurs homologues traditionnelles, à un détail près : la présence d'un capteur biométrique intégré, sur lequel il suffit de poser le doigt pour régler un achat, quel qu'en soit le montant.

L'AVENIR DE L'INDUSTRIE

Pour les géants du paiement Visa et Mastercard, aucun doute, la carte bancaire biométrique représente l'avenir de l'industrie. « D'ici deux ans, il y aura plusieurs millions de cartes de paiement biométriques en France », prédit ainsi Roger Carriço, responsable des paiements chez Fingerprints. Les banques BNP Paribas, Société générale et Crédit agricole accélèrent expérimentations et lancements commerciaux dans ce domaine. Elles y voient trois intérêts majeurs.

garantissant que vous seul pouvez déclencher le paiement », énonce Roger Carriço.

Leader mondial des solutions biométriques, Fingerprints est le partenaire de confiance pour équiper les cartes bancaires de demain. La société suédoise peut en effet capitaliser sur une expérience de vingt ans dans les smartphones. Ses technologies biométriques équipent neuf des dix premières marques de téléphonie mobile au monde. Fingerprints valide ainsi plus de dix milliards de contacts hu-



Tout d'abord, le montant d'un paiement sans contact par carte biométrique n'est pas limité. Or l'étude Kantar-Fingerprints indique que 37 % des utilisateurs français trouvent trop bas le plafond actuel de cinquante euros. Ensuite, il est inutile de retenir un code PIN, il suffit de poser son doigt pour s'acquitter de ce que l'on doit. Enfin, les transactions deviennent plus sûres. « Nous observons un nombre croissant de tentatives de fraude avec le sans-contact. L'authentification biométrique règle ce problème en

moins par jour grâce à ses capteurs. Demain, c'est votre carte bancaire qui vous obéira au doigt. Et, un jour peut-être, à l'œil : en Chine, certains fast-foods disposent de technologies de reconnaissance faciale; pour payer, les clients montrent simplement leur visage.

en partenariat avec



Publi-communicé réalisé par 14HAUSSMANN

Saleté, crack : le front anti-Hidalgo ne faiblit pas

Dimanche, des centaines de Parisiens ont manifesté devant l'Hôtel de ville contre la politique de leur maire.



Gestion financière, nettoyage des rues, vitesse de la circulation ou écologie, les manifestants se sont attardés sur de nombreux sujets, dimanche devant l'Hôtel de ville de la capitale.

VINCENT BOISOT
POUR LE FIGARO

ANGÉLIQUE NÉGRONI
@anegoni@lefigaro.fr

MANIFESTATION La révélation, fin septembre, du montant effarant de l'endettement de la ville de Paris, à hauteur de 7 milliards d'euros, ne sera pas sans suites. Plusieurs collectifs de la ville vont saisir le tribunal administratif pour demander les justificatifs des notes de frais et de déplacement de la maire, Anne Hidalgo, ainsi que de ses adjoints.

L'état des finances de la capitale a ainsi été l'un des nombreux thèmes abordés ce dimanche lors d'une manifestation devant l'Hôtel de ville parisien. À l'initiative de l'Union parisienne, structure qui abrite plusieurs associations et qui s'inscrit dans le mouvement #SaccageParis, celle-ci avait pour but de rassembler tous les mécontents de la politique de l'édile socialiste. Thèmes abordés : de la saleté des rues au pa-

trimoine non entretenu, en passant donc par les caisses vides de la ville. « *Depuis que la maire socialiste est là, la dette a augmenté de 110 %* », lance M^e Patrick Tabet, à l'initiative de cette prochaine action en justice. Un recours inévitable, selon lui, puisque la maire ne lui fournit pas les pièces réclamées. « *Pourtant, la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada) que j'ai saisie a appuyé ma demande en me donnant un avis favorable* », rappelle l'avocat. Pour toute réponse, ce dernier a reçu, le 9 septembre dernier, une feuille volante. « *Une page envoyée par un illustre inconnu sur laquelle figurent les noms des maires d'arrondissement avec le montant de leurs dotations et de leurs dépenses. Rien à voir avec ce que je réclame* », rappelle l'avocat, outré. Perché sur une estrade, derrière un micro et devant un parterre de manifestants, il fut l'un des interlocuteurs les plus applaudis en évoquant aussi les

30 km/h généralisé dans Paris. « *Une vitesse qui provoque de la pollution !* », s'agace encore ce dernier.

Outre la saleté des rues, plus d'un fois évoquée au cours de ce rassemblement, l'écologie a été l'un des sujets sur lesquels les manifestants se sont attardés. Et cela donne, selon Stéphane, membre de l'association Netter-Debergue, « *1 200 arbres coupés en un an à Paris !* ». Brandi sur une pancarte par un manifestant, un slogan fait écho à cette attaque : « *Quand Hidalgo passe, les arbres trépassent.* »

Les salles de shoot inquiètent

Bien d'autres messages encore sont apparus sur des écriteaux tenus à bout de bras par des Parisiens en colère. On pouvait notamment lire : « *Terrasses éphémères, c'est l'enfer* », « *Paris crado, Paris chaos, Paris fiasco* », ou encore « *des vélos pour les bobos, des toxicos pour les*

prolos ». Venu ce dimanche, Patrick a ainsi voulu raconter son quotidien dans le 10^e arrondissement autour de la salle de shoot, la seule ouverte pour l'instant à titre expérimental à Paris. « *Le quartier est devenu un cloaque* », dit-il. Habitant le 20^e arrondissement, Stéphane, quant à lui, a relaté son inquiétude au sujet des autres salles de shoot que veut créer la ville pour accueillir les toxicomanes accros au crack, parqués pour l'instant au nord de Paris, porte de la Villette. « *On a réussi à mettre en échec un projet rue Pelleport au milieu des écoles, mais, pour l'accueil des drogués, d'autres adresses circulent dans mon arrondissement et on n'en veut pas.* » Un peu loin encore, Sandra évoque un tout autre sujet : la prochaine création au cœur de Paris d'une zone à trafic limité et qui interdira le trafic de transit. « *Comment va alors s'opérer le report de circulation ? On attend toujours l'étude d'impact que l'on a ré-*

clamée ». Christelle, elle, s'est déplacée pour parler de la place Henri-Frenay, près de la gare de Lyon, devenue un lieu de rassemblement de migrants alcoolisés. « *Un enfer* », lâche-t-elle.

Face à cette pluie de griefs, on aurait pu s'attendre à une plus forte mobilisation, même si plusieurs centaines de manifestants se sont déplacés pour faire front commun contre la maire de Paris.

Plus tôt dans la journée, la publication d'un sondage commandé par l'Union parisienne conforte cette dernière dans son action. Il indique notamment que 84 % des Parisiens jugent que leur ville est « sale ». Par ailleurs, 67 % d'entre eux affirment soutenir #SaccageParis et son engagement sur les réseaux sociaux contre « la saleté, le manque d'entretien des rues, la dégradation du mobilier urbain et l'enlaidissement de Paris ». De quoi inciter l'Union parisienne à maintenir la pression. ■

Une mission parlementaire veut lever les doutes sur l'affaire Sarah Halimi

S'ils ne veulent pas « refaire l'enquête », les députés espèrent, avec une série d'auditions qui se clôturera en janvier, établir s'il y a eu des dysfonctionnements de la chaîne pénale et s'ils auraient pu être évités.

PAULE GONZALEZ
pgonzales@lefigaro.fr

JUSTICE L'affaire Sarah Halimi est judiciairement éteinte mais l'onde de choc continue de se propager. Certains députés n'ont pas renoncé à comprendre le déroulement du drame. Une mission parlementaire qui se mène sans tapage et se clôturera en janvier prochain veut établir si, dans ce dossier qui a provoqué l'émotion nationale, au printemps dernier, il y a eu des dysfonctionnements de l'ensemble de la chaîne pénale, et s'ils auraient pu être évités.

À l'annonce de cette mission, Chantal Arens et François Molins, respectivement première présidente et procureur général près la Cour de cassation, ont rappelé aux parlementaires la séparation des pouvoirs et le respect de la chose jugée. En l'occurrence, l'irresponsabilité pénale de l'assassin de Sarah Halimi, qui a battu puis défenestré, au cri d'« Allah akbar », la sexagénnaire de confession juive à son domicile parisien en avril 2017. « *Nous ne sommes pas un troisième ou un quatrième niveau de juridiction* », ne cesse de rappeler Meyer Habib, le président de la commission. « *Nous ne sommes pas là pour refaire l'enquête* », promet de son côté le député LREM Didier Paris, rapporteur de la Commission et ancien magistrat. « *Nous entendons actuellement les parties civiles et leurs avocats. Nous entendons l'avocat de Kobili Traore, les services de police sur place la nuit du drame, les experts. Nous nous rendrons sur place également pour éclaircir des incohérences et nous auditionnerons aussi le procureur de Paris de l'époque, François Molins, ainsi que des responsables religieux.* » Car au fil des auditions studeuses et concentrées, dont la première s'est tenue le 13 septembre, les parlementaires remontent

une affaire mal engagée dès le départ. Mercredi 29 septembre, l'audition de l'avocat Nathanaël Majster a laissé planer un léger malaise. Cet ancien magistrat du parquet qui a eu accès au dossier, a décrié la procédure et ne néglige aucune tribune pour s'en faire l'écho. Et même si, comme lui ont prudemment rappelé les parlementaires, son « *analyse très structurée est à charge et non à décharge* », elle reste néanmoins troublante.

En filigrane de son intervention, l'absence tout au long de l'enquête d'investigations « *sur l'infiltration de terrorisme islamiste* ». « *Les services d'enquête de proximité en charge du dossier en ont fait immédiatement l'impassé* », déplore maître Majster. Est-ce justement parce qu'aucune brigade criminelle n'a été sollicitée ? L'avocat rappelle que tous les dossiers où il s'agit de « *Allah akbar* », qu'il s'agisse du Carroussel du Louvre, des Champs-Élysées, de Magnanville ou de Levallois-Perret, ont été soumis aux magistrats antiterroristes ». Cela n'a pas été le cas pour Sarah Halimi alors que tant

d'éléments auraient pu attirer l'attention de la police comme de la juge d'instruction, comme les abitudini et le port de vêtements propres avant le passage à l'acte. « *Une séquence classique pour ceux qui s'apprentent à rejoindre le créateur* », rappelle l'avocat. Ce jour-là, Kobili Traore se rendra trois fois à la mosquée salafite qu'il fréquente assidûment. Mais aucun enquêteur n'a jugé bon de s'intéresser à l'environnement spirituel du meurtrier.

Reprendre le dossier, pas à pas

Par ailleurs, « *comment se fait-il que l'information judiciaire a été ouverte sous la qualification de meurtre et non d'assassinat* », interroge l'avocat, qui rappelle que Sarah Halimi a été « *torturée pendant quinze minutes, battue, tous les os du visage brisés, avant d'être défenestrée* ». « *Nous voulons décrypter le mécanisme qui a conduit à ne pas reconnaître la préméditation alors qu'il pourrait y avoir eu des éléments préparatoires au meurtre* », affirme par ailleurs Didier Paris en marge de l'audition.

« *Comment se fait-il que l'information judiciaire a été ouverte sous la qualification de meurtre et non d'assassinat ?* », s'est interrogé l'avocat Nathanaël Majster (à gauche), lors de son audition devant les parlementaires, le 29 septembre. CAPTURE VIDÉO ASSEMBLÉE NATIONALE



ZOOM

Un millier de migrants secourus ou interceptés en Manche par le Royaume-Uni depuis vendredi

Le Royaume-Uni a secouru ou intercepté au total 1115 migrants traversant la Manche à bord de petites embarcations vendredi et samedi, a indiqué dimanche le ministère britannique de l'Intérieur. Il a affirmé que les autorités françaises ont, elles, empêché 114 personnes de rejoindre les côtes anglaises samedi et 300 vendredi. Lors d'un déplacement samedi à Loon-Plage (Nord) le ministre français de l'Intérieur Gérard Darmanin a demandé que soit négocié un traité migratoire entre l'UE et le Royaume-Uni.

EN BREF

Cher : une rave party rassemblée jusqu'à 2 000 personnes dans une zone Natura 2000

Une rave party non déclarée a rassemblé jusqu'à 2 000 personnes dans la nuit de samedi à dimanche dans une zone forestière de Sainte-Montaine (Cher). Le rassemblement festif s'est déroulé dans le « *calme* » et les festivaliers ont quitté petit à petit le site dimanche matin, selon la gendarmerie. Les militaires ont mis en place un dispositif routier de contrôle de l'alcoolémie et de stupéfiants à la sortie du périmètre.

La Réunion : le pilote d'un ULM et son passager tués dans un crash

Un pilote de planeur ultraléger motorisé (ULM) et son passager, un jeune touriste dont l'âge n'a pas été précisé, ont été tués dans le crash de leur appareil, dimanche matin dans l'ouest de La Réunion, a indiqué la gendarmerie. Manœuvré par un pilote de 41 ans ayant 1 400 heures à son actif, l'ULM a percuté la paroi du Maïdo, qui culmine à 2 200 mètres à l'ouest de l'île.

François lance sa grande réforme de l'Église

Le pape a inauguré son projet de rénovation des modes de pouvoir et de décision dans l'Église catholique.

JEAN-MARIE GUÉNOIS @jmguenois

RELIGION Le pape François a inauguré ce week-end le projet le plus ambitieux de son pontificat : la rénovation des modes de pouvoir et de décision dans l'Église catholique. Il a lancé un « synode sur la synodalité » qui va durer deux années. Une longue phase de consultation mondiale va occuper l'Église en 2022 et se conclura en octobre 2023 à Rome. Le terme synode désigne l'assemblée des évêques chargés de décider collectivement. Il est toujours en usage dans les Églises orthodoxes qui ont gardé cette pratique du pouvoir issue des premiers temps du christianisme. L'Église catholique voudrait s'en inspirer. La décision fut même prise lors du Concile Vatican II (1962-1965) mais elle n'a jamais été réellement mise en pratique tant le centralisme romain est devenu la règle au fil des siècles.

François a donc lancé cette révolution de fond, culturelle et politique, de l'autorité dans l'Église catholique, samedi 9 octobre, par une journée d'introduction et dimanche par une messe solennelle. Elle lui tient à cœur alors qu'il est paradoxalement redouté par ses collaborateurs pour son « autoritarisme ». Mais François rêve d'une Église participative à tous les niveaux où les laïcs - dont les femmes en particulier - pourraient être associés aux prises de décision. Les évêques et le pape gardent toutefois le dernier mot.

Des délégués du monde entier

Car il n'est pas question d'instaurer une... « démocratie ». Samedi, lors d'une séance d'introduction devant des délégués du monde entier réunis à Rome pour le lancement de ce synode, le pape a en effet laissé de côté son texte pour prévenir : « Le synode n'est pas un Parlement », ni une « enquête d'opinion ». François avait insisté pour rappeler qu'un synode est un « moment ecclésial » où l'Église se place sous « la conduite de l'Esprit saint » pour « discerner » ce qu'elle doit faire et comment elle doit agir. « S'il n'y a pas l'Esprit, a martelé le pape, il n'y aura pas de synode. »

Le même jour, le cardinal Mario Grech, secrétaire général du synode des évêques, l'organisme romain en charge de l'organisation des synodes, est allé encore plus loin. Il a mis en garde contre les « dynamiques démocratiques ». À ses yeux, elles « risquent de transformer l'Assemblée synodale en un Parlement » soumis à « une logique de majorité et de minorité » par le biais des votes. D'où sa proposition de réfléchir à « d'autres solutions pour vérifier le consensus ». Et de ne garder le recours au vote « uniquement lorsque le consensus n'est pas certain », donc seulement en « dernier ressort » comme un outil « non désiré ».

Dimanche, François est revenu sur le sujet dans son homélie : « un synode n'est pas une convention ecclésiale, un colloque d'études ou un congrès politique », a-t-il indiqué. Délaissant une nouvelle fois ses notes, il a de nouveau précisé que le synode ne devait pas devenir un « Parlement » dans l'Église mais « un événement de grâce, un processus de guérison conduit par l'Esprit saint ». Le but étant de « nous vider, à nous libérer de ce qui est mouton, et aussi de nos fermetures et de nos modèles pastoraux répétitifs » avec la tentation « d'adopter d'anciennes solutions pour de nouveaux problèmes », un « immobilisme » qu'il fustige. Le synode doit au contraire « transformer certaines visions verticales, déformées et partielles de l'Église, du ministère presbytéral, du rôle des laïcs, des responsabilités ecclésiales, des rôles de gouvernement » pour que l'Église catholique soit « un lieu ouvert où chacun se sent chez lui et peut participer » a-t-il martelé.

Le pape a enfin encouragé tous les catholiques qui vont être appelés à donner leur avis lors de réunions locales sur ce synode, à devenir des « experts dans l'art de la rencontre » mais aussi de « l'écoute » pour ne pas « empêcher, rejeter ou juger » ceux qui ont un « parcours de vie difficile ». Cet « exercice sera lent » et « laborieux », a-t-il concédé avant d'implorer les catholiques en vue de ce synode : « Insonorisons pas notre cœur, ne nous blindons pas dans nos certitudes. Écoutons-nous. » ■



Le pape François a célébré dimanche au Vatican, la messe d'ouverture du synode.

REMO CASILLARE/UTES

Après le choc du rapport Sauvé, les fidèles « pensent avant tout aux victimes »

JEANNE SENECHAL @jeannesenechal

IL EST 10 H 30, dimanche, lorsque les paroissiens sortent de l'église Notre-Dame de Lorette, dans le 9^e arrondissement de Paris. Au cours de la prière universelle, le prêtre a abordé le rapport Sauvé, du nom du président de la commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (Clase), dont les conclusions publiées la semaine dernière mettent en exergue l'existence de 216 000 mineurs victimes de prêtres, diacones et religieux depuis 1950.

Thomas est encore bouleversé : « J'ai honte, je porte la honte comme si j'en étais responsable », lance le quarantenaire sur le parvis. « On stigmatise l'Église à cause de ça, donc je me sens également stigmatisé ». Pour ce père de famille, le temps est aujourd'hui à la parole, afin de pouvoir, un jour, « tourner la page ». Un kilomètre plus loin, le soleil illumine le parvis de l'église Saint-Roch, dans le 1^{er} arrondissement. Une centaine de fidèles sortent de l'Église après la messe de 9h30. Arthur

et Mathieu, la vingtaine, se disent encore profondément attristés par la situation. Eux ne s'accablent pas : « Il ne faut pas se considérer comme des criminels, même s'il faut tenir compte de tout ce qui a été dit dans le rapport, il ne faut pas tomber dans l'excès ». « Ça me peine, mais maintenant il faut avant tout penser aux victimes », lance Arthur.

Touché par les réactions

Plus loin, Louis-Marie se dit particulièrement touché par les réactions au sein de la société au sujet du célibat des prêtres : « Beaucoup disent que nous sommes coupables, à cause de l'Église catholique, à cause du célibat des prêtres. Le prêtre nous a rappelé qu'on était plutôt du côté des victimes que des coupables ». Il tient à rappeler que la société est aussi traversée par les perversions : « L'Église est divine, mais ceux qui sont dans l'Église ne sont que des humains. Et l'homme peut fauter ». Au sujet du secret de la confession, objet de vives polémiques depuis qu'Éric de Moulins-Beaufort, archevêque de Reims et président de la Conférence des évêques de France, a affirmé qu'il était « plus fort » que les

lois de la République, Louis-Marie est également content sa remise en cause. « On en parle entre paroissiens et entre amis, c'est non ! Réformer, ça ne veut pas dire détruire, il est possible de revoir ce qui existe, voir ce qui est négociable et ce qui ne l'est pas », poursuit-il.

Si, lors de son discours aux fidèles, le curé de l'Église Saint-Roch regrette l'utilisation du rapport Sauvé à de mauvaises fins sur le sujet du célibat, il rappelle que celui-ci n'est en aucun cas source de perversion. Le secret de la confession, lui, est absolu, et « ça ne sert à rien de le lever », continue l'homme de Dieu. Il ajoute que si, dans le cadre de la confession, il se retrouvait en face d'un « d'un crime horrible », il refuserait de donner l'absolution tant que le criminel ne se serait pas dénoncé.

Dans tous les cas, les paroissiens se montrent reconnaissants de la prise de parole des curés de leur Église : « Je suis heureux que le prêtre nous ait rappelé que nous n'étions pas coupables. Quelques-uns ont fait des actes affreux. Maintenant, c'est à nous de protéger les plus faibles et les plus petits », conclut l'un d'eux. ■

Les Sables-d'Olonne ciblent les résidences secondaires

La station balnéaire vendéenne veut continuer à « être un port et une ville qui vivent à l'année ». Mais le vaste plan voté en conseil municipal, qui veut majorer la taxe d'habitation jusqu'à 60 %, divise la population.

THIBAUT DUMAS @ThibDumas
AUX SABLES-D'OLONNE

LOGEMENT L'orage menace sur la lumineuse baie des Sables-d'Olonne, 45 000 habitants à l'année, 200 000 l'été. « Plus personne ne peut se loger, jeunes actifs comme vieux actifs ! » s'agite Serge, 70 ans. Ce retraité a fait ses cartons de déménagement il y a dix mois pour changer d'appartement : « Je ne trouve rien en location, c'est désespérant. Pareil pour ma fille qui travaille comme auxiliaire de vie aux Sables. » Sur le Remblai, au-dessus de lui, la majorité des volets des appartements sont déjà fermés.

Cette pénurie de logements s'est aggravée en plusieurs décennies. Les prix, à l'achat (3 800 euros du m² dans l'ancien) comme à la location, rivalisent désormais avec ceux de la métropole nantaise, à 80 kilomètres de là. « Je ne veux pas être le maire qui accepte de voir mourir sa ville dix mois sur douze. Certes nous sommes une station balnéaire depuis le XIX^e siècle, mais aussi un port bien plus ancien et une ville qui veulent continuer à vivre à l'année », clame Yannick Moreau (LR) depuis son bureau de l'hôtel de ville. « Il n'y a pas une seule famille des Sables qui n'a pas eu un problème pour



Il n'y a pas une seule famille des Sables qui n'a pas eu un problème pour loger un de ses membres

YANNICK MOREAU, MAIRE DES SABLES-D'OLONNES

loger un de ses membres » reconnaît l'édile vendéen.

Le 27 septembre dernier, le conseil municipal a voté un vaste plan de lutte contre des résidences secondaires, pour une ville qui en compte désormais 40 % (16 000). Une majoration jusqu'à 60 % de la taxe d'habitation s'appliquera après son classement d'ici la fin de l'année par le ministère du Logement en « zone tendue ». Comme sur la côte basque ou la Côte d'Azur. Une taxe d'habitation sur les logements vacants de 14,38 % sera à régler en 2023 alors qu'on en recense 7 % (3 000).

« On en parlait justement et ça nous inquiète », relèvent Jacques et Nadège, en finissant une balade sur la grande plage. Ces deux retraités picards ont acheté un petit appartement dans le centre en 1979. « On vit ici six mois par an et on aimerait le faire toute l'année, en maison. Mais la vente de tous nos biens ne suffirait pas à en acheter une. Pour les riches propriétaires, ça ne sera pas un problème », pointe le couple. « La pression est forte, mais la clientèle dominante pour acheter reste aisée. J'attends pour voir l'effet des mesures », confirme, tout en temporisant, Alexandre Mourat, dans son agence Météo Immobilier. Si le tourisme a pris le pas sur la pêche dans l'économie locale, cette dernière se diversifie avec un réel succès (6 000 entreprises dans l'ag-

glomération). Au chantier naval de Privilege Marine, Isabelle Doux a procédé à 50 embauches cette année pour 200 salariés. « Quand on fait venir quelqu'un, le problème n°1 c'est qu'il trouve une location compatible avec son salaire. En septembre, ils trouvent des logements saisonniers pour neuf mois puis par chance, quelque chose de plus pérenne

ensuite. En juin, ça n'est même pas la peine », précise cette DRH.

Alors, la municipalité s'attaque aussi aux locations sur la plateforme Airbnb. Avec le bâton : quota de logements meublés de tourisme instauré par quartier, comme à Saint-Malo. Et la carotte : aide jusqu'à 10 000 euros pour le passage en location à l'année et jusqu'à

7 200 euros pour leur rénovation énergétique. « Ce plan doit être, avant tout, efficace et permettre aux Sables de se loger, non de faire de l'affichage politique, en taxant l'étranger » si j'ose dire, et uniquement renflouer les caisses de la collectivité », prévient de son côté le conseiller municipal d'opposition (sans étiquette) Anthony Bourget. ■



2^{ème} génération
Détection simultanée des anticorps anti-transglutaminase IgA et des IgA totales*



Rendez-vous en pharmacie
ou sur autotest-sante.com pour tester avec

autotest GLUTEN[®] 2^{ème} génération
votre tolérance au gluten.





Votre santé sous contrôle



www.autotest-sante.com

*Selon les recommandations de la Société Européenne de Gastroentérologie, Hépatologie et Nutrition (ESPGHAN)

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues

du lundi au vendredi
de 9h à 13h et de 14h à 18h(excepté les jours fériés)
et tous les dimanchesde 9h à 13h.
01 56 52 27 27
carnetdujour@media.figaro.fr

deuils

Le Chesnay (Yvelines).

Léa Bardot,
son épouse,
Dorothée Bardot-Labbé,
Vanessa Bardot-Bourdon,
ses filles, et leurs conjoints,Diane, Victor-Hadrien, Carl,
Robin, Tessa,
ses petits-enfants,

font part du rappel à Dieu du

commandant Jacques BARDOT

ancien pilote de ligne,
instructeur et contrôleur
à Air France,
archéologue,chevalier
de la Légion d'honneur,
médaillé militaire,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,
croix de la Valeur militaire,
médaillé de l'Aéronautique,
chevalier
des Palmes académiques,

le 3 octobre 2021.

Le service religieux
sera célébré
au temple protestant
de Versailles, 3, avenue Hoche,
ce lundi 11 octobre, à 14 h 30,
suivi de l'inhumation
au cimetière du Chesnay,
33, avenue Jean-Louis-Forain.Combricit-Sainte-Marine
(Finistère). Paris.Hélène Boyer,
née Le Quesne, son épouse,Martin Boyer,
Vincent Boyer,
Béatrice et Maurice (†)
Boyer-Bianchi,
Christian Boyer,
Agnès et Richard Gascoin,
Jérôme Boyer.Cécile et Marc Rungge,
Lucien et Sophie Boyer,
ses 8 enfants,
ses grands et sa belle-fille,Adrien et Constance,
Rémy et Camille,
Fanny et Nicolas,
Margot et Laurent,
Lucile et Arnaud,
Jeanne et Eric,
Gaëlle et Adrien, Antoine,
Juliette et Stanislas,
Arthur et Lorraine,
Louise et Quentin,
Pauline, Julie, Charlotte,
Victor, Théophile, Paul,
ses 17 petits-enfants
et leurs conjoints.Honoré, Albert, Hélène,
Clémence, Benoît,
Manon, Adèle,
Jules, Maxime,
Suzanne, Joséphine, Balhazar,
Madeleine, Léopold,
Bastille, Alix,
Isaure, César, Achille,
Marin, Thais,
ses 21 arrière-petits-enfants,Laurence et Michel Poussard,
Isabelle et Alain de Robiano,
Véronique Boyer,
Laurent (†) et Nicole Boyer,
ses sœurs, beaux-frères
et belle-sœur,
ont l'immense tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu, muni
des sacrements de l'Église, deDominique BOYER
ancien inspecteur des finances,
ancien
président directeur-général
de la Compagnie maritime
des chargeurs réunis,
ancien premier
vice-président-treasorier de la
chambre de commerce
et d'industrie de Paris,
fondateur de l'Association
des amis de Lucien Simon,officier de la Légion d'honneur,
le 6 octobre 2021,
à l'âge de cent ans,
dans sa maison du Sémaphore,
à Sainte-Marine.La cérémonie religieuse
aura lieu
en l'église Saint-Tugdual,
à Combricit (Finistère),
le mardi 12 octobre 2021,
à 14 h 30,
suivi de l'inhumation
au cimetière de Combricit.Une messe d'action de grâce
sera célébrée à Paris,
à une date ultérieure.

Dijon. Strasbourg. Paris. Lyon.

Isabelle et Stéphane Grand,
sa fille et son gendre,
Antoine, Alexis, Louise,
ses petits-enfants,
Renée et Bernard Schiub,
sa sœur et son beau-frère,
Michelle Cagnon-Clamaron,
sa belle-sœur,
ses neveux et nièces,
toute la famille
et ses amisont la grande douleur
de vous faire part du décès deFrance CAGNON
née Gazet du Chatelier,

survenu le 7 octobre 2021.

La cérémonie aura lieu
en la crypte de l'église
Saint-Bernard de Dijon,
le mercredi 13 octobre,
à 14 h 30.

Condoléances sur registres.

L'inhumation aura lieu
au cimetière de Dijon,
dans l'intimité de la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Elisabeth et Jean-Alain
Massoni,
Catherine et Stéphane Bazin,
Pierre et Anne-Causse,
ses enfants,Frédéric,
Guillaume et Alix,
Valentine et Thibault,
Clément et Aliénor,
Jean-Baptiste,
Ségolène et Joseph,
Anne-Camille et Tanguy,
Nicolas,
ses petits-enfants,
Philippine, Adèle, Clémence,
Lisandrine, Céleste,
Eléonore, Victoire et Alesia,
ses arrière-petits-filles,en communion avec
Marcel Causse (†),
son cher époux,ont la douleur
de vous faire part du décès deMonique CAUSSE
née Couëc,survenu le 6 octobre 2021,
à l'âge de 91 ans.La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Notre-Dame-d'Espérance,
1, rue de la Castré,
à Cannes (Alpes-Maritimes),
ce lundi 11 octobre, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

92, boulevard
de la Tour-Maubourg,
75007 Paris.Bruno et Gaëlle Choumert,
Christine Reggazaczi,
Denis et Marie-Thérèse Choumert,
Pascal et Claude Choumert,
ses enfants,ses petits-enfants
et arrière-petits-enfantsont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Philippe CHOUMERT

dans sa 101^e année,
le mercredi 13 octobre, à Paris.Une messe sera célébrée
en l'église
Saint-Christophe-de-Javel,
à Paris (15^e),
le mercredi 13 octobre,
à 14 heures, suivie
de l'inhumation au cimetière
du Montparnasse.Ni fleurs ni couronnes,
vos dons sont à adresser
à la Fondation Abbé Pierre.Mme du Hamel de Fougeroux
de Denainvilliers,
son épouse,
Sabine et Christian
de Nacquard,
Guillaume, Amaury et Aurore,
Véronique et Alban Jarry,
Corentin et Isaure,
ses enfants et petits-enfants,

vous font part du décès de

Olivier
du HAMEL de FOUGEROUX
de DENAINVILLIERSendormi
dans la Paix du Seigneur,
le 6 octobre 2021.La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Saint-Germain,
à Saint-Germain-en-Laye,
le jeudi 14 octobre, à 10 h 30.L'inhumation aura lieu
au cimetière de Daon.Sophie et Martial Gallice,
Jérôme et Mélanie Falvre,
ses enfants,
Quentin, Olivia, Mathurin,
Eliel, Auguste,
Javier et Madeleine,
ses petits-enfants,
et leurs conjoints,
Zoé et Lucas,
ses arrière-petits-enfants,
ses neveux et nièces
ainsi que toute la familleChristine FAIVRE
née Loubiers,

le 6 octobre 2021, à Paris.

La messe sera célébrée
le jeudi 14 octobre, à 10 heures,
en l'église
Notre-Dame-de-Nazareth,
Paris (15^e), suivie
de l'inhumation au cimetière
de Bourg-le-Roi (Sarthe).

Carantec (Finistère).

Gaël et Andrée de Kertanguy,
Serge et Chrystel
de Kertanguy,
Arnaud et Inès de Kertanguy,
Guénola et Yves Fleury,
ses enfants,ses 15 petits-enfants,
ses 48 arrière-petits-enfantsont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu du

comte Alain de KERTANGUY

le 7 octobre 2021,
à l'âge de 99 ans.La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mardi 12 octobre, à 10 h 30,
en l'église de Carantec, suivie
de l'inhumation au cimetière
de Carantec.« C'est lui qui croit en moi,
même si j'ai peur, vivra. »
Jean 11, 25.Ira Lemonnier,
son épouse,Anne-Victoire Lemonnier,
Marie-Elisabeth et Hubert
Maurly,
Luc et Frédéric Lemonnier,
Stéphanie Bouchardeau,
ses enfants,
gendre et belle-fille,Chloé et Florentin, Jules,
Céleste,
Maxime et Marine, Matthieu,
Thibault et Benoît,
Hector, Côme et Thaddée,
ses petits-enfants,Mathilde,
son arrière-petite-fille,
ont l'immense peine
de vous faire part du décès decolonel (r.)
Michel LEMONNIER
grand croix
de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,survenu le 4 octobre 2021,
à l'âge de 93 ans.La cérémonie religieuse
aura lieu le jeudi 14 octobre,
à 14 heures, en l'église
de Menilles (Eure).Les honneurs militaires
lui seront rendus
à cette occasion.Famille Lemonnier,
3, rue de l'Amiral-Cloué,
75016 Paris.

Augé (Deux-Sèvres).

Louis Letalenet,
son époux,Hervé et Catherine Letalenet,
le général (2S)
Guillaume Letalenet,
ses enfants,Alexandre, Alix, Caroline,
Pierre-Louis,
Marie et Béatrice,
ses petits-enfants,
Arnaud, son arrière-petit-fils,
ainsi que l'ensemble
de la famille

font part du rappel à Dieu de

Guillemette LETALENET
née Gourvellec,le 7 octobre 2021,
à l'âge de 96 ans,
à Niort (Deux-Sèvres), munie
des sacrements de l'Église.La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Saint-Martin,
4 ter, rue Rosella-Roussel,
à Niort,
le mercredi 13 octobre,
à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Champmarquois, 79400 Augé.

Mme Ghislaine Marchal,
sa sœur,
Mme Luc Marchal,
sa belle-fille,
Marie, Louise,
Javier et Madeleine,
ses petits-enfants,
et leurs conjoints,
Zoé et Lucas,
ses arrière-petits-enfants,
ses neveux et nièces
ainsi que toute la familleont la tristesse
de vous faire part du décès de

docteur Bernard MARCHAL

survenu le 8 octobre 2021,
à l'âge de 97 ans.La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Notre-Dame-du-Rosaire,
à Saint-Maur-des-Fossés
(Val-de-Marne),
le vendredi 15 octobre,
à 15 heures.La famille tient à remercier
toutes les personnes
qui se sont relayées
auprès de lui, pour leur
dévouement et leur gentillesse.Bernard Marchal repose
à la maison funéraire,
38, avenue de la Libération,
à Saint-Maur-des-Fossés.M. René Morel,
son époux,Mme Dominique Morel-Vernet,
sa fille,
et son mari
M. Olivier Fouquart,Mme Maria Gomes
et son mari
M. José Gomes,
ainsi que tous ses amisont la douleur
de vous faire part du décès dedocteur
Jacqueline MOREL-VERNET
endocrinologue,
rescapée des camps nazis,

survenu le 6 octobre 2021.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mercredi 13 octobre,
à 10 h 30,
en l'église Saint-Augustin,
Paris (8^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

48, boulevard Malesherbes,
75008 Paris.François Mougéotte,
né Duprilot, son épouse,Aurélien Mougéotte
et Thomas Lanée,
Hortense Mougéotte
et Arnaud Monnier,
Pierre-Etienne et Nawel
Mougéotte,
ses enfants,Jeanne, Arthur, Agathe,
Victoire, Anatole (†), Layla,
Antoinette, Héloïse,
Marguerite et Rose,
ses petits-enfants,Dominique et Maryvonne
Mougéotte,
Elisabeth et Claude Dautilier,
Philippe et Sylvie Mougéotte,
et Françoise Bêchet,
Jean-Pierre et Myriam
Duprilot,ses frères et sœur,
beaux-frères et belles-sœurs,
ses neveux et nièces,les familles Bassot, Dib,
Emery, Grossot, Lanée,
Métiffiot et Monnieront la tristesse
de vous faire part du décès deEtienne MOUGEOTTE
commandeur
de la Légion d'honneur,

survenu le 7 octobre 2021.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mercredi 13 octobre,
à 10 heures, en l'église
Saint-François-Xavier,
Paris (7^e).

Paris. Oran.

Ses enfants,
ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants,
sa compagne
et sa familleont la douleur
de vous faire part du décès de

Fernand TEBOU

survenu dans sa 93^e année,
le 9 octobre 2021.Les obsèques auront lieu
dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Lanildut (Finistère).
Nous sommes priés
de vous faire part du décès deCatherine
PONCELIN de RAUCOURT
née du Liège,survenu dans sa 90^e année.De la part de :
ses enfants,
Christophe et Rose, Fabrice,
Amaury et Isabelle,
Olivia et Nicolas,
ses 18 petits-enfants,
ses 22 arrière-petits-enfants.Une pensée pour
son époux Philippe (†).La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mercredi 13 octobre 2021,
à 14 h 30, en l'église de Lanildut.La famille remercie
chaleureusement toutes les
personnes qui ont accompagné
Catherine durant toutes
ces années, à Lanildut.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le général Roger de Ruffray,
son époux,Françoise et Bernard
Farinetto-de Ruffray,
Henry et Catherine de Ruffray,
Marie-Alex et Eric Darsy,
Bertrand et Catherine
de Ruffray,
Vincent et Catherine
de Ruffray,
ses enfants,Laure, Julien, Quentin,
Guillaume, Renaud, Pierre,
Antoine, Anne-Claire, Thibault,
Baptiste, Camille et Angèle,
ses petits-enfants,Yann, Maxime, Kamilia, Alice,
Eliah, Gabriel, Laetitia, Mona
et Selim,
ses arrière-petits-enfants,

et sa sœur Nicole,

ont la grande tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu deJacqueline de RUFFRAY
née Bernard,à l'âge de 94 ans,
le 6 octobre 2021.La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Saint-Gilles
de la Reine,
le mercredi 13 octobre 2021,
à 10 heures.

remerciements

Véronique Calès,
Jean-Louis, Frédéric
et Christophe Marchal,
ses enfants,
son gendre et ses belles-filles,
Laurent, Sophie, Julien, Marie,
Guillaume, Matthieu, Marine,
Aurélien, Audrey et Arnaud,
ses petits-enfants,
son arrière-petite-fille
et toute la famille,très touchés
des marques de sympathie
qui leur ont été témoignées
lors du décès de

Henri MARCHAL

vous prient de trouver ici,
leurs sincères remerciements.

messes

Une messe de huitaine
sera célébrée
le samedi 16 octobre 2021,
à 15 heures,
en l'église Saint-Léonard
de Croissy-sur-Seine,
à l'intention de

M. Xavier de BELENET

rappelé à Dieu
le 1^{er} octobre 2021,
dans sa 51^e année.

souvenirs

le 11 octobre 2011,

Jean-Claude COHEN
directeur honoraire
à Air France,
médaillé de l'Aéronautique,a pris la dernière piste
d'atterrissage.Nous pensons toujours à lui
avec gratitude,
nous l'évoquons souvent,
il reste absolument présent
dans nos cœurs, il nous
manque encore et encore.Son épouse,
ses enfants, ses beaux-enfants,
ses 12 petits-enfants,
ses 2 arrière-petites-filles.

disparition

François Roche, le visionnaire
fondateur et bâtisseur
de Roche Bobois

Le diplômé d'HEC, qui implanta l'enseigne tricolore dans 50 pays, est décédé à l'âge de 85 ans. ROCHE BOBOIS

CAROLE BELLEMARE

@BellemareCarole

interpelle. François Roche
décide de mieux la faire
connaître en prenant une
page de publicité dans la
presse. Il supervise lui-même
la direction artistique
des photos, avec un
sens esthétique affirmé,
comme il le fera en se
prenant au jeu de la création
de meubles. Il ose aussi
le cuir pour les canapés.
Banco. L'enseigne Cuir
Centre naitra en 1976.
Mais il sait jouer aussi
collectif : chacun apporte
son empreinte au développe-
ment du groupe qui de-
viendra Roche Bobois.
Plus design et en phase
avec l'esprit des designers
qui font aussi le succès de
la marque.Voilà un dirigeant
sans doute parti avec le senti-
ment du parcours accom-
pli... Un bâtisseur laissant
un nom, une marque, une
enseigne tricolore présen-
te dans 50 pays, et des
descendants acquis à la
cause de l'entreprise fami-
liale. L'expression d'une
vie réussie.François Roche, le fon-
dateur de Roche Bobois,
s'est éteint mercredi à
l'âge de 85 ans. C'était un
visionnaire qui dans les
années 1960 avait « osé ».
Après s'être essayé à la
banque et à la pub, il avait
trouvé casaque en inté-
grant le traditionnel maga-
sin familial de la rue de
Lyon avec la volonté de le
transformer. Peu après, il
importait du mobilier
scandinave, alors à la
pointe de l'avant-garde...
Une démarche en rupture
avec l'esprit conservateur
du « vieux » marché du
meuble d'alors.Expansion
internationaleMais l'esthétique et l'har-
monie ne sont pas tout,
François Roche a aussi
la vision du marché et de
l'international. « Il possédait
une formidable capacité
d'analyse et de projec-
tion », souligne l'ancien
directeur. C'était aussi
un homme proche du ter-
rain, au contact facile, at-
taché à la dimension fami-
liale de son groupe. »Dès 1965, un premier
magasin ouvert en fran-
chise en Belgique donne
la d'un développement
sans frontières. Le pas-
sionné sillonne le monde,
visite les franchisés, se
approche des banquiers,
jusqu'à faire entrer Banxi
au capital et conduire
l'entreprise en Bourse en
2018. But : financer l'ex-
pansion internationale
mais aussi « attirer des ca-
dres de haut niveau ».La maison de 800 sala-
riés, dont Jean-Éric Chou-
chan a pris en 2019 la pré-
sidence du conseil de
surveillance, reste néan-
moins résolument fami-
liale. Au sortir de la pandé-
mie, avec un chiffre
d'affaires record au pre-
mier semestre, Roche Bo-
bois vise cette année la
barre des 325 millions
d'euros de chiffre d'affaires
et un retour aux bénéfices.
Le fondateur du roi du
« French art de vivre »
pouvait bien partir
tranquille. ■



Wayne Jones, le propriétaire de la Mendocino Water Company, remplit le réservoir de l'hôtel Mendocino, le 10 août dernier, à l'aide de son camion-citerne d'une capacité de 13 250 litres d'eau potable pour un coût de 500 dollars.

JAY L. CLENNEN/LOS ANGELES TIME/SPA/JAY L. CLENNEN/LOS ANGELES TIME

Vivre sans eau courante, le défi quotidien de Mendocino

Armelle Vincent
@armellevincent
Envoyée spéciale à Mendocino

Hier, Jim Jones a enfin pu laver la vaisselle qui crouissait dans l'évier de son appartement. Et même, en prime, vidanger ses toilettes, un luxe. Comme d'autres résidents de Mendocino, ce pittoresque village côtier du Nord californien (population : 1000 habitants), il avait placé un assemblage de seaux et de cuvettes dans le jardin pour collecter l'eau d'une pluie improbable en ces temps de sécheresse. La météo avait prophétisé une intempérie la veille. Et, miracle, il avait plus ! Assez pour la vaisselle et les WC, pas plus. Alors, le lendemain, Jim a emmené ses petits-fils à la plage pour un « débarbouillage ». Ils s'ébattaient dans les rouleaux harnachés de gilets de sauvetage. En plus d'être glacial, le Pacifique, ici, est traître. « Je n'ai pas le choix, dit Jim. Je n'ai plus d'eau au robinet. Notre puits est vide. J'en suis réduit à aller voler de l'eau à l'école la nuit, vous vous rendez compte ? »

Mendocino pâtit d'un manque d'eau sans précédent, annoncé par une série de pancartes placées à l'entrée et dans le bourg, pour les touristes qui n'en auraient pas encore entendu parler. Si la calamité touche l'ensemble de la Californie, la situation est ici particulièrement critique : le village n'a pas de réseau de distribution d'eau, seulement des puits qui alimentent des cuves. Jusqu'à il y a deux ans, l'hiver était assez pluvieux pour les remplir et traverser l'été jusqu'aux averse de novembre. Mais, depuis 2020, les précipitations ont décliné de moitié. De 1000 mm, elles sont passées à 468 mm tandis que le nombre de visiteurs, lui, a augmenté. Avec la pandémie, les voyageurs américains ont délaissé l'étranger au profit de leur pays.

Une nappe phréatique libre

Avec sa succession de Bed & Breakfasts « historiques » et ses fameuses tours carrées en bois de séquoia qui se dressent dans les jardins fleuris de ses rues bucoliques, Mendocino est extrêmement prisé. Bordé d'un océan de jade où flottent les bulbes géants de colonies de varech, battu par l'écume et les remous, bâti sur les falaises d'une côte déchiquetée peuplée de phoques, de lions de mer, de comorans et de pélicans, il attire le promeneur. D'où son présent casse-tête. Crucial pour son économie, le tourisme est en même temps néfaste pour ses réserves d'eau. « Mendocino a toujours eu des problèmes d'eau », explique le directeur de la gestion de l'eau, Ryan Rhoades. D'où l'existence de ces tours érigées pour soutenir des cuves. Chacun avait la sienne, reliée à un puits. À partir des années 1970, leurs propriétaires les ont peu à peu adaptées en bureaux, magasins, ateliers ou chambres d'hôtes. Elles étaient trop anciennes pour continuer à soutenir les cuves pleines et le bois de séquoia était devenu trop cher et trop précieux pour les renforcer. » Les cuves ont été placées à même le sol. D'un caractère unique, les tours se sont mises à attirer les curieux. Certains résidents ont alors transformé leurs demeures en Bed

Dans cette bourgade touristique du nord de la Californie, l'eau ne coule plus du robinet, du fait de la sécheresse et de l'absence de connexion au réseau public. Chacun doit apprendre à compter ses douches et son eau de vaisselle - jusqu'aux visiteurs chics, cantonnés aux toilettes sèches !



Infographie LE FIGARO

& Breakfasts. Des foyers de quatre à six individus sont ainsi devenus des hébergements pour vingt personnes. On compte environ vingt-cinq B&B à Mendocino (pour une superficie de 2,5 km²) qui accueillent entre 2000 et 2500 visiteurs par jour, toute l'année.

« Malgré tout, la grande majorité des résidents ont toujours refusé l'installation d'un réseau de distribution, commente l'un des prédécesseurs de Ryan Rhoades, Ed Obrien. Ils veulent conserver le caractère rural du village et craignent qu'un réseau n'entraîne un changement démographique. Leur hantise est de devenir un nouveau Carmel (le bourg hypertouristique du sud de San Francisco, dont Clint Eastwood fut longtemps le maire). Ils se sont battus. Ceux qui ont un puits ne voient pas pourquoi ils iraient payer pour un réseau. Cela entraîne fatalement des inégalités et des tensions car tout le monde n'a pas la chance d'avoir un puits. Et les forages ne sont plus forcément autorisés. De toute façon, ils sont devenus très coûteux car il faut creuser de plus en plus profond pour trouver de l'eau. En plus, les entrepreneurs sont débordés, avec aujourd'hui des délais de douze à dix-huit mois. » La solution n'est donc plus là.

Alors chacun fait de son mieux pour économiser la précieuse ressource. Même s'ils étaient prévenus - comme, du reste, tous les habitants de l'Ouest américain - de la catastrophe à venir, il a fallu une bonne dose de réalité aux Mendocinois pour sortir du déni et appréhender l'ampleur de leur problème. À moins de l'avoir vécu, rares sont ceux qui parviennent à envisager de ne plus pouvoir tirer une chasse d'eau ni prendre une douche ou faire une lessive. Mais après un été de pure panique, ce qui frappe immédiatement est la connaissance et la conscience que chacun semble désormais avoir de la géologie et des chiffres de sa propre consommation d'eau. « Lorsqu'on est brutalement confronté au problème, on apprend vite quelle quantité est absolument nécessaire à la vie quotidienne, ainsi que les meilleures méthodes de conservation. On réalise aussi à quel point on l'a toujours gaspillée », lance Jim Jones, qui estime utiliser, dans le plus restreint des cas, 4900 litres par mois (pour une famille de quatre personnes).

La nappe phréatique de Mendocino n'est pas captive, mais libre. Son réapprovisionnement dépend de la pluie et repose sur un gisement en terrasse, une nappe de sol sableux de 1,5 à 10 mètres de profondeur. L'eau n'y reste pas en place. Elle s'écoule éventuellement vers l'océan. Les puits ne sont pas assez profonds pour en capturer des quantités suffisantes en période de grande sécheresse. Quant aux deux rivières proches, la Navarro et l'Albion, elles ne sont plus d'aucune aide. « Elles manquent de débit, en gros

elles ont cessé de couler et stagnent, précise Ryan Rhoades. La Navarro ne parvient même plus à l'océan. Si vous y lancez un bâton la nuit, vous constatez qu'il dérive en amont ! Ses eaux sont siphonnées par les deux cents vignobles du secteur. »

Depuis plusieurs mois, le ravitaillement en eau de Mendocino est fourni par les livraisons de deux camion-citernes (capacité : 13 250 litres, coût : 500 dollars) d'un certain Wayne Jones, que chacun attend comme le messie pour remplir sa ou ses cuves. Jusqu'en juillet dernier, celui-ci faisait plusieurs allers-retours quotidiens, s'approvisionnant dans les bourgades environnantes qui acceptaient de vendre le précieux liquide. « Mais au cours de l'été, prises à leur tour de panique, elles ont une à une renoncé à se séparer de leur eau, à l'exception de deux d'entre elles, mais jusqu'à quand ? Le 18 juillet, la commune de Fort Bragg (16 km au nord), qui nous en fournissait une assez grande quantité, a suivi. Elle ne veut plus partager. Sa rivière Noyo ne coule plus qu'à raison de 0,02 mètre par seconde », explique Rhoades. Le camion-citerne ne livre plus que 22712 litres par jour. C'est peu pour un bourg qui vit principalement du tourisme et abrite, en plus des B&B, une vingtaine de restaurants presque toujours pleins.

Recyclage des eaux usées

Pour conserver, les hébergements recyclent les eaux usées tant que faire se peut. Ils ont aussi donné un coup de vis aux valves de leur plomberie. Aux robinets, la pression est faible. Les chambres ne sont plus nettoyées qu'au départ des visiteurs, auxquels il est demandé de participer à l'effort. « Dans l'ensemble, ils comprennent et se comportent bien, surtout s'ils sont californiens, assure le propriétaire de l'Alegria B&B, Eric Wing Hillesland. Certains nous annoncent même d'entrée qu'ils ne prendront pas de douche pendant leur séjour. De notre côté, nous nous efforçons de consommer le moins d'eau possible. Nous avons par exemple changé toute notre literie. Les draps en coton ont été remplacés par la microfibre, beaucoup moins lourde et qui exige le tiers de la quantité d'eau au lavage. »

Certains restaurants, comme le Trillium, ont condamné leurs WC. Ils invitent la clientèle à utiliser les toilettes portatives sèches installées un peu partout dans la bourgade. « Comme Mendocino est une destination assez haut de gamme, certains touristes mal informés de nos problèmes s'énerment quand ils viennent de dépenser 200 dollars dans un établissement et sont obligés d'utiliser les toilettes portatives », commente Ed Obrien. Le propriétaire de la trattoria Luna, Massimo Milani, refuse par l'instant d'interdire l'accès de ses toilettes. Une rangée de seaux s'allonge derrière l'établissement, placée là pour récupérer l'eau laissée sur les tables, recyclée pour arroser les plantes. « Je surveille ma consommation chaque matin sur ma cuve. Ryan Rhoades nous impose de n'utiliser que 40 % de notre consommation habituelle, explique ce natif de Navetta. L'achète autant d'eau que possible à Wayne Jones. Je dépense en moyenne 1500 dollars par mois, mais pour moi, cela vaut le coup. » Effectivement, au deuxième service de 19 heures, une longue queue s'est formée devant Luna. « Ma crainte est que Wayne ne trouve plus de points d'approvisionnement. Qui, à Mendocino, aura alors priorité ? » On vérifiera alors le proverbe de l'Ouest américain : « Le whisky, c'est pour boire, l'eau, pour se quereller. » ■

Mendocino a toujours eu des problèmes d'eau. D'où l'existence de ces tours érigées pour soutenir des cuves. Chacun avait la sienne, reliée à un puits. À partir des années 1970, leurs propriétaires les ont peu à peu adaptées en bureaux, magasins, ateliers ou chambres d'hôtes

RYAN RHOADES, DIRECTEUR DE LA GESTION DE L'EAU

Quelles perspectives pour le mouvement national palestinien ?



Thierry Oberlé
@ThierryOBERLE
CORRESPONDANT À JÉRUSALEM

PROCHE-ORIENT Cinq mois après les émeutes dans les villes arabes israéliennes et la guerre à Gaza déclenchée par le Hamas pour la « défense de Jérusalem », le nationalisme palestinien est tiraillé par ses contradictions et ses divisions. La solution de paix à deux États incluant la création d'un État palestinien défendue par l'Autorité palestinienne (AP) est battue en brèche. En Israël, les jeunes activistes arabo-palestiniens des villes mixtes israéliennes, revigorés par les soulèvements, considèrent que le « rêve des accords d'Oslo » signés en 1995 « est mort ». Mais dans le même temps, une meilleure intégration dans la société est devenue la principale revendication de leur communauté. Quant au Hamas, toujours aussi maximaliste, il ne prend pas la voie d'une reconnaissance d'Israël.



Cinq mois après les émeutes de Jérusalem et la guerre à Gaza, ses fractures ne semblent pas en voie d'être réduites.

EN CISJORDANIE, LE RÉGIME DE MAHMOUD ABBAS EST-IL CONDAMNÉ AU DÉCLIN ?

L'annulation des élections législatives et de la présidentielle palestiniennes, l'impuissance politique de l'AP lors des événements d'avril-mai, puis le meurtre en juin de l'opposant Nizar Banat par des membres de la Sécurité préventive, les forces spéciales de l'AP, ont précipité le lent déclin du régime de Mahmoud Abbas, 86 ans. Le président de l'AP a renoncé à organiser les scrutins qu'il avait appelés de ses vœux – les premiers depuis seize ans – devant la fragmentation de son camp historique et le risque d'une victoire des islamistes de la Hamas. Le rais devait faire face aux fractures de son parti, le Fatah, et à des rivaux issus de ses rangs : le très populaire Marwan Barghouti, figure de la Deuxième Intifada emprisonné en Israël, et Mohamed Dahlan, exilé aux Émirats arabes unis. Sa reculade a douché les espoirs de changements démocratiques d'une opinion publique convaincue de la corruption et du clientélisme de ses dirigeants, qu'elle accuse de se comporter en sous-traitant des services de sécurité israéliens pour conserver ses privilèges. L'élimination de Nizar Banat, battu à mort par des policiers en mission, a provoqué un vent de colère. Des manifestations ont été réprimées à Ramallah, le siège de l'AP. Le pouvoir a étouffé la contestation par la violence, les arrestations, le harcèlement des militants et l'intimidation.

essai de renforcer l'AP au détriment du Hamas, mais il n'est pas prêt à aller aussi loin que le souhaite le public palestinien, explique Ofer Zalberg, directeur du programme Moyen-Orient à l'institut autrichien Kelman.

LES ÉMEUTES DU PRINTEMPS DANS LES VILLES MIXTES SONT-ELLES LE SIGNE D'UNE NOUVELLE UNITÉ PALESTINIENNE ?

Les heurts intercommunautaires et les affrontements entre les jeunes Arabes israéliens et les forces de l'ordre ont pris au dépourvu les autorités israéliennes. La mosaïque communautaire a volé en éclats à Lod ou à Haïfa, la troisième agglomération du pays présente comme un modèle de coexistence pacifique. L'implication de délinquants a amplifié une tendance expliquant durant l'explosion de violence par ses dimensions criminelles et sociales. « 60 000 jeunes sans avenir prometteur sont dans des réseaux de criminalité. Ce sont eux qui ont exercé la plupart des violences à l'occasion d'un conflit qui a réveillé leur nationalisme », estime Ofer Zalberg. Les quartiers et les localités arabo-palestiniennes sont apparus comme des « territoires perdus » de l'État hébreu. Ils souffrent de discriminations, bénéficient de moins de routes, d'écoles, d'octrois de permis de construire ou de création de zones industrielles. Reste que l'embrasement est à l'origine identitaire et religieux. Il est directement lié à l'intrusion des forces de l'ordre sur l'esplanade des Mosquées durant le mois sacré du ramadan, et à la menace d'une expulsion de leurs logements au profit d'une organisation de colons de résidents de Cheikh Jarrah, à Jérusalem-Est, occupé par Israël

depuis 1967. « Deux lignes se dessinent chez les Arabes palestiniens, qui forment une minorité complexe reconnue sur le plan culturel et linguistique mais pas en tant qu'entité nationale. L'une veut exercer une influence de l'intérieur. Elle cherche à travailler et à coopérer avec les "sionistes". La seconde est incarnée par les jeunes activistes indépendants des partis, boycottent le système et entendent délégitimer Israël en l'accusant d'apartheid », explique Ofer Zalberg. Les islamistes conservateurs de la Liste arabe unifiée soutiennent le gouvernement de coalition alliant droite et centre gauche dirigé par Naftali Bennett. Ils permettent au premier ministre d'avoir une courte majorité à la Knesset. La nouvelle génération prône la radicalité. « Nous formons malgré les distances et les séparations physiques un seul peuple d'Akko en Israël à Jérusalem-Est en passant par la Cisjordanie et Gaza. La coexistence avec les Juifs ne veut rien dire car nous ne sommes pas des citoyens égaux en droit. Le mouvement d'avril-mai a renforcé notre unité », commente Mohammed Nassra, un des animateurs du comité de défense des auteurs présumés de violences arrêtés après les émeutes d'Akko (Saint-Jean-d'Acre).

LA CRISE À JÉRUSALEM-EST, L'ÉPICENTRE DU CONFLIT, EST-ELLE RÉGLÉE ?

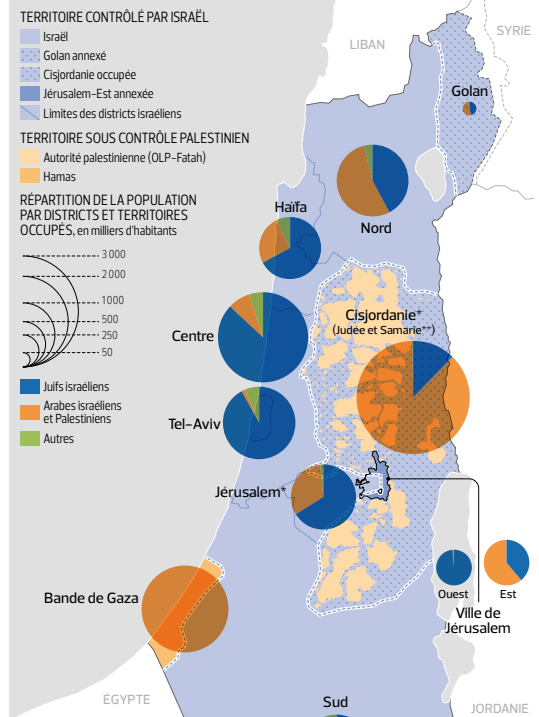
Jérusalem-Est et son esplanade des Mosquées, le mont du Temple pour les Juifs, ont focalisé l'attention durant le ramadan. Les Palestiniens ont en commun de se considérer comme les défenseurs du site, sous tutelle de la Jordanie et revendiqué par les juifs messianiques qui projettent d'y construire le « troisième Temple ». Depuis les affrontements, le calme est revenu mais les tensions persistent. Ces dernières sont attisées par la présence de visiteurs juifs qui, contrairement aux usages, prient sur l'esplanade sous protection policière. En parallèle, la question des expulsions de Cheikh Jarrah, reste en suspens. La Cour suprême a soumis aux résidents et à l'organisation de colons Nahalat Shimon un compromis. Elle propose aux familles palestiniennes de conserver leur droit au logement durant deux ou trois générations en échange du paiement d'un loyer aux acquéreurs israéliens.

LE HAMAS PEUT-IL SORTIR DE SON ISOLEMENT ?

Avec la « bataille pour al-Qods (Jérusalem, NDLR) », le Hamas a lustré son image auprès des Palestiniens. Durant les manifestations à Jérusalem-Est, des protestataires ont scandé le nom de Mohammed Deif, le commandant des Brigades Ezzeddine al-Qassam, la branche militaire du Hamas, et des drapeaux du mouvement ont été brandis sur l'esplanade des Mosquées. L'euphorie retombée, le bilan est mitigé pour les islamistes de Gaza. L'organisation s'est attiré des sympathies palestiniennes hors de ses frontières mais a essuyé de sourdes critiques dans le territoire qu'elle contrôle. Il lui est reproché d'avoir sacrifié sa population dont les conditions de vie se sont encore un peu plus détériorées avec les bombardements israéliens. « La popularité ne nourrit pas le peuple. Deux millions de personnes sont confrontées à cette réalité à Gaza », note l'analyste Ofer Zalberg. La guerre a également eu pour conséquence pour le Hamas de perdre la mainmise sur l'aide financière en provenance du Qatar. Elle transite désormais, comme la plupart des fonds internationaux pour la reconstruction, par l'AP. Un signe indiquant que le mouvement islamiste n'est pas en mesure de briser son isolement.

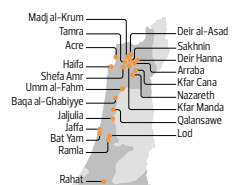
« Le confinement territorial du Hamas va se poursuivre », prévoit un diplomate. « Le scénario le plus probable dans les cinq prochaines années est le maintien du statu quo, sans alternative viable », admet Omar Shaban, le directeur du PSP, un think-tank de Gaza. ■

1 Le poids démographique des Arabes en Israël et dans les territoires occupés



2 La fronde des Arabes israéliens

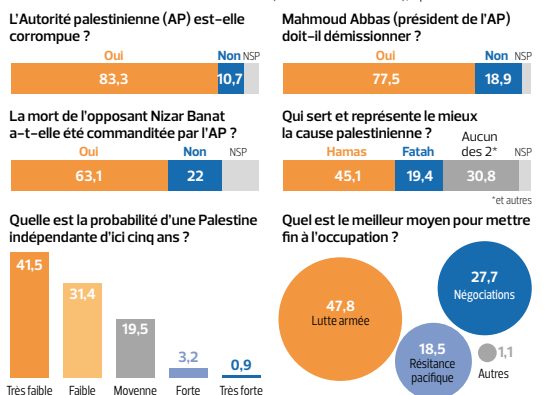
VILLES ISRAËLIENNES AYANT CONNU DES ÉMEUTES EN MAI 2021



* Jérusalem-Est compris
** Le district israélien de Judée et Samarie correspond à la zone C de la Cisjordanie occupée et contrôlée à 100 % par Israël hors Jérusalem-Est

3 Les Palestiniens n'ont plus confiance dans leurs dirigeants et dans leur avenir

SONDAGE PSR SUR L'OPINION DES PALESTINIENS (15-18 SEPTEMBRE 2021), réponse en %



Sources: Israeli Central Bureau of Statistics (2020), Palestinian Central Bureau of Statistics (2021), Jerusalem Institute for Policy Research (2021), Al Jazeera et Palestinian Center for Policy and Survey Research (PSR)

TRANSGENRES

■ Le sujet pouvait, voilà peu encore, sembler confidentiel. Mais les réclamations des militants transgenres s'invitent désormais à l'école et le ministre de l'Éducation nationale vient de leur consacrer une circulaire, destinée aux recteurs, inspecteurs d'académie, di-

recteurs d'établissements, professeurs et personnels du primaire et du secondaire. Pour l'universitaire Claude Habib, auteur d'un remarquable essai sur ce thème, Jean-Michel Blanquer a repris à son compte une partie des mots d'ordre des « intersectionnels ». Pierre Valentin, qui a publié une note sur le wokisme pour la Fondapol (think-tank), analyse quant à lui la capacité d'intimidation du militantisme transgenre en Grande-Bretagne.

La circulaire Blanquer sur les « enfants transgenres » jette le soupçon sur les familles

Une circulaire de l'Éducation nationale adressée à l'ensemble des personnels, du recteur à l'accompagnant scolaire, est parue fin septembre. Signée Jean-Michel Blanquer, elle s'intitule « Pour une meilleure prise en compte des questions relatives à l'identité de genre en milieu scolaire ». Elle commence par un étalage de bienveillance institutionnelle - promouvoir une éducation inclusive, accueillir tous les élèves dans leur diversité, offrir à chacun un « environnement propice à la réussite scolaire » : qui pourrait souhaiter le contraire ? Le ministre donne des gages aux thèses intersectionnelles, affirmant que la prévention de la transphobie « est d'autant plus efficace qu'elle s'articule avec la lutte contre le sexisme et la l'homophobie ».

L'aptitude à manier le vocabulaire le plus récent est frappante. Ainsi il n'est plus question de dysphorie de genre, mais d'incongruence : « Les institutions de santé, notamment l'OMS, reconnaissent que la non-congruence entre le genre de naissance et le genre vécu ne constitue ni un trouble psychiatrique ni une pathologie. » Cela va contre le sens commun : une condition qui appelle, dans nombre de cas, un traitement hormonal à vie ressemble à une pathologie. Par ailleurs les souffrances des jeunes trans, les risques dépressif et suicidaire qu'ils encouront sont fortement soulignés. Qu'est-ce donc que cette souffrance qui appelle un traitement médical, mais ne relève pas de la pathologie ? La solution de la contradiction

apparente est à chercher dans l'idéologie du genre : une telle souffrance découle du préjugé. La faute en revient à l'imposition d'un ordre hétéronormatif qui avantage la majorité en écrasant les marges. Le sentiment d'être né dans un corps qui ne correspond pas à la vérité intérieure est aussi légitime, aussi fondé, aussi vivable que le sentiment inverse, celui d'une adéquation entre son anatomie et son être. Il n'y a aucunement à s'interroger, il y a au contraire un devoir de respecter une non-congruence qui est strictement personnelle et privée, ce que le ministre souligne : « L'identité de genre est en effet propre à chaque individu et à son ressenti

devant chacun de ces termes. Le ministre suppose qu'il peut sans danger user d'un tel vocabulaire. Les dispositions qu'il préconise esquissent une perspective conciliatrice. Ainsi, l'établissement peut « autoriser l'élève à utiliser les toilettes et les vestiaires conformes à son identité de genre », ou à occuper une chambre dans l'internat « conforme à son identité ». Cependant, « pour les vestiaires et les douches collectives », l'établissement peut convenir avec l'élève d'horaires aménagés. Cet accommodement raisonnable risque d'entrer en conflit avec une injonction, qui découle, quant à elle,

depuis des années, sans qu'ils en soient avisés. La circulaire précise au contraire qu'un tel changement ne peut se faire qu'avec l'accord de la famille. Cependant, il n'est pas exclu qu'il faille la rééduquer. Des sessions de sensibilisation des adultes de l'établissement sont prévues, ainsi que « la présence de personnels formés, en capacité d'accueillir la parole des élèves (...) d'accompagner leur parcours individuel, et, le cas échéant la famille ». Nul doute que les groupes militants vont proposer leur expertise : de telles sessions sont leur cheval de Troie.

L'établissement devra enregistrer la demande de l'élève sans en avertir ses parents. La circulaire précise toutefois qu'un changement de prénom ne peut se faire qu'avec l'accord de la famille. Cependant, il n'est pas exclu qu'il faille rééduquer celle-ci

à un horaire différent sans que tout le monde soit au courant. Par ailleurs, ce devoir de confidentialité impose à l'établissement d'enregistrer la demande de l'élève sans en avertir ses parents : « Une communication avec les représentants légaux ne doit se faire qu'avec l'accord explicite de l'élève. » Au passage, le soupçon est jeté sur les familles : « Une divulgation non souhaitée de la transidentité du jeune peut l'exposer à un sérieux risque de rejet ou de violence. » Le ministre est resté au milieu du gué. Il n'a pas entièrement cédé aux demandes des activistes : aux États-Unis, il est arrivé à des parents de découvrir avec stupeur que le prénom et les prénoms de leur enfant avaient été changés par l'école,

à ce qu'il ne dit pas. Les filles font les frais de ce silence. Il n'y a pas un mot sur le renversement spectaculaire de la demande, devenue féminine à 75 %. Un nombre croissant d'adolescentes refusent énergiquement de devenir des femmes et cherchent éperdument à se procurer sur internet chest binders (pièces de tissu utilisées pour comprimer sa poitrine et ressembler à un homme, NDLR) et testostérone. On a pu comparer ce développement stupéfiant à d'autres contagions sociales féminines, comme l'hystérie au XIX^e siècle, ou l'anorexie au XX^e. Le phénomène est ignoré. D'autre part, rien n'est dit sur les dangers auxquels on expose les adolescentes dans les dortoirs et les vestiaires, quand il suffira à un jeune mâle de se déclarer trans pour y avoir accès. En somme, ce texte déçoit par ses omissions et ses flous autant que par son verbiage. Il est un symptôme du relâchement institutionnel, contre lequel Jean-Michel Blanquer avait paru, dans un premier temps, s'opposer. *« Essayiste, romancière et professeur émérite à l'université Sorbonne Nouvelle, Claude Habib est l'auteur de nombreux ouvrages salués par la critique.*



CLAUDE HABIB

Par sa circulaire, le ministre de l'Éducation nationale cède à une partie des revendications des militants transsexuels, explique l'écrivain, auteur de « La Question trans » (Gallimard, coll. « Le Débat », 2021). Néanmoins, il reste au milieu du gué.

Au Royaume-Uni, même Boris Johnson n'ose pas s'opposer au mouvement trans

Jadis, lorsque quel qu'un alertait sur la progression de l'idéologie woke, on l'accusait d'en faire trop, de chercher à déclencher une énième « panique morale » à partir de faits divers. Les dernières semaines au Royaume-Uni auront au moins permis d'affaiblir un peu plus cet argumentaire. Tout part d'une question simple posée à la télévision britannique au chef du Parti travailliste : la phrase « seules les femmes ont un col de l'utérus » est-elle « transphobe » ? Keir Starmer gigote, bégaye, s'interrompt lui-même, avant de lâcher : « Cette phrase ne devrait pas être dite. » Ce qui n'était, il y a quelques années, qu'un point de vue radical, réservé aux cercles militants, est adoubé - certes, pour l'instant avec des balbutiements - par le responsable du plus grand parti d'opposition au Royaume-Uni, sur la BBC. Le sondeur Frank Luntz dévoilait en juillet dernier que le clivage woke/non-woke était parmi les trois plus importants pour les Britanniques, et que les Anglais ne tarderaient pas à suivre le chemin des « guerres culturelles » américaines dans les « six à douze prochains mois ». Ce même sondage révèle que 52 % des électeurs travaillistes jugent que le Royaume-Uni est une nation « d'égalité et de liberté », tandis que 48 % déclarent que leur pays est une « nation institutionnellement raciste et discriminatoire ». Sous cet angle,

on comprend mieux le malaise provoqué chez Starmer par le sujet du wokisme, ainsi que la difficulté qu'il aura pour résoudre ces divisions internes. On pourrait donc être tenté de réduire ce phénomène à un clivage sociologique au sein de nombre de partis de gauche européens : jeunes contres vieux, classes aisées contre classes populaires, avec des dirigeants comme Starmer obligé de louvoyer entre les différences fondamentales d'opinion qui existent entre ses jeunes cadres, ses militants sur Twitter, et le reste de l'opinion britannique. Mais ce serait oublier que l'on a demandé à Boris Johnson lui-même de réagir à la prise de position du dirigeant travailliste sur la question trans, avec sensiblement la même réponse. Le premier ministre conservateur finit par répéter de manière évasive : « Je pense que tout le monde doit être traité avec dignité et respect. » Dans le contexte de la question posée (« les femmes sont-elles les seules à avoir un col de l'utérus ? »), sa déclaration s'avère finalement assez claire : il ne s'opposera pas à cette nouvelle idéologie, pourtant encore minoritaire pour le moment, qui plus est à droite. Ainsi le wokisme - ici sous la forme du mouvement transgenre - parvient à faire plier le genou au premier ministre conservateur. Au Royaume-Uni, même le chef du Mi6 met « ses prénoms » dans sa bio Twitter pour afficher son soutien à la cause. La timidité de Johnson pourrait peut-être s'expliquer par la violence verbale que le mouvement transgenre est capable de déployer vis-à-vis de ses opposants. Les féministes que l'on finira désormais par qualifier d'« old school » au Royaume-Uni ces dernières années peuvent en témoigner, et notamment Suzanne Moore, qui a fini par démissionner du *Guardian* en novembre 2020. Dans un article pour *Unherd*, elle confie avoir vu ses principes contraints de céder du terrain à l'offensive du mouvement transgenre. Selon la féministe, « nombre des progrès réalisés par les femmes de mon vivant (...) plus

de choix quant à la façon dont nous donnons naissance, discussions sur les menstruations et la ménopause - dépendent de la biologie, la biologie que l'on nous décrit désormais comme étant sans importance. » Afin d'éviter de mettre en avant la distinction sexuée homme/femme - qui pourrait s'opposer à l'interchangeabilité des sexes nécessaire au mouvement trans - Moore constate avec amertume le fait qu'une certaine gauche ne fera référence aux femmes qu'avec des termes comme « personnes qui ont un col de l'utérus », « parents qui couchent », ou encore « personnes qui ont des menstruations ». La revue scientifique particulièrement réputée *The Lancet* - signe une nouvelle fois de l'influence colossale de cette nouvelle idéologie - a redoublé d'élégance en parlant des femmes comme des « corps avec un vagin ».

et celui de *La Femme Eunuque*, alors personne n'est à l'abri. D'avant-garde à retrouvé, il n'y a désormais qu'un pas. Cette force d'intimidation a des conséquences bien réelles. Récemment, les règles « inclusives » du Comité international olympique ont permis à Laurel Hubbard - un homme biologique - de se qualifier dans la compétition d'haltérophilie féminine aux JO de Tokyo. Il devient ainsi de plus en plus évident que si rien n'est fait, ce sont les femmes qui paieront les pots cassés de ce mouvement idéologique. Dans la mesure où elle était une minorité majoritaire, le statut de « dominé » de la femme était déjà quelque peu suspect. Cette catégorie aura été utilisée pendant plusieurs années pour jouer le rôle précieusement systématique à opposer à l'homme, éternel bourreau. Cependant, son temps est désormais compté, car la voilà à présent reléguée au statut de dominante, de privilégiée. De par sa réalité biologique, elle pâtit indiscutablement d'un manque de « fluidité ». La supériorité déconstruite de l'idée du transgenre tient dans sa capacité - nous ne sommes pas à un paradoxe prêt - d'incarner le flux. Ainsi, « l'intersectionnalité des luttes » révèle ici ses contradictions internes : loin de « converger », ces luttes s'entredéchirent. Au fur et à mesure qu'elles se multiplient, elles se divisent. Et au Royaume-Uni, même le premier ministre conservateur n'ose plus rien dire. *« Pierre Valentin a publié en juillet dernier « L'Idéologie woke. Anatomie du wokisme », une note en deux parties à la Fondation pour l'innovation politique (think-tank libéral).*



PIERRE VALENTIN

La phrase « seules les femmes ont un col de l'utérus » est-elle « transphobe » ? : telle est la question auquel le premier ministre britannique a été sommé de répondre. Un symbole de l'inquiétante progression du mouvement woke outre-Manche, analyse le jeune auteur d'une note remarquée sur le wokisme pour la Fondapol.

Le statut de « dominé » de la femme était déjà quelque peu suspect. Désormais, son temps est compté, car la voilà reléguée au statut de privilégiée

J. K. Rowling a également pu constater les dangers du mouvement transgenre pour les féministes lorsqu'elle a osé dire que le sexe était une réalité biologique en 2019, ce qui lui valut à l'occasion d'être publiquement dégradée du statut de « féministe radicale » à celui de « TERF » (« trans-exclusionary radical feminist », c'est-à-dire « féministe radicale qui exclut les trans »). Même Germaine Greer n'aurait pas su non plus esquiver cette épithète. Qui eût pu imaginer il y a encore quelques années que la tête de proue du féminisme radical devienne infréquentable auprès de nombreux campus du Royaume-Uni ? Si le wokisme peut écraser l'auteur de *Harry Potter*

FABEN CLAREFOND



CHRONIQUE

Nicolas Baverez
@NicolasBaverez

L'impasse algérienne

Le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, a décidé la fermeture de l'espace aérien aux avions militaires français de l'opération Barkhane et le rappel de l'ambassadeur d'Algérie à Paris. Et ce en représailles à la division par deux des visas accordés aux Algériens et aux déclarations d'Emmanuel Macron sur le « système politico-militaire fatigué » qui dirige l'Algérie et sur la « rente mémorielle fondée sur la haine de la France » qui lui tient lieu de légitimité.

La glaciation durable des relations entre Paris et Alger constitue un nouvel échec de la diplomatie d'Emmanuel Macron. Sa relance du dialogue mémoriel autour du rapport de Benjamin Stora

comme la confiance et la cordialité qu'il a témoignées au président Tebboune ont été considérés comme autant d'aveux de faiblesse. Ils ont débouché sur le blocage de toutes les questions bilatérales, du laissez-passer consulaire avec un taux d'exécution des obligations de quitter le territoire français de 0,2% au statut des investissements en passant par la coopération dans la lutte contre les djihadistes au Sahel. Par ailleurs, le président français s'est une nouvelle fois fourvoyé avec ses commentaires hasardeux sur la nation algérienne qui n'aurait, selon lui, pas existé avant la colonisation française.

Sous le naufrage annoncé de la énième tentative de relance du dialogue entre Paris et Alger pointe la faillite de

l'Algérie. Elle partage avec le Venezuela d'être un pays immensément riche ruiné par un régime liberticide et corrompu, par un modèle d'économie socialiste et par la malédiction des matières premières. Le chômage touche un quart des actifs et plus de la moitié des jeunes. La pauvreté est endémique avec un revenu limité à 4 100 dollars par habitant et par an et des inégalités gigantesques. La tutelle de l'État sur l'économie va de pair avec une corruption endémique, nourrie par le contrôle des importations, des prix et des changes.

La situation s'est brutalement dégradée sous l'effet de quatre facteurs : l'explosion démographique avec plus d'un million de naissances par an ; la chute du prix des hydrocarbures qui a amputé le PIB de 40% entre de 2014 et 2020 ; l'épidémie de Covid ; enfin les incendies qui ont ravagé la Kabylie l'été dernier. La timide reprise enregistrée en 2021 avec l'envolée du prix des hydrocarbures n'offre qu'un répit provisoire.

Le blocage du développement a pour pendant l'immobilisme du système politique, que le départ forcé puis la mort d'Abdelaziz Bouteflika n'ont en rien résolu. La dictature de l'État-FLN adossée à l'armée et aux services de sécurité s'est accordé un nouveau sursis avec la désignation du président Tebboune. Mais le régime a été profondément déstabilisé par le Hirak et se trouve totalement paralysé : il ne peut ni se maintenir ni se réformer, ni céder le pouvoir ni l'exercer. Son seul ressort demeure la recherche de bouscous émissaires extérieurs tels que la France, le Maroc ou Israël, et son seul projet d'avenir la dénonciation du colonialisme qui a disparu depuis soixante ans.

Le peuple algérien a compris que le procès fait à la France – avec l'aide

de Recep Tayyip Erdogan – d'un génocide fictif et l'exploitation de la guerre d'indépendance se réduisent à des alibis brandis par le régime pour justifier ses échecs. Mais le Hirak, de plus en plus soumis à l'emprise des islamistes, ne parvient pas à offrir une alternative crédible.

L'Algérie est une bombe à retardement, dont l'explosion programmée serait catastrophique pour les Algériens, pour le Maghreb mais aussi pour l'Europe. Sa population atteindra 50 millions d'habitants en 2050. Son économie est promise à la ruine avec la fin de la rente pétrolière accablée par la lutte contre le réchauffement climatique. Sa dictature reste trop forte pour être renversée mais est trop faible pour diriger le pays et pour le réformer, ce qui la place à la merci d'un basculement vers une démocratie islamiste dont la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, de plus en plus influente, offre le modèle.

Au lieu d'osciller entre la soumission à la mythologie mémorielle et la passivité, la France et l'Europe doivent définir et mettre en œuvre une stratégie cohérente vis-à-vis de l'Algérie. Une stricte conditionnalité de l'aide, notamment pour la modernisation des infrastructures, à la réadmission des clandestins expulsés par les États membres de l'Union européenne. Une stratégie de codéveloppement fondée sur le secteur privé et les entrepreneurs. Le maintien des liens avec la société civile algérienne, vivante et connectée, en mobilisant la diaspora et le levier de la langue française. Le déploiement d'un système européen de surveillance et d'intervention en Méditerranée afin de pouvoir en assurer la sécurité en cas de déstabilisation du Maghreb, et notamment d'implosion de l'Algérie.

100 000 citations et proverbes sur [evene.fr](https://www.evene.fr)

ENTRE GUILLEMETS

11 octobre 1885 : naissance de François Mauriac à Bordeaux.



François Mauriac
Tout homme
a dans sa vie
un dieu à l'affût

TALLANDIER / BRIDGEMAN IMAGES

Nous, Européens, avons besoin du nucléaire !



L'enjeu est crucial : avons-nous réellement l'ambition de lutter contre le changement climatique

et de conquérir notre indépendance énergétique ? Allons-nous faire appel à nos meilleures armes pour décarboner notre économie ?

Le réchauffement climatique est la bataille d'aujourd'hui, pas de demain. Dans son dernier rapport, le Groupe d'experts Intergouvernemental sur le climat (IPCC) a été très clair dans ses prévisions : notre objectif de limiter notre réchauffement à 1,5° ou 2° C au XXI^e siècle, ne pourra être atteint que si nous diminuons drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre dans les huit ans à venir.

La hausse des prix de l'énergie montre aussi combien il est important de réduire très rapidement notre dépendance énergétique vis-à-vis des pays étrangers. Les tensions dans la fourniture d'énergie seront de plus en plus fréquentes. Nous n'avons pas d'autre choix que de diversifier nos sources d'approvisionnement, en faisant attention à ne pas augmenter nos importations d'énergie extra-européenne.

La décarbonation de notre économie demande des transformations immédiates et profondes dans notre production et dans nos modes de consommation, pour les rendre moins émettrices de CO₂. Ceci implique d'électrifier

massivement notre consommation et de développer des industries faiblement carbonées telles que l'hydrogène – qui nécessitent aussi, en retour, de produire plus d'électricité.

L'énergie nucléaire doit faire partie de la solution. Les énergies renouvelables jouent un rôle essentiel dans la transition énergétique, mais nous avons besoin d'autres sources d'énergie décarbonée pour répondre à nos besoins de manière constante et suffisante. L'énergie nucléaire est essentielle. Elle représente déjà près de la moitié de la production européenne d'électricité décarbonée.

L'énergie nucléaire constitue une ressource énergétique abordable, stable et indépendante. D'abord, parce qu'elle protège les consommateurs européens de la volatilité des prix, contrairement au gaz actuellement. Ensuite, parce qu'elle contribue de manière décisive à l'indépendance de nos sources de production d'énergie et d'électricité. C'est une énergie décarbonée disponible, qui peut produire une grande quantité d'électricité compétitive sans accroître notre dépendance à l'approvisionnement de pays tiers.

L'énergie nucléaire est sûre et innovante. Depuis plus de soixante ans, l'industrie nucléaire européenne a prouvé sa fiabilité et sa sûreté. Elle est l'un des secteurs les plus réglementés au monde, avec 126 réacteurs en service dans 14 pays européens. Les échanges constants entre les agences donnent à cette industrie la capacité de garantir les standards de sécurité les plus élevés dans le monde. C'est particulièrement vrai pour le traitement des déchets.

La filière nucléaire européenne est une industrie leader dans le monde, dotée de technologies de rupture

génères. Son développement pourrait générer près d'un million d'emplois très qualifiés en Europe. À mesure que se développe la coopération entre les États membres, nous serons bientôt capables de bâtir de nouveaux réacteurs modernes, tels que les petits réacteurs modulaires (SMR).

Ce sont toutes les raisons pour lesquelles le nucléaire doit être traité de la même manière que toutes les autres sources de production d'énergie décarbonée. Les traités européens permettent à chaque État membre de définir son propre « mix » énergétique. Il est essentiel que nos droits en la matière soient respectés et que toutes les technologies de production de CO₂ soient considérées de manière équitable.

Aussi, est-il absolument indispensable que l'énergie nucléaire soit incluse dans le cadre de la taxonomie européenne avant la fin de cette année. Toutes les analyses scientifiques demandées par la Commission européenne sur l'impact environnemental de l'énergie nucléaire aboutissent à la même conclusion : il n'existe aucune preuve scientifique que l'énergie nucléaire contribuerait davantage au réchauffement climatique que les autres énergies inclues dans la taxonomie.

Nous avons besoin de l'énergie nucléaire pour remporter la bataille du climat. Elle est notre meilleure arme pour mener ce combat. C'est une source d'énergie propre, sûre, indépendante et compétitive. Elle nous offre, à nous Européens, la chance de continuer à développer une industrie à forte valeur ajoutée, de créer des milliers d'emplois qualifiés, de renforcer nos ambitions environnementales et d'assurer

l'autonomie stratégique et énergétique de l'Europe. Ne laissons pas passer une occasion aussi cruciale.

* Roumanie : Virgil Popescu, ministre de l'Énergie et ministre par intérim de l'Économie, de l'Entrepreneuriat et du Tourisme ; Dan Vălcuțanu, ministre des Finances ; République tchèque : Karel Havlíček, vice-premier ministre, ministre de l'Industrie et du Commerce, ministre des Transports ; Finlande : Mika Tapani Linilu, ministre de l'Économie ; Slovaquie : Igor Matovic, vice-premier ministre et ministre des Finances ; Croatie : Zdravko Maric, vice-premier ministre et ministre des Finances, Tomislav Coric, ministre de l'Économie et du Développement durable ; Slovénie : Andrej Sirčelj, ministre des Finances, Jernej Vrtovec, ministre des Infrastructures ; Bulgarie : Andrej Zhivkov, ministre de l'Énergie ; Pologne : Tadeusz Kosciński, ministre des Finances, Michał Kurtyka, ministre du Climat et de l'Environnement ; Hongrie : Mihály Varga, vice-premier ministre, ministre des Finances.

Les rencontres du FIGARO

ALAIN FINKIELKRAUT CONFÉRENCE EN LIGNE

Mardi 12 octobre à 18h

Réservations : 01 70 37 18 18 ou www.lefigaro.fr/rencontres

LE FIGARO

Dassault Médias (actionnaire à plus de 95%)
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault, Olivier
Costa de Beauregard, Benoit
Habert, Bernard Monassier,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société editrice)
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président
Charles Edelstenne
Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeurs adjoints de la rédaction
Géran de Capelle (Économie),
Laurence de Charette (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Anne-Sophie von Clae
(Style, Art de vivre, F),
Anne Huët-Wullème (Edition,
Photo, Révision),

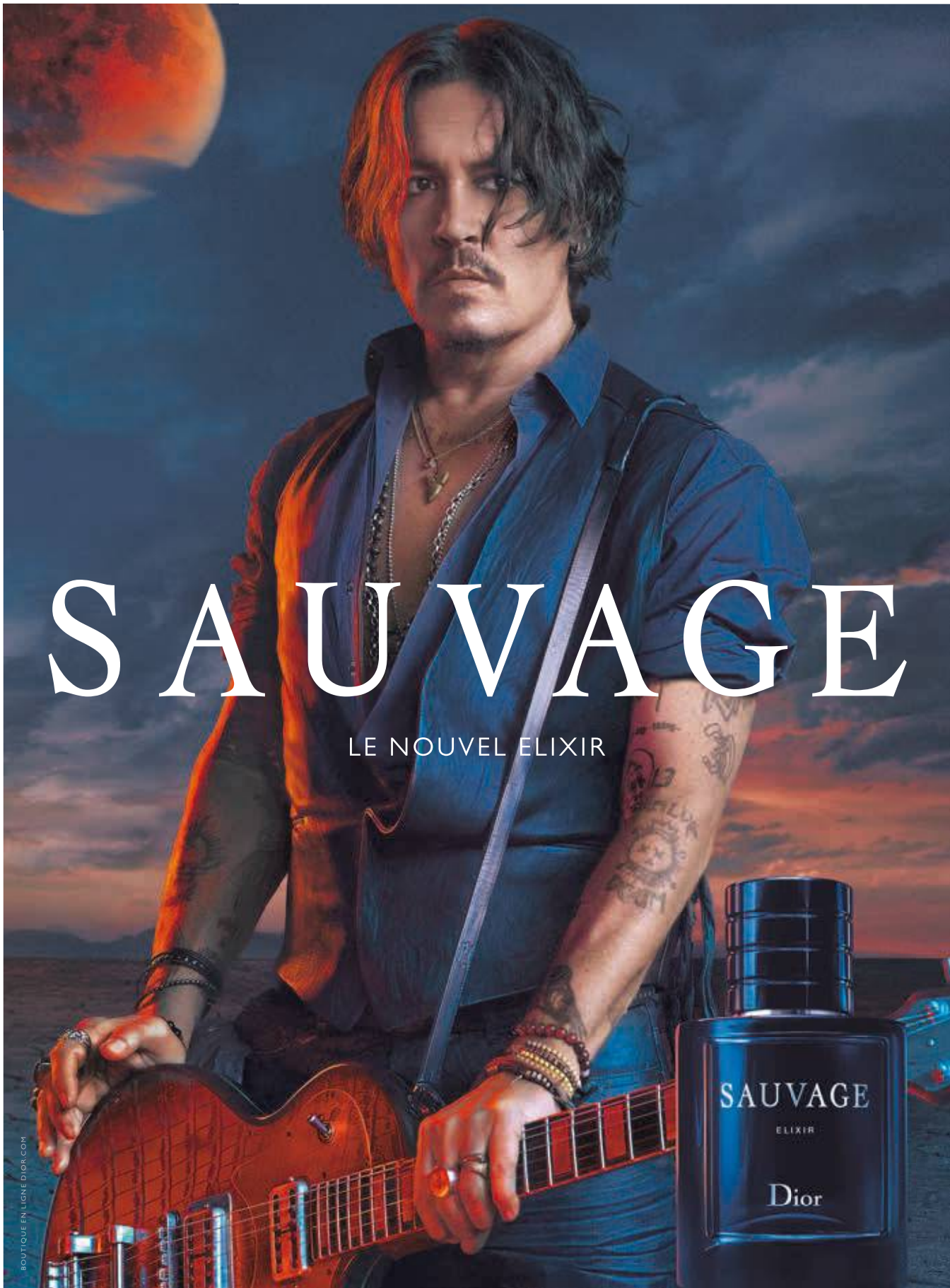
Philippe Gélie (International),
Étienne de Montety
(Figaro Littéraire),
Bertrand de Saint-Vincent
(Culture, Figaroscope, Télévision),
Yves Thread (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences),
Vincent Trémolet de Villers
(Politique, Société, Débats Opinions)

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
9, rue Pilet-Will, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann
75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Mét. Print. 30500 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :
sam. de 9h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 56 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club : 469 € Semestriel : 325 €, Week-end premium : 270 €
Imprime sur papier issu de forêts gérées durablement
Origine du papier : Allentagh. Taux de fibres recyclées : 100%. Ce journal
est imprimé sur un papier LFPM porteur de l'écolabel européen sous
le numéro F/011/001. Europublication : Prot. 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal
se compose de:
Edition nationale :
Pratiqué 20 pages
Cahier 2 Économie
Cahier 3 Le Figaro
et vous 8 pages



SAUVAGE

LE NOUVEL ELIXIR



DIOR

BOUTIQUE EN LIGNE DIOR.COM

LE FIGARO économie

lefigaro.fr/economie

FISCALITÉ
NOUVELLE TAXATION
DES MULTINATIONALES
À COMPTER DE 2023 **PAGE 29**



MÉDIAS
UN FONDS POUR
PRÉSERVER LA LIBERTÉ
DE LA PRESSE **PAGE 34**

> FOCUS

MACRON DÉVOILE MARDI «FRANCE 2030»

Avec plus d'un mois de retard sur le calendrier initialement prévu, Emmanuel Macron dévoilera ce mardi «France 2030», son plan d'investissement d'une trentaine de milliards d'euros. Le président de la République en présentera le contenu depuis l'Élysée, dans un discours qui le projettera bien au-delà de la présidentielle de 2022 et qu'il prononcera devant un parterre d'étudiants et de chefs d'entreprise. Ce plan, dont il avait brossé les contours lors de son adresse à la nation le 12 juillet, a pour objectif de «*bâtir la France de 2030 et de faire émerger dans notre pays et en Europe les champions de demain qui, dans les domaines du numérique, de l'industrie verte, des biotechnologies ou encore dans l'agriculture, dessineront notre avenir*». Le chef de l'État donnera «*un chiffre clair, précis et daté dans le temps*» de son montant, indique déjà son entourage qui avance une durée de cinq ans. Après la crise, «*c'est le moment de préparer la France aux succès économiques des vingt ou trente prochaines années*», avait justifié Bruno Le Maire, lors de la présentation du projet de budget 2022 qui sera amendé la semaine prochaine par les premières déclinaisons du plan. Le ministre de l'Économie avait cité les secteurs de l'hydrogène, des semi-conducteurs, de l'intelligence artificielle ou de l'avion bas carbone. Avec, à chaque fois, l'objectif d'accompagner la transition écologique. Le nucléaire devrait aussi figurer en bonne place dans le plan. Le gouvernement veut «*investir dans l'outil nucléaire*» et «*les énergies renouvelables en même temps*», a expliqué vendredi Stanislas Guerini, le délégué général de LREM, évoquant «*la construction de nouvelles centrales, des modèles plus petits, plus rapides*» à côté du développement «*des modèles EPR*». L'objectif du plan «France 2030» est encore de «*retrouver le chemin de l'indépendance française et européenne*», dit l'Élysée, mais aussi d'éviter le déclassement économique de l'Hexagone, notamment via des mesures portant sur les compétences qui viseront à augmenter la productivité du pays. **M. L.**

La patronne du FMI sur la sellette



KRISTALINA GEORGIEVA / BLOOMBERG. MONDELEZ. STOCK.ADOBBE.COM

Kristalina Georgieva, qui dirige l'institution financière basée à Washington depuis fin 2019, est accusée d'avoir demandé de modifier les résultats d'un rapport, pour servir les intérêts de la Chine, quand elle était numéro 2 de la Banque mondiale. Une deuxième réunion d'urgence en 48 heures du fonds doit décider de son sort. **PAGE 30**

Le groupe Carrefour rejette une OPA d'Auchan

Alexandre Bompard, son PDG, a mis fin aux discussions débutées en avril avec l'enseigne de distribution des Mulliez.

Jugeant l'opération trop compliquée, Alexandre Bompard, le PDG de Carrefour, a décidé de mettre fin aux discussions entamées fin avril avec l'Association familiale Mulliez (AFM), premier actionnaire d'Auchan, en vue du rapprochement des deux groupes qui aurait pu donner naissance à un géant de la distribution. Le comité stratégique de Carrefour a en effet validé jeudi soir la proposition de son patron de renoncer à toute opération entre les deux enseignes. Plusieurs schémas capitalistiques étaient sur la table, notamment une OPA d'Auchan sur Carrefour au prix de 21,50 euros l'action, payable à 70 % en cash. Les dirigeants d'Auchan et AFM, interrogés par *Le Figaro*, qui a révélé ce week-end l'opération, disent tomber des nues. Pour Carrefour, il s'agit du troisième dossier de rapprochement étudié en quatre ans, après ceux de Casino et du canadien Couche-Tard. **PAGE 31**

Un budget 2022 de la Sécu encore plombé par la crise de Covid-19

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2022, qui sera examiné ce mercredi en commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, reste encore très marqué par la crise sanitaire. Dépenses en hausse, absence d'économies réelles, poursuite des remboursements de vaccins et de tests... rien ne sera fait en cette année présidentielle pour braver les soins. Les revalorisations de salaire et les investissements pour l'hôpital, consécutifs au «Ségu de la santé» adopté en 2020, se monteront à 12,5 milliards d'euros l'an prochain. Le déficit restera quant à lui abyssal (il frôlera les 25 milliards d'euros), sans véritable perspective d'inversion de tendance avant la fin de la décennie, au mieux. **PAGES 28 ET 29**

le PLUS du FIGARO ÉCO

BLOC-NOTES

Facebook, le cygne noir
PAR JACQUES-OLIVIER MARTIN
PAGE 33

LIBRES ÉCHANGES

Pourquoi les Français jugent que leur pouvoir d'achat a baissé depuis 2017
PAR JEAN-PIERRE ROBIN
PAGE 33

DÉCIDEURS

Ludovic Cinquin (Octo Technology) : «L'entreprise ne change de management que si c'est vital»
PAGE 32

L'HISTOIRE

Face à Nutella, la guerre de la pâte à tartiner ne faiblit pas

Michel et Augustin, Nestlé Dessert, Bonne Maman... Depuis janvier, pas un mois ou presque ne passe sans qu'une grande marque de l'alimentaire ne lance sa recette de pâte à tartiner. Ce lundi, c'est le spécialiste du chocolat Milka (groupe Mondelez) qui tente l'aventure. Ou plutôt la retente. Le groupe avait fait une première incursion sur ce marché début 2019 avec Patamilka. Cette fois, le géant américain mise sur une recette renouée, sans huile de palme et sur un pot en verre. Surtout, il change de nom pour, face au mastodonte Nutella, s'appuyer sur la force de sa marque Milka. Objectif : gagner 3 % du marché à moyen terme, sur un rayon désormais très fourni. «*En France, nous sommes passés de 12 marques actives*

sur ce segment en 2012, à 21 en 2017 puis 30 en 2021», dénombre Sébastien Monard, directeur marketing chez Nielsen. Mécaniquement, Nutella, qui a choisi de conserver la même recette depuis cinquante-cinq ans, a perdu des parts de marché : lui qui détenait 85 % du segment au début des années 2010 en France, est descendu autour de 64 %. «*Ce niveau reste plutôt stable*

depuis trois ans», souligne toutefois le panéliste Nielsen. De fait, le dynamisme du marché - il a bondi de 6,6 % en 2020 à la faveur des confinements et est attendu en hausse de plus de 2 % en 2021 et 2022 - laisse de la place pour les nouveaux entrants. Face à Ferrero, un autre italien (Rigoni di Asiago) a réussi avec sa marque bio Nocciolata à s'adjuger près de 6 % du rayon en valeur. Derrière lui, la PME française Lucien Georgelin frôle les 4 % du marché. **OLIVIA DETROYAT**



Anne Hidalgo veut reposer la question du temps du travail

Anne Hidalgo, candidate à l'investiture PS pour la présidentielle d'avril 2022, entend «reposer la question du temps de travail» dans la campagne à venir. Et pas de son inexorable augmentation, qui, selon elle, est «un contresens». Pour la maire de Paris, qui se définit comme «la présidente du progrès social», poser le débat d'une baisse du temps de travail est «une évidence». Ni plus ni moins. «*Les conditions de travail se sont beaucoup dégradées, le télétravail a pris de l'ampleur*», a-t-elle ainsi expliqué ce dimanche dans «Dimanche en politique», sur France 3, alors qu'elle était interrogée sur l'idée, poussée notamment chez les Verts et par la CGT, de la semaine de travail de 32 heures. Cette proche de Martine Aubry, ministre qui a fait des 35 heures la durée légale du travail, juge qu'«il faut reposer la question de comment on parta-

ge son temps». Pour elle, «*ce n'est pas à un président de décider mais le politique est là pour donner une impulsion*» et «*la gauche a toujours donné cette impulsion*». Sans le nommer, la maire de Paris - qui s'est déjà singularisée en proposant de doubler le salaire des profs - attaque le président Macron, qui n'a de cesse, depuis les «gilets jaunes», d'encourager les Français à travailler plus et veut s'attaquer à l'âge de départ en retraite. «*Nous ne pouvons pas être un pays qui veut son indépendance, la reconquête sociale, économique et environnementale, et être un des pays où on travaille le moins tout au long de la vie en Europe*», avait martelé le chef de l'État au sortir du premier confinement, en juin 2020, avant de récidiver le 12 juillet en affirmant qu'il faudra à l'avenir «travailler plus longtemps et partir à la retraite plus tard». **M. L.**

Un budget 2022 de la Sécu sous perfusion

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, mercredi en commission, reste dominé par les mesures avec peu d'économies et beaucoup de dépenses. Côté recettes, le gouvernement mise sur des rentrées en très

SOCIAL Avec peu de mesures d'économies et toujours beaucoup de dépenses sur la santé, le dernier budget de la Sécu du quinquennat Macron est tout entier axé sur la sortie de crise sanitaire. Présenté lundi à l'Assemblée par le ministre de la Santé, Olivier Véran, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2022 sera examiné mercredi par les députés en commission des affaires sociales, avant d'arriver dans l'Hémicycle le 19 octobre.

Côté dépenses, ce sont toujours les mesures en faveur de la santé qui dominent, avec une enveloppe de 5 milliards pour les tests et la vaccination, un objectif national des dépenses d'assurance-maladie (Ondam) exceptionnellement dynamique, l'approfondissement de la mise en œuvre des engagements du « Ségur de la santé » et la poursuite des réformes de transformation du système de santé. « C'est un bon budget, qui tient les engagements pris. Nous ajoutons 2 milliards d'euros pour les revalorisations des sages-femmes et le médico-social, se félicite la députée LREM Stéphanie Rist (Loiret). C'est un soutien important au système de santé, avec un Ondam en hausse de 3,8 % et de 4,1 % pour l'hôpital. Ce sont de beaux chiffres, que nous sommes heureux de défendre. » Même son de cloche du député MoDem Cyrille Isaac-Sibille (Rhône) : « C'est un PLFSS généreux. Depuis quinze ans, on demandait aux hôpitaux de faire des économies et, pour la première fois, ce n'est pas le cas. »

Mais, dans l'opposition, ces efforts sont jugés insuffisants. À droite, le député LR Jean-Pierre Door (Loiret) juge que « ce PLFSS préélectoral n'est que de la poudre aux yeux », soulignant que « l'Ondam hospitalier qu'on nous serine à 4,1 % n'est en fait que de 2,7 % hors "Ségur" ». Le député LR Jean-Claude Grelier (Sarthe) déplore de son côté que « la médecine de ville reste le parent pauvre » et regrette « le manque de moyens mis sur la psychiatrie ». À gauche, le député PS Boris Vallaud (Landes) veut « attirer l'attention sur les oublis du Ségur, alerter sur la nécessité de réformes structurelles à l'hôpital, questionner le virage ambulatoire,

les difficultés d'effectifs, la gouvernance ». Et pour la députée LFI Caroline Fiat (Meurthe-et-Moselle), « toute économie demandée est une honte, il faut faire sauter l'Ondam ».

Les cordons de la bourse se délient aussi pour l'industrie pharmaceutique : le budget médicaments du gouvernement gonflera de plus de 1 milliard d'euros, même en tenant compte des traditionnelles réductions de dépenses (1,2 milliard d'euros d'économies prévues pour 2022). Alors qu'au plus fort de la crise sanitaire des médicaments essentiels, comme les curares, ont été sous forte tension, le budget prévoit d'accorder des crédits aux laboratoires qui investissent dans la production ou la recherche, en France et dans l'Union européenne. « On a vu durant la crise sanitaire qu'on n'était pas forcément au niveau. Il faut absolument que la France se réarme, et le PLFSS a cette vocation », affirme Cyrille Isaac-Sibille. Mais avec 1,2 milliard d'économie demandé au médicament, « on envoie le signal que ce n'est toujours pas en France qu'il faut s'installer pour innover, regrette le député LR Jean-Claude Grelier. Les prix sont tellement encadrés que si l'on a un vaccin à développer mieux que l'Allemagne. Ce n'est pas bon pour la souveraineté ».

Situation préoccupante

Toujours en matière de santé, le budget prévoit quelques mesures nouvelles de prévention avec la généralisation des parcours de prise en charge pour l'obésité des enfants, ou l'accès aux orthoptistes pour l'obtention de lunettes et lentilles sans prescription médicale. « Il faudra cadrer la cible sur les personnes les plus jeunes parce que la baisse de la vision peut être signe d'une autre maladie quand on est âgé », rectifie Stéphanie Rist, qui déposera un amendement en ce sens. Cyrille Isaac-Sibille défendra, lui, un amendement pour « instaurer un prix minimum sur les bières fortement alcoolisées à destination des jeunes ».

Si les questions sanitaires restent prédominantes après le choc de la pandémie, ce PLFSS ne compte

« aucune mesure sur la politique familiale », se désole Jean-Pierre Door. Il ne comporte pas non plus de mesures spécifiques sur les retraites, hormis quelques décisions à la marge, alors que la grande réforme systémique promise par le président de la République a été mise sur pause.

Enfin, le budget se contente d'un coup de pouce de 400 millions d'euros sur l'autonomie des personnes âgées alors que la loi grand âge a, elle aussi, été ajournée. Un montant jugé insuffisant, à droite comme à gauche. « On reste très loin du compte. Le besoin de financement était évalué par le rapport Libault à 8 ou 9 milliards d'euros par an, rappelle Jean-

21,6
milliards
d'euros

Déficit de la Sécu anticipé en 2022, versus 34,6 milliards cette année

12,5
milliards d'euros

Total des dépenses et investissements (hausse de salaires...) programmés en 2022 suite au « Ségur de la santé » adopté en juillet 2020

5
milliards d'euros

Enveloppe anticipée par le gouvernement pour le remboursement des dépenses de vaccins et de tests en 2022

136
milliards d'euros

Montant de la dette sociale (liée à la crise et à venir) qui a été transférée par le gouvernement en début d'année à la Cades pour l'amortir sur les marchés financiers

Carles Grelier. On pensait trouver une source de financement grâce à l'extinction de la dette sociale mais avec le Covid on est reparti pour dix ou quinze ans de dette. » Le gouvernement a bien créé une cinquième branche de la Sécurité sociale dédiée à l'autonomie, « mais il ne met pas de financement en face », déplore la députée LFI Caroline Fiat, qui déposera un amendement « pour financer la branche autonomie en taxant à 100 % les dividendes des Ehpad privés lucratifs ».

Côté recettes, le texte ne contient pas de mesures structurelles permettant de réaliser des économies, alors même que le déficit de la Sécurité sociale atteindra 21,6 mil-

liards d'euros en 2022, et restera supérieur à 10 milliards jusqu'en 2025. « Ce PLFSS ne vise pas l'austérité mais mise sur la relance, qui est forte, et les cotisations qui en découleront », défend la députée LREM Audrey Dufeu (Loire-Atlantique). « Les recettes reviennent beaucoup plus vite qu'on ne le pensait grâce à la croissance. Il ne faut pas réitérer les erreurs de 2008-2010 en cassant la reprise », confirme Cyrille Isaac-Sibille.

Mais, à droite, la situation financière est jugée très préoccupante. « Qu'il ait eu la crise, on le conçoit, mais il faut définir une trajectoire de retour à l'équilibre », martèle Jean-Pierre Door. Les recettes de l'Assurance-maladie



La retraite progressive étendue aux cadres

Malgré l'absence de réforme des retraites, Emmanuel Macron ne désespère pas de faire passer avant la fin du quinquennat quelques mesures sur les petites pensions ou le minimum contributif. Mais Jean Castex semble peu enclin à rouvrir ce dossier explosif à quelques mois de l'élection présidentielle, prétextant l'opposition tant du patronat que des syndicats à relancer le débat. Résultat, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2022 ne comporte que 7 articles sur les retraites : outre des mesures ponctuelles, notamment la sécurisation des droits à retraite des indépendants particulièrement impactés par la crise et le fait d'acter la revalorisation des petites retraites agricoles votée en juillet 2020, il étend dans l'article 55 la retraite progressive aux cadres et mandataires sociaux, qui en étaient jusqu'à présent exclus.

Cette disposition peu connue permet, à partir de 60 ans, de percevoir une partie de sa pension (de base et complémentaire) tout en exerçant une ou plusieurs activités à temps partiel. Une option intéressante car la retraite perçue pendant cette période est recalculée lors du départ définitif, en tenant compte des droits supplémentaires acquis durant la période travaillée à temps partiel. C'est toute la différence avec le

cumul emploi-retraite, qui ne permet pas d'acquies des droits supplémentaires même si l'on continue de cotiser.

« Ce dispositif est très intéressant car il permet d'aménager la fin de carrière et d'opérer un maillage entre les différents temps de vie. Comme l'apprentissage permet en amont aux jeunes d'entrer dans la vie active, la retraite progressive permet en aval aux seniors d'en sortir en douceur. C'est un élément fort que je portais dans la réforme des retraites et qui passe dans le PLFSS », explique au Figaro Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État aux retraites.

Inégalité face à la loi

En réalité, le gouvernement n'avait pas le choix : le Conseil constitutionnel a jugé que l'exclusion des cadres était constitutive d'une inégalité devant la loi. Il a donc prononcé l'abrogation du dispositif de retraite progressive applicable aux travailleurs salariés en le différant au 1^{er} janvier 2022 pour laisser au législateur le temps de rectifier.

Alors que 535 000 personnes sont en cumul emploi-retraite, seules 22 000 à 23 000 ont opté pour la retraite progressive. « Peut-être parce que les pouvoirs publics et les partenaires sociaux n'en ont pas assez fait la promotion », analyse Laurent Pietraszewski, qui incite « les salariés et

les employeurs à s'emparer de ce dispositif car il est intéressant pour les deux parties et correspond à un vrai besoin ».

Et le secrétaire d'État d'évoquer l'exemple concret, quand il était DRH à Auchan, d'une salariée au rayon fromagerie. « Elle connaissait toutes les références de fromages, les fournisseurs, tout un savoir qui nécessite d'être transféré à l'équipe. Si, au lieu de partir à la retraite, elle avait pu passer à temps partiel, tout le monde aurait été gagnant. La retraite se prépare avant côté salarié que côté employeur, en discuter en amont permet de se projeter », explique-t-il. N'y a-t-il pas un paradoxe à inciter les gens à partir à 60 ans en retraite partielle, alors que toutes les voix raisonnables appellent à augmenter l'âge de départ, à 64 ou 65 ans et même 67 ans, comme évoqué récemment par Edouard Philippe ? « Il n'y a aucune ambiguïté. Le président de la République a toujours dit qu'il voulait garder une protection sociale de haut niveau dans notre pays et qu'il fallait le financer par le travail, affirme Laurent Pietraszewski. Quand nous développons la retraite progressive, le CPF de transition, les transitions collectives (transco) qui facilitent la reconversion des salariés, notre but est toujours de permettre à chacun de se maintenir dans l'emploi, quel que soit son âge. » ■

Les complémentaires santé



DÉCRYPTAGE

Marie-Cécile Renault
@Firenault

Parce que c'était plus simple, plus rapide et plus efficace durant la crise sanitaire, la Sécu a pris toutes les dépenses à sa charge et remboursé à 100 % les vaccins, les tests, les téléconsultations... Exit les complémentaires santé (mutuelles, assureurs et institutions de prévoyance). L'État s'est en partie remboursé en leur appliquant une taxe Covid de 1 milliard d'euros en 2020 et de 500 millions cette année. Ce faisant, l'idée a germé au sein de l'exécutif de pousser plus avant ce système et supprimer les complémentaires pour les remplacer par une grande Sécu qui générerait tout le système, en empêchant au passage les cotisations.

« Pourquoi avoir deux payeurs ? Cela multiplie par deux les frais de gestion », font valoir les partisans d'une telle réforme, dénonçant les hausses de tarifs des mutuelles, les contrats verrouillés et l'opacité du système. « C'est la sovietisation assurée, le Gosplan, le retour des stalinotechnocrates, s'étranglant au contraire ses détracteurs. L'État, qui a fait la preuve de son incompetence en traînant un déficit de la Sécu depuis des années, veut éten-

dre le champ de son incompétence. » Eric Chenut, nouveau président de la Mutualité française, n'en pense pas moins : « Le totem de grande Sécu est illusoire. Cela n'existe dans aucun pays », jure-t-il, rappelant que le système actuel assure aux Français un des restes à charge les plus bas d'Europe.

Face à ce sujet sensible, Olivier Véran a chargé le Haut Conseil pour l'avenir de l'Assurance-maladie (HCAAM) de réfléchir aux moyens d'améliorer l'articulation entre Assurance-maladie obligatoire complémentaire (AMO) et Assurance-maladie complémentaire (AMC). Ses conclusions sont attendues fin octobre début novembre. Le rapport provisoire, consulté par Le Figaro, propose quatre scénarios. Soit une simple amélioration du cadre actuel. Soit - et c'est l'option poussée par le HCAAM - une extension du champ d'intervention de la Sécu pour aller vers une grande Sécu.

Un thème de campagne

« Cela reviendrait en quelque sorte à généraliser le dispositif des affections de longue durée (ALD) à tous les patients et toutes les prises en charge, précise le rapport. L'Assurance-maladie intervenant comme assureur unique pour un champ plus large des dépenses, cela rendrait aux ménages, sous forme d'augmentation de leur pouvoir d'achat, une fraction importante



Ce dispositif permet d'aménager la fin de carrière et d'opérer un maillage entre les différents temps de vie

LAURENT PIETRASZEWSKI, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX RETRAITES

Covid

sanitaires,
forte hausse.

(cotisations sociales et CSG) sont «notoirement insuffisantes alors que les dépenses explosent», alerte Jean-Claude Grelier. En l'absence de réformes structurelles fortes, le prochain président de la République devra annoncer que la Sécu est en cessation de paiements. Il faut réfléchir à la création de recettes nouvelles».

Malgré ces lourds enjeux, les députés vont être pris par le temps. Alors que le budget de la Sécu est un texte très technique, portant sur plus de 500 milliards d'euros, ils n'auront qu'une seule journée, celle de mercredi, pour en débiter en commission. «Le Parlement n'est plus un lieu de débat», se désole Caroline Fiat. ■ M.-C.R.



Aucune économie ne sera faite sur le dos de l'hôpital public, pas un euro ne sera économisé au détriment des patients et de ceux qui les soignent

OLIVIER VÉRAN,
MINISTRE DE LA SANTÉ

DÉFICITS ABYSSAUX... ÉTERNELS

L'expression «déficits abyssaux» pour qualifier le trou de la Sécu remonte à 2004. Elle avait été employée par Philippe Douste-Blazy, alors ministre de la Santé, qui promettait, avec un certain Xavier Bertrand comme secrétaire d'État chargé de la Sécurité sociale, la fin de la dérive des comptes sociaux pour 2007-2008. Las, il n'en fut rien et la Sécu, malgré les réformes plus ou moins volontaristes lancées sous chaque législature, n'a pas une seule fois été en excédent sur les vingt dernières années. Elle a frôlé le vert il y a quelques années (Marisol Touraine et Agnès Buzyn avaient d'ailleurs chacune annoncé la fin du trou de la Sécu) mais la crise du Covid a fait replonger le sempiternel déficit social à un niveau... abyssal. Et pour longtemps, aucune date pour un retour à l'équilibre n'étant visée par l'exécutif... ■ M.L.



Les conditions ne sont pas encore réunies pour envisager dès ce PLFSS des mesures structurantes de maîtrise des dépenses sociales

OLIVIER DUSSOPT, MINISTRE CHARGÉ DES COMPTES PUBLICS

ÉCONOMIE



Taxation mondiale : l'accord historique vise 2023 pour son entrée en vigueur

L'impôt minimum de 15% sur les multinationales et une plus juste répartition des profits du numérique sont soutenus par 136 pays.

ANNE CHEYVILLE
@AnneCheyville
ET PIERRE-YVES DUGUA
@PDugua

FISCALITÉ L'accord sur la fiscalité internationale, qui instaure pour la première fois un impôt minimum mondial, est qualifié d'«historique» par nombre de dirigeants. «Cela arrive une fois par siècle; la dernière fois, c'était en 1928!», clameur le directeur des affaires fiscales de l'OCDE, Pascal Saint-Amans, cheville ouvrière de cette réforme, au lendemain du consensus validé par 136 pays sur 140, qui pèsent 95% de l'économie mondiale. «C'est un point final à quatre ans de négociations intenses», s'est réjoui de son côté Bruno Le Maire vendredi soir, se félicitant du «premier rôle» joué par la France. «Enfin, les géants du numérique vont payer leur juste part d'impôt dans les pays, dont la France, dans lesquels ils font des profits. Enfin, nous pourrions lutter avec plus d'efficacité contre l'optimisation fiscale, grâce à un impôt minimal, dont le taux a été fixé à 15%», a ajouté le ministre de l'Économie française. Le compromis ne fait toutefois pas l'unanimité. Plusieurs économistes et ONG dénoncent une réforme au rabais, qui lèse les pays en développement, et critiquent le seuil d'impôt, trop bas, qui ne stoppera pas la course fiscale au moins-disant, beaucoup de pays ayant un taux bien supérieur. Décryptage d'un accord complexe.



Enfin, les géants du numérique vont payer leur juste part d'impôt dans les pays, dont la France, dans lesquels ils font des profits. Enfin, nous pourrions lutter avec plus d'efficacité contre l'optimisation fiscale, grâce à un impôt minimal, dont le taux a été fixé à 15%

Les géants du numérique paieront-ils plus d'impôts ? C'était l'objectif initial de la réforme : taxer davantage les Gafa (Google, Amazon, Facebook et Apple) champions de l'optimisation, qui ne paient quasiment pas d'impôt en logeant leurs profits dans des pays à fiscalité faible, voire nulle. Des pratiques facilitées par la nature de leur activité, qui repose sur des actifs immatériels, tels que la propriété intellectuelle (brevets, marques...). Un premier plan d'actions, lancé par le G20 en 2012, s'attaquait à ces montages sophistiqués très prisés des Gafa, comme le «sandwich hollandais» ou le «double irlandais». La nouvelle réforme, plus systémique, repose sur deux piliers. Le pilier 1 remet en cause la grande règle fiscale dite de l'établissement stable, qui détermine le droit à imposer d'un État en fonction de la présence physique (bâtiment, usine, salariés...) de l'entreprise. Cette règle n'est plus adaptée aux activités numériques (vente d'espace publicitaire sur internet, places d'e-marché...). qui ne nécessitent pas de locaux importants sur place. Ce pilier 1 prévoit désormais de redistribuer une part des droits d'impôt aux pays dits de marché, selon le chiffre d'affaires.

Le pilier 2 complète le dispositif en imposant un impôt minimum à l'échelle mondiale. En clair, quel que soit l'endroit où un profit sera localisé, il sera taxé à 15%. En d'autres termes, se félicite l'OCDE, c'est la fin des paradis fiscaux.

Quelles entreprises sont concernées par la réforme ?

Elle ne se limite plus au secteur du numérique. Le champ a été élargi, sous la pression de Washington qui ne voulait pas pénaliser ses champions nationaux. En outre, tous les secteurs d'activité se numérisent, les frontières s'estompent. Le pilier 1 porte sur la centaine d'entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 20 milliards de dollars (le seuil pourra être ramené à 10 milliards au bout de sept ans) et qui dégagent une rentabilité élevée. Ainsi, au-delà des Facebook et autres Google, des groupes français comme LVMH ou L'Oréal seront concernés. Les services financiers et les industries extractives, déjà réglementés, en sont exclus. Un nombre plus important sera assujéti à l'impôt minimum de 15% puisque le pilier 2 couvre les multinationales au-delà de 750 millions de dollars de chiffre d'affaires.

Quels pays recevront de nouvelles recettes fiscales ?

L'OCDE évalue le surcroît de recettes fiscales mondiales liées au pilier 1 à 125 milliards de dollars. Le partage du gâteau a fait l'objet d'âpres batailles, entre pays riches et économies en développement. Il est acté qu'au-delà de 10% de rentabilité, qui sont taxés dans les pays où est implanté le siège de l'entreprise, 25% de ce «surprofit» seront répartis entre les pays de «consommation», en fonction du chiffre d'affaires. Les grands émergents, dont le Brésil, la Turquie et l'Inde, réclamaient 30% quand les États-Unis et certains pays européens voulaient limiter à 20%. Il faut par ailleurs un seuil minimum de chiffre d'affaires - au moins 1 million d'euros - dans un État pour qu'il puisse bénéficier de la mesure, ou 250 000 euros si son PIB est inférieur à 40 milliards d'euros. En clair, plus la taille des marchés est grande, plus les États y gagneront. «Les pays riches vont se partager la part du lion», déplore Lison Rehlinger, de CCFD - Terre solidaire. Selon Oxfam, 52 pays recevront à peine 0,025% de leur PIB en recettes supplémentaires. Le nouveau taux d'impôt à 15% pourrait quant à lui générer de l'ordre de 150 milliards de dollars de recettes annuelles à l'échelle mondiale.

La France sera-t-elle gagnante ?

Il n'est pas facile de faire une évaluation précise tant que la réforme n'est pas pleinement mise en place.

En juin, avant que tous les paramètres ne soient définis, l'Observatoire européen de la fiscalité avait calculé qu'un impôt mondial à 15% rapporterait 4 milliards d'euros de recettes annuelles supplémentaires. Cela dépendra de ce que vont faire les États qui, aujourd'hui, affichent un taux inférieur, s'ils décident de s'aligner sur ce seuil. Sur le papier, la France peut y gagner. Un exemple : si une entreprise est taxée à 9% en Hongrie, le fisc français pourra prélever la différence. Mais le diable est dans les détails. Au-delà du taux, ce qui compte, c'est de savoir sur quels revenus impossibles il s'applique. La Hongrie et l'Irlande (taux d'IS à 12,5%) ont arraché des exemptions pour ne pas pénaliser leur compétitivité, sur le pourcentage des actifs corporels et de la masse salariale qui peut être déduit de l'assiette. Le gain sur le pilier 1 est à double tranchant : la France est un grand marché, elle devrait donc récupérer plus de recettes des Gafa mais inversement en perdre de ses deux géants du luxe et de la cosmétique français, LVMH et L'Oréal, qui comptent de plus en plus de clients en Chine.

Quand les entreprises commenceront-elles à payer ?

Le compte à rebours est lancé pour une application de la réforme début 2023. Le pilier 1 s'appuiera sur une convention multilatérale. Pour la mise en œuvre du pilier 2, l'OCDE prévoit de rédiger des règles types qui pourront être traduites dans le droit de chaque pays. L'Union européenne, pour sa part, fixera une règle commune sous la forme d'une directive pour faciliter le passage à 15%. Tant que la réforme n'est pas pleinement en vigueur, Bruno Le Maire l'a répété, la taxe nationale sur les géants du numérique, votée en 2019, continuera de s'appliquer.

Y a-t-il un risque de blocage politique aux États-Unis ?

Fort de la moitié des 100 sièges au Sénat, les élus républicains peuvent tenter le compromis à 136 pays. Ils arguent que 67 des 100 sénateurs doivent se prononcer en faveur de l'accord pour qu'il soit ratifié car il s'agit de changer des traités fiscaux bilatéraux. S'agissant du volet sur l'impôt minimum à 15% des profits des multinationales, le Trésor pense que ces dispositions peuvent être incluses dans le vaste texte en discussion au Congrès qui comprend des hausses d'impôts et la création de programmes sociaux sur lesquels les démocrates eux-mêmes se déchirent. Janet Yellen, la secrétaire au Trésor, compte employer une procédure pour faire adopter le texte avec une seule voix de majorité au Sénat. Mais beaucoup d'autres éléments peuvent faire capoter cette approche. ■



Au CHU de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), début septembre. Le PLFSS 2022 prévoit une hausse du budget de 4,1% pour les hôpitaux.

CARLA BEHNHARDT-LUDOVIC MARRIN/AFP, JEAN-CHRISTOPHE MARMARA-FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

dans le viseur

des charges de gestion des complémentaires (qui représentent 7,6 milliards d'euros en 2019). »

Troisième proposition : mettre en place une assurance complémentaire obligatoire pour tous, mais «l'obligation d'assurance porterait sur un panier de soins au contenu défini par l'État». Dernière option, décroiser les domaines d'intervention de la Sécu et des complémentaires : la mutuelle deviendrait une assurance «supplémentaire» prenant en charge un panier de soins différent de celui de la Sécu, constitué de l'optique, du dentaire, des audioprothèses et des dépassements d'honoraires. Le panier de soins public serait remboursé à 100%.

Nul ne sait ce que décidera le président de la République, qui n'aura sans doute pas le temps de lancer ce chantier avant les élections mais crante le sujet pour la campagne présidentielle. Une chose est sûre : les relations se sont envenimées tout au long du quinquennat entre Emmanuel Macron et les complémentaires qui ont freiné des quatre fers pour mettre en œuvre sa promesse du «100% santé», renacé à modérer leurs tarifs au moment de la crise des «gilets jaunes» comme le chef de l'État le leur demandait, ou rechigné à payer la «taxe Covid» en compensation des économies réalisées durant la crise sanitaire. ■

La directrice du FMI sur un siège éjectable

Kristalina Georgieva, alors à la Banque mondiale, aurait contribué à embellir des chiffres sur la Chine.

FABRICE NODÉ-LANGLAIS
@fnodelanglais

MULTILATÉRALISME Le FMI ébranlé par une nouvelle crise. Dix ans après le scandale du Siftel à New York, qui provoqua la démission de Dominique Strauss-Kahn, l'actuelle directrice générale du Fonds monétaire international, Kristalina Georgieva, se retrouve à son tour sur un siège éjectable. En cause, cette fois : des soupçons de manipulation de données quand elle était à la Banque mondiale pour complaire à la Chine. Le conseil d'administration du FMI, instance composée de 24 membres, devait de nouveau se réunir dimanche, deux jours après une séance de crise, pour examiner la situation délicate de la directrice avec « l'idée de parvenir à une conclusion très bientôt », indique une source proche du dossier à l'AFP.

Cette déstabilisation de l'institution de Washington, qui prête des milliards de dollars aux pays en difficulté, tombe au plus mauvais moment. Ce lundi s'ouvre en effet la semaine annuelle de réunions la plus importante du fonds. De nombreux ministres des Finances et gouverneurs de banques centrales des 190 États membres se rendent physiquement à Washington, après une édition 2020 « en distanciel », pour discuter de la sortie de crise, de la répartition des 650 milliards de dollars supplémentaires débloqués par le FMI ou encore des menaces inflationnistes.

Sept places gagnées

Que s'est-il passé pour que l'économiste bulgare de 68 ans, ancienne commissaire européenne, aux commandes du fonds depuis octobre 2019, se retrouve ainsi au cœur du cyclone ? Et ce alors qu'il y a deux ans, dans les vastes halls du siège du FMI, à quelques rues de la Maison-Blanche, les ministres ne tarissaient pas d'éloges sur la convivialité, la franchise et l'autorité de Kristalina Georgieva, qui orchestrait ses premières « réunions d'automne ».

CHRONOLOGIE

JANVIER 2017
Kristalina Georgieva est nommée DG de la Banque mondiale.

31 OCTOBRE 2017
La Chine est classée 78^e dans le rapport « Doing Business » de la Banque mondiale. Quinze jours avant la publication, elle était 85^e.

JANVIER 2021
La Banque confie une enquête au cabinet d'avocats WilmerHale sur les manipulations de « Doing Business ».

17 SEPTEMBRE 2021
Le rapport WilmerHale pointe le rôle de Kristalina Georgieva dans « l'affaire chinoise ».

10 OCTOBRE 2021
Le conseil d'administration du FMI évalue la situation de Georgieva, devenue DG du Fonds monétaire international depuis 2019.

L'affaire, qui a éclaté le mois dernier, concerne le précédent poste de la Bulgare, juste de l'autre côté de la « 19^e rue Nord-Ouest », à la Banque mondiale. De 2017 à 2019, Kristalina Georgieva a été directrice générale, c'est-à-dire numéro 2, car cette institution, à la différence du FMI, a un président. Jim Yong Kim, américain d'origine coréenne, occupait alors le poste.

Ce n'est qu'après le départ de la Banque des principaux protagonistes du « dossier chinois » que des employés ont saisi le comité d'éthique de l'institution. Laquelle a jugé les soupçons suffisamment sérieux pour confier, en janvier 2021, une enquête au cabinet d'avocats WilmerHale. Et les quinze pages de ses conclusions, rendues publiques par la Banque le 17 septembre, sont accablantes.

Visite à domicile

Les faits litigieux remontent à octobre 2017. Le 11, le service chargé de rédiger l'un des rapports annuels phares de la Banque, « Doing Business », sur le climat des affaires, informe le cabinet du président que pour l'édition 2018 à paraître la Chine recule de sept places, passant du 78^e au 85^e rang. Dans les pays émergents, ce classement qui détaille, à partir de milliers de données, les obstacles fiscaux, législatifs et bureaucratiques qu'affrontent les entreprises, est surveillé de près par les gouvernements. Les bons résultats sont claironnés, les moins bons peuvent servir d'aiguillons pour réformer et de boussolle pour les investisseurs internationaux.

Or, depuis mai 2017, détaille le rapport d'enquête, des dirigeants chinois multiplient les démarches auprès du président Jim Yong Kim pour se plaindre du classement 2017 et font savoir qu'ils espèrent progresser en 2018. Embarrassé par la chute de sept places, encore confidentielle, l'entourage du président Kim demande le 17 octobre comment améliorer le score de la Chine. Le lendemain, Kristalina Georgieva, alors directrice générale, entre en scène et demande aux équipes de « Doing Business », ce que donnerait le score si, au lieu



Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international, le 26 août à Berlin.

CLEMENS BILAN/POLY/PICTURE ALLIANCE/DPA/AP IMAGES

de prendre les notes moyennes de Shanghai et Pékin, seules les meilleures notes étaient retenues. Finalement, les notes de trois indicateurs évaluant des réformes en cours sont volontairement gonflées. Lorsque paraît « Doing Business », le 31 octobre 2017, la Chine se classe au 78^e rang, comme l'année précédente.

L'enquête pointe le rôle actif d'un conseiller de Kristalina Georgieva, Simeon Djankov, un compatriote bulgare (ancien ministre) passé comme elle par la Banque mondiale une première fois au milieu des années 1990. Ce dernier a aussi agi pour modifier le classement de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis (positivement) et de l'Azerbaïdjan (négativement).

Plus embarrasant pour l'actuelle patronne du FMI, elle a, au cours d'une réunion avant « correction » du score chinois, tancé un cadre de la Banque pour sa « mauvaise gestion de la relation avec la Chine », selon le rapport WilmerHale. Autre élément troublant : durant le week-end des 28 au 29 octobre 2017, Kristalina Georgieva fait le déplacement jusqu'au domicile d'un cadre de la Banque pour récupérer une copie

du rapport « Doing Business ». Interrogée par le cabinet d'avocats, elle dit ne pas se souvenir pourquoi elle a pris la peine d'aller chez cet employé.

En plus des faits précis, déduits de l'examen de 80 000 documents et d'entretiens avec « trois douzaines » d'employés de la Banque, anciens ou encore en poste, WilmerHale les replace dans le contexte : en 2017-2018, les dirigeants de la Banque menaient des négociations sur la répartition du capital. La Chine souhaitait que ses droits de vote reflètent ses nouveaux engagements financiers. Pour Kristalina Georgieva, citée par WilmerHale, le multilatéralisme était en jeu.

Bataille de Nobel

La patronne du FMI a contre-attaqué en estimant que le rapport WilmerHale ne reflète pas ses actes concernant « Doing Business 2018 ». Mais l'affaire, qui met en lumière les pressions de Pékin sur les organisations internationales pour y peser davantage, fragilise les deux institutions jumelles de Bretton Woods. Les voix se multiplient pour appeler à la démission de Georgieva, de l'influent hebdomadaire *The Economist* en pas-

sant par le Nobel d'économie Paul Romer, qui fustige le « manque d'intégrité » de la Banque et de sa directrice de l'époque.

En face, le camp des soutiens compte aussi son Nobel. Joseph Stiglitz, par ailleurs ex-économiste de la Banque mondiale (1997-2000), accuse le rapport WilmerHale de discréditer indûment Georgieva, cible de forces conservatrices. Sa thèse : l'actuel Président de la Banque mondiale, David Malpass, nommé par Donald Trump, aurait intérêt à déstabiliser Kristalina Georgieva soutenue – jusqu'ici – par l'Administration Biden.

Paris, qui avait validé la candidature de la Bulgare au FMI pour succéder à Christine Lagarde (appelée à la BCE) l'appuie toujours et salue son action. « Pour l'instant, aucun élément présenté ne justifierait de lui retirer notre confiance », indique Bercy.

Le sort de Kristalina Georgieva est entre les mains de l'Administration américaine. Les discussions vont bon train au Trésor à son sujet. Les États-Unis restent le premier actionnaire du FMI, avec 16,5% des droits de vote, loin devant la Chine (6,08%) et la France (4,03%). ■

Le gouvernement indien cède Air India au géant Tata

Le conglomérat industriel, qui a fondé la compagnie en 1932 avant sa nationalisation en 1983, reprend les rênes.

EMMANUEL DERVILLE
NEW DELHI

INDE Après vingt ans d'attente et à la troisième tentative, le gouvernement indien y est enfin arrivé. Vendredi, il a annoncé la privatisation d'Air India, de sa filiale low cost Air India Express, et de la branche fret et manutention du groupe. Le conglomérat Tata l'a emporté en mettant 180 milliards de roupies (2 milliards d'euros) sur la table.

Le ministère des Finances n'a pas boudé son plaisir en officialisant la vente. Il a souligné que la compagnie, qui n'a plus réalisé de bénéfice net depuis quatorze ans, aspirait 6 milliards de roupies (70 millions d'euros) d'argent public chaque mois. « Le premier ministre Modi a vraiment démontré sa capacité à prendre des décisions fortes dans l'intérêt de l'Inde et pour le bien de la population », s'est vanté samedi le ministre du Commerce et de l'Industrie, Piyush Goyal. En réalité, les autorités ont

échoué à redresser l'entreprise dont elles devront assumer la majeure partie de la dette. Retour en arrière.

La première tentative de privatisation remonte à 2001. En vain. En 2017, le gouvernement Modi retente le coup. Il veut maîtriser les dépenses publiques alors que la croissance économique a commencé à ralentir. Mais les candidats ne se bousculent pas vu les conditions imposées : le pouvoir fédéral veut conserver 24% du capital. Il enjoint aussi les repreneurs éventuels d'endosser une part significative de la dette estimée à 615 milliards de roupies (7,2 milliards d'euros). Finalement, le gouvernement consent à supprimer ses deux exigences.

Tata va donc acquérir 100% des parts, quelque 120 appareils court, moyen et long-courriers, ainsi que 6 200 créneaux d'atterrissage et de stationnement dans des aéroports indiens et étrangers. En échange, le conglomérat récupérera 153 milliards de roupies de la dette d'Air India et versera 27 mil-

La transaction devrait être finalisée d'ici à la fin de l'année 2021.
R. DUVIGNAU/REUTERS



liards. Le contribuable indien devra assumer le reste de l'endettement qui s'élèvera à 5 milliards d'euros une fois la transaction finalisée d'ici à la fin de l'année. Il paie ainsi plusieurs décennies de corruption et de mauvaise gestion.

Soupçons de malversations

Une kyrielle d'hommes d'affaires ont défilé à la tête d'Air India depuis trente ans. Certains ont tenté de motiver les salariés et d'améliorer la gestion financière avant

de jeter l'éponge. « Chez Air India, on ne punit personne et on ne récompense personne. Les ânes et les chevaux de course sont traités de la même manière », se lamentait-il y a quelques années Russi Mody, qui avait dirigé la compagnie entre 1993 et 1996. Plusieurs de ses successeurs ont dénoncé l'ingérence de la classe politique, signe que l'entreprise est saignée à blanc par la corruption. Des soupçons de malversations entourent notamment l'achat et la vente d'avions de ligne.

Dans un rapport paru en 2017, le bureau du contrôleur général (CAG), l'équivalent indien de la Cour des comptes, critique la cession à prix cassés de cinq Boeing 777 à Etihad Airways en 2013 alors que, sept ans plus tôt, Air India avait acheté 68 avions, dont huit 777, auprès du constructeur américain pour 11 milliards de dollars.

L'arrivée au pouvoir de Narendra Modi en 2014 n'améliore pas les choses. Le rapport du CAG note que, sur l'exercice fiscal

2 milliards d'euros

Montant mis sur la table par le conglomérat Tata pour racheter la compagnie nationale déficitaire

2014-2015, Air India a sous-estimé ses pertes à hauteur de 20 milliards de roupies. Pendant cinq ans, le gouvernement Modi injecte près de 3 milliards d'euros pour redresser la compagnie qui continue de perdre de l'argent. La privatisation s'enlise.

Et quand la pandémie éclate en 2020, la situation financière s'aggrave. Résultat, la dette d'Air India a grimpé de 20% en six ans. Le gouvernement espère rembourser une partie rapidement : « La vente n'inclut pas certains actifs comme des terrains et des biens immobiliers évalués à 147 milliards de roupies (1,7 milliard d'euros) », relève le communiqué officiel. ■

Carrefour-Auchan, les secrets d'une union ratée

Les pourparlers n'ont pas abouti, malgré un projet d'offre d'Auchan. Carrefour a jugé le dossier trop complexe.

MARIE BARTNIK @mariebartnik
ET IVAN LETESSIER @ivanletessier

DISTRIBUTION Le mariage entre Carrefour et l'empire de la famille Mulliez (Auchan, Decathlon, Leroy Merlin, Boulanger, Kiabi...) aurait créé un géant de la distribution alimentaire et non alimentaire. Mais il n'aura pas lieu. Ainsi l'a décidé le PDG de Carrefour, Alexandre Bompard. Le comité stratégique du distributeur, réuni jeudi soir, a avalisé sa proposition d'y renoncer ; la décision a été ensuite transmise au conseil d'administration de Carrefour et aux représentants des 800 membres de l'Association familiale Mulliez (AFM), premier actionnaire d'Auchan (97%) et des enseignes de la galaxie fondée au début des années 1960 par Gérard Mulliez. « Trop complexe », a jugé Alexandre Bompard après des mois de réflexion.

Ainsi se clôt un dossier ouvert fin avril, lorsque Barthélémy Guislain, le président de l'AFM, fait le premier pas vers Carrefour. Des deux groupes, Auchan, très dépendant des grands hypermarchés, format en perte de vitesse, est le plus à la peine. Muni d'un mandat du conseil de gérance de l'AFM pour entamer des pourparlers, en lien avec Edgar Bonte, le patron d'Auchan Retail, Barthélémy Guislain s'entoure des conseils de la banque d'affaires Lazard et du cabinet d'avocat Cleary Gottlieb. Carrefour missionne les banques d'affaires Morgan Stanley et D'Angelin & Co, ainsi que les cabinets d'avocats Darrois et BDGS.

Le prestige de l'aréopage de conseils témoigne de l'enjeu du projet. Carrefour, dont les ventes et les profits progressent depuis plu-

Alexandre Bompard, PDG de Carrefour (à gauche), et Barthélémy Guislain, président de l'Association familiale Mulliez (à droite).
SEBASTIEN SORIANO/
LE FIGARO,
FRANCK CRUSIAUX/REA



sieurs trimestres, a sans doute moins besoin qu'Auchan d'une alliance industrielle et stratégique, même si son cours de Bourse peine à décoller. Mais après les infructueux échanges en vue d'un mariage avec Casino (en septembre 2018) et le veto gouvernemental à l'OPA préparée par Couche-Tard début 2021, le PDG estime de son devoir d'étudier tous les schémas possibles.

Pour Alexandre Bompard, le plus important est d'inclure dans toute réflexion avec Auchan des partenaires englobant les enseignes non alimentaires de la galaxie. Les représentants de l'AFM et d'Auchan y sont favorables. Plusieurs schémas capitalistiques sont étudiés avant l'été : dans l'un, Carrefour prend le contrôle d'Auchan ; dans l'autre,

Conséquences sociales

La révélation fin septembre par *Le Monde* de discussions entre Carrefour et Auchan provoque une réaction éruptive de Gérard Mulliez. « Auchan n'est pas à vendre », tonne le patriarche dans *La Voix du Nord*, avant d'être rappelé à l'ordre par le conseil de gérance de l'AFM, qui veut faire aboutir les discussions et présenter officiellement son projet d'OPA amicale. Celui-ci aurait pu être rendu public ces jours-ci si les

forces en présence à la tête de Carrefour étaient tombées d'accord.

Le camp nordiste assure que les conseils d'Auchan ont adressé fin septembre à ceux de Carrefour une lettre non engageante détaillant la dernière mouture de leur projet : une OPA d'Auchan sur Carrefour au prix de 21,50 euros l'action, payable à 70% en cash et 30% en titres Auchan. C'est 34% de plus que le cours de Carrefour vendredi dernier, et 7,5% de plus que les 20 euros qu'était prêt à payer Couche-Tard en janvier. Selon Auchan, ce projet aurait permis de dégager 2 milliards d'euros de synergies et de créer 5 milliards d'euros de valeur industrielle par la mise en commun des actifs et expertises des deux groupes dans la

distribution physique, le digital et les données clients.

Le comité stratégique du board de Carrefour se réunit le 30 septembre. Avant de donner une réponse à Auchan en vue d'une offre ferme, il examine les nombreux obstacles à un mariage. Celui-ci mettrait deux ans à se concrétiser et l'ampleur des cessions d'actifs à mettre en œuvre pour obtenir l'aval de l'Autorité de la concurrence est inconnue. Cela fait peser une menace sur le prix payé aux actionnaires de Carrefour à l'issue de l'OPA, malgré les engagements d'Auchan. La famille Moulin, premier actionnaire de Carrefour, trouve par ailleurs que la valorisation d'Auchan établie par les conseils (plus de 6 milliards d'euros) est trop élevée et que la cotation en Bourse d'Auchan, prévue dans le schéma, est trop risquée. Elle redoute aussi les conséquences sociales d'une fusion.

Mercredi, la famille Moulin réclame à Auchan une OPA entièrement payée en cash à 22 euros l'action et la possibilité de céder leur part immédiatement. Les Nordistes ont jusqu'à ce dimanche 11 heures pour répondre. Las. Vu la complexité du sujet, Alexandre Bompard préfère lâcher l'affaire dès jeudi. Les dirigeants de l'AFM et d'Auchan tombent des nues. « Pendant cinq mois, dans aucune des réunions tenues avec Alexandre Bompard et ses principaux collaborateurs, nous n'avons eu vent de réticences liées à la complexité du projet, regrette un acteur du dossier. Le gouvernement était informé du projet et ne s'y opposait pas. Il est dommage que les intérêts particuliers d'un grand actionnaire l'aient emporté sur l'intérêt du projet et celui de l'ensemble des actionnaires de Carrefour. » ■



Bousculés, les concessionnaires auto cherchent à se diversifier

Emil Frey, le numéro un en France, mise sur la location longue durée et le reconditionnement de véhicules.

S'associer avec le leader de la location longue durée et le premier groupe bancaire en Europe est une force

HERVÉ MIRALLES, PRÉSIDENT DE EMIL FREY FRANCE

VALÉRIE COLLET @V_Collet

AUTOMOBILE Les concessionnaires auto s'organisent pour assurer leur avenir face aux révolutions qui affectent leur métier. Ces derniers mois, ils subissent la baisse des commandes de voitures neuves, en raison des délais de livraison allongés par le manque de puces.

Mais un autre front a aussi été ouvert par les constructeurs automobiles, désireux de réduire leurs coûts de distribution. En mai, Stellantis a été le premier à dénoncer l'ensemble des contrats et à lancer un round de négociation avec ses revendeurs. L'évolution de la réglementation européenne, atten-

due en mai 2023, a justifié cette remise à plat. « C'est vraiment un big bang pour notre profession, constate le dirigeant d'un groupe de concessions qui participe aux discussions avec Stellantis. Dorénavant, nous n'aurons plus de marge de manœuvre pour discuter du prix du véhicule. Il sera fixé par le constructeur. Nous ne reprendrons pas la voiture des clients. Libre au constructeur de nous la revendre comme le font les loueurs de location longue durée. »

Activité menacée

Face à ces vents contraires, les concessionnaires doivent donc se battre pour maintenir leur fonds de commerce à flot. Emil Frey, le premier groupe de distribution auto-

mobile français vient ainsi de prendre une série d'initiatives destinées à doper ses revenus ces prochaines années. D'abord, il se diversifie dans le reconditionnement de véhicules d'occasion. Une remise en état industrialisée qui assure une bonne marge à la revente. L'activité est rentable si l'on se fie aux résultats d'Aramisauto, la filiale de Stellantis. Ainsi Emil Frey s'est associé avec BC Auto Enchères, une place de marché de véhicules d'occasion pour les professionnels, afin de créer d'ici à 2025 cinq centres de reconditionnement de véhicules d'occasion (CRVO) maillant le territoire. Les deux partenaires de l'entreprise conjointe visent le reconditionnement de 150 000 par an et la créa-

tion de 1 200 emplois à terme. Deuxième axe de développement, une offre de location moyenne (trois à six mois) et longue durée (jusqu'à soixante-douze mois) aux entreprises grâce à un partenariat avec Arval, la filiale de BNP Paribas spécialisée dans la location de longue durée auprès de grands comptes. Baptisée Autosphère Lease, elle devrait à terme représenter une flotte de 20 000 véhicules de toutes marques.

« Nous lancerons cette offre en février prochain », explique Hervé Miralles, le président de Emil Frey France. La force de vente de nos 230 concessions sera mobilisée. S'associer avec le leader de la location longue durée et le premier groupe bancaire en Europe est une force. » De

son côté, Arval gèrera le back-office et l'aide aux vendeurs des concessions. Le partenariat, prévu pour dix ans, sera progressivement étendu à la location et la vente de véhicules d'occasion. Les centres de reconditionnement pourront ainsi être alimentés par l'activité de leasing. Des activités d'outillage pourraient aussi être proposées aux entreprises.

Pour les concessionnaires, il est crucial de conserver le lien avec leurs clients que les constructeurs pourraient être tentés de confisquer, notamment avec les ventes directes en ligne, mais aussi par le biais de leurs filiales d'outillage et de location de véhicules à la demande (Free2Move pour Stellantis, Mobilize pour Renault...). ■

Soitec, un Français au cœur de l'industrie des semi-conducteurs

La pénurie pourrait durer entre un an et demi et deux ans, selon Paul Boudre, PDG du groupe.



Paul Boudre, PDG de Soitec.
JEFF PACHOD/APP

ELSA BEMBARON @elsabembaron

ÉLECTRONIQUE C'est une pépite française méconnue du grand public. Et pourtant, tous les smartphones ont un petit peu de Soitec. L'entreprise, née il y a quarante ans dans l'agglomération de Grenoble, fabrique les plaques de silicium sur lesquelles sont gravés les puces. Ces plaques, à l'allure de disques vinyles, sont de petits bijoux technologiques. Ce qui fait de Soitec un maillon essentiel de la chaîne de production des semi-conducteurs, et donc, de l'industrie mondiale.

« Ces quinze dernières années, la principale question était de savoir quel serait notre prochain gros marché après l'électronique grand public. La réponse est venue : tous les secteurs sont concernés. Chaque crise s'est traduite par une accélération

dans les semi-conducteurs », explique Paul Boudre, PDG de Soitec. L'automobile, la santé, l'agriculture, l'éducation, l'énergie... tous les domaines se numérisent, entraînant une flambée sans précédent de la demande en processeurs de tous genres. Et des pénuries inégalées. « Le manque de semi-conducteurs devrait perdurer sur encore six à neuf trimestres. Actuellement, tous les acteurs du secteur améliorent les capacités dans les usines existantes. Mais pour faire face à la croissance de la demande, il faut des sites supplémentaires. Il faut un an pour construire une usine et de six à neuf mois pour l'équiper et commencer la production », résume Paul Boudre.

Soitec est aussi un parfait exemple de l'imbrication extrême des industriels des semi-conducteurs. Le Français achète des plaques de silicium ou de gallure de silicium à des

fournisseurs, essentiellement asiatiques. Son métier est de transformer ces plaques pour apporter de nouvelles caractéristiques aux composants électroniques. Ces composants seront plus rapides, moins énergivores, plus fiables et il sera possible de graver plusieurs applications sur la même puce. Ses clients sont les grands fabricants de semi-conducteurs, comme Qualcomm, STMicroelectronics, « Vous pouvez tous les nommer, ils utilisent largement nos produits. 100% des smartphones embarquent une technologie Soitec. Nous avons développé une famille de produits qui est devenue un standard pour la 4G, et aussi pour la 5G ». Si le groupe réalise 70% de ses 588 millions d'euros de chiffre d'affaires dans la téléphonie mobile, il a pour objectif d'accroître sa présence dans le monde de l'internet des objets (allant des mon-

tres connectées à l'automobile). « Notre objectif est de réaliser 35% de notre chiffre d'affaires en 2026 dans ce dernier domaine, tout en ayant triplé de taille », ajoute le PDG. Autrement dit, dans cinq ans, la division IoT de Soitec devrait peser autant que tout le groupe actuellement. Au dernier trimestre, le chiffre d'affaires de Soitec a bondi de 59% à 180 millions d'euros.

Production à 70% en France

Élément vital, le semi-conducteur est devenu un enjeu de souveraineté. Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur, a fixé des objectifs ambitieux à la filière : que les acteurs du Vieux Continent représentent 20% de la production mondiale de puces. Alors que la Silicon Valley ne produisait plus de silicium depuis des décennies, les Américains recommencent

à construire des usines sur leur territoire, sur fond de tensions liées à la pandémie et à la guerre commerciale qui les opposent à la Chine.

« Après la globalisation, nous entrons dans une phase de régionalisation. Cette bascule implique la mise en place de nouveaux partenariats pour reconstruire des écosystèmes forts », ajoute Paul Boudre. Plus de 70% de la production de Soitec est réalisée en France, le solde à Singapour, et 90% de la production est expédiée vers l'étranger. « La masse critique est en France », insiste le PDG. Notre R&D repose sur une association entre le public et le privé ; nous avons une plateforme commune avec le CEA Leti, ce qui nous offre un accès fabuleux à des compétences de pointe. » C'est aussi un moyen pour le groupe de protéger son ancrage national et de contribuer à la course à la souveraineté industrielle. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ANNE BODESCOT
abodescot@lefigaro.fr

MANAGEMENT Société de conseil créée en 1998, Octo Technology a, en moyenne, affiché une croissance de 20 % par an depuis ses débuts. Son chiffre d'affaires dépasse 100 millions d'euros en 2020. Sa mission est d'aider ses clients, en France, à relever les défis du numérique. Un métier où attirer et garder les talents, trop rares pour satisfaire les demandes des clients, est le nerf de la guerre. Depuis 2017, Octo est filiale d'Accenture avec un statut particulier : elle a conservé une très grande autonomie au sein du géant mondial du conseil en technologie.

LE FIGARO. - Pourquoi avez-vous complètement changé le mode de management en 2008 ?

Ludovic CINQUIN. - Octo venait de fêter dix années de très forte croissance et de passer le cap des 150 salariés, traditionnellement compliqué. C'est la taille maximale des groupes sociaux que le cerveau de l'être humain peut constituer et gérer. Au-delà, la communication et l'engagement de l'individu dans le collectif deviennent difficiles. L'entreprise traversait une crise culturelle avec le départ de figures marquantes, une perte de confiance des collaborateurs, des démissions. Pourtant, elle était première de sa catégorie au palmarès Great Place to Work. Il fallait repenser le projet collectif.

Comment ?

Certaines lectures m'ont inspiré, comme *Tribal Leadership*, de Dave Logan, ou *Liberté & Cie*, de Brian Carney et Isaac Getz. Dans une entreprise, 97 % des collaborateurs sont de bonne volonté. Mais le management est conçu pour empêcher les 3 % restants de dériver. Interrogés, les Octos (*surnom donné aux collaborateurs*, NDLR) souhaitaient simplement travailler sur des sujets qui les intéressaient avec des personnes qui les stimulaient. En quelques semaines, nous avons donc fait table rase de notre ancienne organisation et demandé à nos collaborateurs de se regrouper en tribus. Le turnover s'est immédiatement réduit.

Qu'entendez-vous par « tribus » ?
Chaque collaborateur peut créer son équipe, en proposant aux personnes de son choix de travailler sur un projet dont il a eu l'idée et qui a été accepté par la direction générale. Les décisions sont prises par les personnes concernées, ce qui limite beaucoup les « décisions



Ludovic Cinquin

« L'entreprise ne change de management que si c'est vital »

Le PDG d'Octo Technology s'inspire de l'organisation en « tribus » et de la sociocratie pour répondre à la croissance des effectifs.

descendantes » chez Octo. La tribu choisit même son leader si son initiateur part. Chacun est libre de changer de tribu quand il le souhaite. Mais c'est une liberté dont trop peu d'Octos se saisissent. Nous réfléchissons à les y encourager.

Ces projets sont-ils en phase avec les demandes des clients ?

Oui, car les salariés ne sont pas déconnectés des réalités. Ils sont même souvent en avance sur leur temps. C'est salutaire pour l'entreprise. Le bonus de chacun dépend de la performance de sa tribu, donc du nombre de missions autour du projet. Quand un sujet intéresse moins les clients, le bonus diminue. Cela motive les collaborateurs à explorer d'autres projets.

Les tribus gèrent-elles aussi leur rémunération, les recrutements ?
Nous avons gardé les services supports qui établissent notamment les grilles de salaires et le parcours de carrière. Il faut des règles communes à toutes les tribus, pour garantir le « savoir-vivre ensemble ». Lorsqu'une tribu veut embaucher, notre équipe de recrutement contacte les candidats et les présente à la tribu qui a le dernier mot.

Octo comptera bientôt 800 salariés. Cette organisation est-elle toujours pertinente ?

« Dans une entreprise, 97 % des collaborateurs sont de bonne volonté. Mais le management est conçu pour empêcher les 3 % restants de dériver », souligne Ludovic Cinquin.

FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

Elle présente un inconvénient : l'absence d'échelon intermédiaire. Au moindre problème, les tribus se tournaient vers moi. L'organisation devenait illisible avec la multiplication des tribus. Depuis deux ans, pour faciliter les échanges, elles ont donc été regroupées en quatre *leagues*, selon les thématiques travaillées. Nous insistons aussi sur la formation des nouvelles recrues. Elle dure un mois, pour se familiariser avec nos principes. L'accent est mis sur les « savoir-être » : apprendre à donner et recevoir du *feed-back*, ou à résoudre un conflit. Car les échanges sont souvent très francs dans les équipes.

Conseilleriez-vous à d'autres entreprises d'adopter les mêmes règles de management ?

Elles me semblent difficiles à mettre en place dans de grands groupes ou dans des entreprises confrontées tous les deux ans à de grands changements car elles impliquent de la continuité dans la stratégie. Elles supposent aussi que le dirigeant ne cherche pas le pouvoir pour le pouvoir. Surtout, une entreprise ne changera de management que si c'est vital pour elle. Si son organisation ne fonctionne pas trop mal, elle hésitera toujours à la sacrifier pour l'inconnu.

L'environnement est-il aussi un de vos credos ?

De nombreux Octos s'intéressaient aux théories de l'effondrement selon lesquelles l'homme altère durablement son environnement. Pour refléter cette préoccupation montante dans l'entreprise, Octo s'est engagée à réduire son empreinte carbone de 5 % par an. D'année en année, il devient bien sûr plus difficile de trouver de nouvelles pistes de réductions. Essayer des choses nouvelles est difficile, mais ne rien faire du tout est encore plus risqué.

Qu'aimeriez-vous essayer encore ?

La sociocratie est un axe cohérent avec l'agilité développée grâce au management tribal. Elle consiste à déléguer les décisions aux colla-

borateurs les mieux placés pour faire les bons choix car, à leur niveau, ils connaissent mieux les données du problème. Cela permet de clarifier les responsabilités dans l'entreprise, d'avoir un fonctionnement plus horizontal. Aujourd'hui, tout le monde donne son avis sur tout, cela devient compliqué. Pour tester cette idée, les grilles d'augmentation de salaires, jusqu'à présent définies par la direction, le seront au niveau des *leagues*.

Accenture vous a rachetés en 2017 mais ne vous a pas intégrés. Pourquoi ?

Nous sommes intégrés au niveau des processus financiers mais, sur les sujets importants pour la culture d'Octo, nous avons travaillé ensemble un fonctionnement qui convient aux deux entités. Accenture souhaitait conserver notre modèle car il est efficient sur le plan économique. Nous avons beaucoup d'autonomie sur les ajustements organisationnels. Pour Accenture, nous sommes un incubateur de modèles de management alternatifs. C'est intéressant pour réfléchir à demain. ■

CONFIDENCES

AVEZ-VOUS UN ADAGE FAVORI ?

« Quand l'élève est prêt, le maître apparaît » : on ne voit que ce qu'on peut voir, il faut un certain degré de maturité.

VOTRE RECETTE POUR DÉCOMPRESSER ?

La photo animale : elle peut remplacer la méditation.

QUELLE AUTRE ENTREPRISE QUE LA VÔTRE ADMIREZ-VOUS ?

Netflix aujourd'hui, pour son management innovant.

LE TALK Retrouvez du lundi au vendredi, LE « TALK DÉCIDEURS » Aujourd'hui : Édouard Morhange, cofondateur d'Epicery En vidéo sur lefigaro.fr/decideurs

TOP MANAGEMENT PAR Carole Bellemare www.decideurs.lefigaro.fr



LES DÉCIDEURS de PricewaterhouseCoopers

DATES CLES
1988 Début chez Total
1990 Entre chez PwC
2002 Est promu associé
2012 Développe le conseil en gestion des risques
2017 « M. Audit et Conseil » en gestion de risque
2021 Élu président PwC France et Maghreb

PricewaterhouseCoopers, communément appelé « PwC » ou plus familièrement « Price », veut passer la surmultiplicité. En juin, le réseau bien connu d'audit, d'expertise comptable et de conseil annonçait une nouvelle stratégie mondiale. The New Equation, avec à la clé un large plan d'investissement de 12 milliards de dollars pour les cinq prochaines années. C'est dans ce contexte que Patrice Morot a été élu au début de l'été président de PwC France et Maghreb, avec à charge pour lui de mettre en œuvre la nouvelle feuille de route « Coqueret 2025 » pour les quatre prochaines années. Crises sanitaire et environnementale, accélération des défis technologiques et économiques, aggravation des fractures sociales et géopolitiques : dans cette situation inédite où le monde économique se cherche de nouveaux repères, le cabinet

renforce son dispositif pour répondre au mieux aux nouveaux besoins des clients. « Plus que jamais nous sommes déterminés à être l'acteur de référence pour aider les organisations à répondre à deux enjeux indissociables auxquels elles font face à court terme : créer de la confiance et mener des transformations complexes pour des résultats durables », explique le nouveau président France et Maghreb. À 55 ans, cet ISG, commissaire aux comptes et expert-comptable, apporte 32 années d'expérience forgée au sein de la maison. Depuis 2017, il dirigeait les activités audit et conseil en gestion des risques, siégeait au comité de direction de PwC France ainsi qu'au comité de direction mondial de sa spécialité. Celui qui doit recruter 8 000 collaborateurs d'ici à 2025, dont 1 500 de cette année, s'est aussi entouré d'un état-major incarnant les métiers et la pluridisciplinarité du cabinet.

Il est composé de neuf membres et associés, pour l'essentiel. Passée de Deloitte à PwC en 2012 et cooptée associée six ans plus tard, Pauline Adam-Kalfon, Hec, 25 années de conseil, est désormais « Mme Inclusion et Diversité » et doit assurer une transformation durable du modèle culturel et opérationnel de l'entreprise autour de ces problématiques. Capital. Fidèle depuis 1999, Emmanuel Benoist, ex-numéro deux de Patrice Molot comme directeur transformation puis COO, a succédé à ce dernier dans ses fonctions France-Maghreb et mondiales. Après avoir été responsable des services financiers tous métiers confondus, Christophe Desgranges a pris lui du galon comme associé responsable des activités conseil en stratégie et management, tandis que Vincent Le Bellac est désormais responsable clients, market et innovation. Ce Sciences Po diri-

geait l'activité Conseil France et Maghreb depuis 2017. Fidèle aussi le juriste Loïc Le Claire, devenu président de PwC Société d'avocats et de la fondation maison, chapeaute aujourd'hui les activités juridiques et fiscales, tandis que Sophie Salomé est dès lors associée Opérations et Talents (RH). Elle gère un effectif de 6 000 collaborateurs. De son côté, Stéphane Salustro est monté en puissance à la tête des activités Deals, PwC France et Maghreb. Après KPMG et EY, Philippe Troughaud, expert reconnu en cybersécurité, ex-« M. Télécoms » officie désormais comme chief technology & products officer. Enfin, Philippe Vogt, dans la maison depuis 1989, spécialisée dans les missions d'audit de groupes industriels internationaux, orchestre la gestion des risques et la qualité de PwC France et Maghreb. **C. B.**

CHRONIQUES



Facebook, le cygne noir

«Too big too fail» disent les Anglo-Saxons à propos de ces entreprises systémiques dont la chute provoquerait des dégâts en série incommensurables. Les grandes banques et les institutions financières qui irriguent l'ensemble de l'économie sont rangées dans cette catégorie. Les tribunaux informatiques de Facebook nous montrent à quel point le plus grand réseau social du monde, avec plus de 3 milliards d'utilisateurs, est trop grand pour pouvoir tomber en panne.

Le groupe de Mark Zuckerberg est en réalité dangereusement systémique. Si les autorités peuvent stopper la chute d'une grande banque ou d'un géant de l'immobilier surendetté (Pékin surveillé de très près l'affaire Evergrande), en revanche elles sont impuissantes en cas de panne informatique. Par nature, le cyber-blackout est imprévisible. Pire, le risque de défaut s'amplifie avec la complexité de l'internet et des attaques.

Peu à peu nous découvrons la vulnérabilité de notre monde numérique alors même que notre dépendance vis-à-vis de cette toile n'a jamais été si grande. La valeur du réseau est égale au carré du nombre d'utilisateurs, énonçait Robert Metcalfe dans une loi qui porte son nom. L'inventeur d'Ethernet ne s'est pas trompé. Deux chiffres suffisent aujourd'hui pour illustrer cette valeur et donc le coût induit par un grand site qui tombe en carafe. Le premier est le temps que nous passons sur internet: en moyenne 6 heures par jour. Le second, l'importance économique de cette toile: elle génère plus de 10% de la création de richesses des pays occidentaux. Les pannes de réseau sont plus qu'un cygne noir: un cauchemar!

LE VAISSEAU FANTÔME DE PECHINEY

La désindustrialisation de la France a de multiples visages. Il y a ces usines qui disparaissent, des savoir-faire qui se perdent et ces bassins industriels qui ressemblent à des friches à mesure qu'ils sont progressivement abandonnés. Faut-il y ajouter ces grands sites, qui après une fusion, une revente et des rachats, sont ballotés d'actionnaire en actionnaire sans que les salariés ne sachent pour qui ils travailleront dans un an? C'est le triste destin d'Aluminium Dunkerque, la plus grande fon-

derie d'aluminium d'Europe. Elle appartenait à feu Pechiney, croqué par le canadien Alcan, lui-même tombé dans l'escarcelle de Rio Tinto. Le groupe minier anglo-australien n'a pas tardé à céder cette immense usine à Liberty Global, groupe britannique du magnat anglo-indien Sanjeev Gupta qui vient de faire faillite. C'est ainsi qu'un fonds américain créancier a récupéré le site du Pas-de-Calais. En deux décennies, l'usine a donc connu cinq propriétaires et n'a a priori aucun espoir de réinventer le site du Pas-de-Calais. Les pouvoirs publics n'ont donc pas d'autre choix que de bénir la reprise d'Aluminium Dunkerque par le fonds AIP. Les ex-Pechiney ne décolèrent pas. Une bonne politique industrielle, c'est aussi savoir protéger ses fleurons pour ne pas les pleurer pendant des décennies.

LA LEÇON DE MUSK

Tesla est décidément l'exception de l'automobile! Alors que les immatriculations plongent à cause des pénuries de composants et parce que les consommateurs se montrent un peu hésitants à l'idée d'acheter une voiture sans savoir si elle sera autorisée dans cinq ans, le jeune constructeur américain affiche toujours une croissance de ventes à deux chiffres. Une performance qui ne laisse pas indifférent. Elle prouve, si d'aucuns en doutaient encore, que le marché est plus que jamais en train de basculer à vive allure dans l'électrique. Et surtout, elle montre de façon éclatante que Tesla est devenu un vrai industriel capable de sécuriser ses approvisionnements en puces mieux que beaucoup de ses concurrents.

Elon Musk n'a décidément plus grand-chose à apprendre de ses concurrents qui sont, il est vrai, de plus en plus nombreux à saluer son ascension et à s'inspirer de ses bonnes pratiques. La performance commerciale est tout bonnement époustouflante avec une croissance de ventes très probablement supérieure à 70% cette année et des profits en nette croissance.

Les marchés financiers en perdent la tête. À près de 800 milliards de dollars de capitalisation boursière, Tesla vaut trois fois Toyota, ou 75 fois Renault... Sans appel! ■

Pourquoi les Français jugent que leur pouvoir d'achat a baissé depuis 2017

Le logement plombe le budget de tous les foyers, pauvres ou riches.

À six mois de la présidentielle (10 avril 2022), le temps des bilans a sonné. Celui que dressent Bercy et l'Élysée sur le pouvoir d'achat des Français depuis 2017 vient à point nommé alors que la flambée des prix du gaz et de l'électricité plonge des millions de foyers dans les affres des fins de mois. Disons d'emblée que l'exécutif s'accorde un double satisfecit. Il considère que le pouvoir d'achat aura «progressé deux fois plus vite entre 2017 et 2022 que sous les deux quinquennats précédents (sic)» et que toutes les classes sociales en ont bénéficié, avec «un gain plus marqué pour les revenus les plus modestes».

Un tel triomphalisme se comprend: on n'est jamais mieux servi que par soi-même pour se tresser des couronnes et c'est le moment où jamais de tordre le cou à cette lancinante rumeur d'un «Macron président des riches» qui aura scandé sa présidence. Avant de décortiquer la démonstration qui figure dans le rapport économique, social et financier, document associé chaque année au projet de loi de Finances et établi par la Direction du Trésor, rappelons ces deux éléments de base. «Le pouvoir d'achat correspond au volume de biens et de services qu'un revenu permet d'acheter» selon la définition de l'Insee. Toutes les formes de revenu sont concernées - travail, capital, transferts sociaux et fiscaux, les impôts directs venant en déduction. Seconde précision, en France les ménages tirent leurs ressources à hauteur de 64% de revenus directs (salaires nets de cotisations sociales principalement), les 36% restants étant des transferts, dont les retraites, opérés par les pouvoirs publics.

C'est dire le rôle essentiel de l'État dans la formation des revenus. Or la présidence macronienne aura été la plus active de toute la Ve République à cet égard, à l'exception du premier septennat Mitterrand (1981-1988). Depuis la transformation de l'ISF enIFI (impôt sur la fortune immobilière) et la suppression par étapes de la taxe d'habitation à l'automne 2017, l'interventionnisme quasi chirurgical de l'Élysée sur la fiscalité et les cotisations sociales n'a eu de cesse. Basculé des cotisations chômage des salariés en CSG, doublement de la prime d'activité en réponse aux «gilets jaunes», distribution de chèques énergie (2018 puis 2021), etc.: on assiste depuis cinq ans à une sorte d'étatisation du pouvoir d'achat. Le summum a été atteint avec la pandémie de Covid dont les mesures de l'État dans toutes les têtes. Selon le Trésor, les



LIBRES ECHANGES
JEAN-PIERRE ROBIN

transferts publics ont contribué à relever de 3,4 points les ressources totales en 2020, faisant plus que compenser le recul de 2,7 points des revenus d'activité. Le pouvoir d'achat des Français a ainsi progressé de 0,4% l'an dernier, situation unique en Europe. L'État Léviathan a du bon.

Sur l'ensemble du quinquennat, Bercy met en exergue deux faits majeurs. Globalement «le revenu après prise en compte de l'inflation serait supérieur d'environ 8% en 2022 à son niveau de 2017», et de 4% à 6% par ménage en moyenne (compte tenu de la progression de la population et du nombre plus nombreux de foyers lié au phénomène de «décohabitation»). Deuxième tendance, la progression a été plus forte pour les plus modestes (de 4% pour le premier décile, les 10% des Français les plus pauvres, et 2,6% pour le deuxième). Par ailleurs toutes les catégories de revenus ont vu leur sort s'améliorer, y compris le décile supérieur (sans distinguer les bénéficiaires de la suppression de l'ISF des retraités les plus aisés victimes du relèvement de la CSG). D'où le cocorico «sur le bilan redistributif 2017-2022».

Analyse tronquée

Il n'y a pas lieu de remettre en cause ces calculs. Seul hic, l'analyse de Bercy est tronquée: à aucun moment il n'est dit que la pêche miraculeuse du pouvoir d'achat s'est faite totalement à crédit. Entre avril 2017 et le deuxième trimestre 2021, la dette publique française s'est alourdie de 510 milliards d'euros (Insee), beaucoup plus que tous les

gains nets des ménages et même que la création de PIB supplémentaire sur la période.

Serait-ce la raison pour laquelle les Français sont sur leur garde? Pour 56% d'entre eux, ils jugent que «leur pouvoir d'achat a plutôt diminué» pendant le quinquennat, selon un sondage OpinionWay pour Les Échos publié le 20 septembre. Pour justifier ce décalage entre les chiffres et les opinions, entre la réalité et le ressenti, il est tentant d'alléguer la perception erronée, voire l'ingratitude des gens aux cadeaux gouvernementaux. Mais l'invocation de prétendus «biais cognitifs» ne fait qu'occulter des phénomènes tangibles.

Tout d'abord les nouveaux modes de vie, telle la montée des «dépenses pré-engagées»: en vingt ans, elles sont passées de 31% à 41% des budgets des ménages les plus pauvres selon France Stratégie. On peut certes stigmatiser ces abonnements addictifs et superfétatoires, mais ils existent. La seconde explication tient aux dépenses de logement au sens large - loyers, remboursements d'emprunts, charges fixes - qui constituent en moyenne 22,2% du budget des ménages (18,3% en Allemagne), le tiers pour les plus modestes, selon l'OCDE. Or la situation s'est dégradée depuis cinq ans: les prix des logements anciens ont bondi de 28% à Paris et de 21% en France métropolitaine, hausses effarantes dues principalement aux effets pervers des crédits très bon marché comme en conviennent les experts (tel le professeur Jacques Friggit).

Le logement, angle mort de la politique économique de Macron: voilà pourquoi les Français ne partagent pas les analyses chiffrées trop réductrices de l'Élysée sur le pouvoir d'achat. Oubliez ce sot slogan du ministère de la Santé (au sujet des vaccins): «on peut débattre de tout sauf des chiffres». Jamais dupes. ■

Les analyses de l'Élysée sont réductrices. Elles font l'impasse sur les modes de vie et la flambée des prix de l'immobilier, de 28% à Paris et de 21% en France depuis 2017



Depuis cinq ans, les prix des logements anciens ont bondi de 28% à Paris et de 21% en France métropolitaine, hausses dues principalement aux effets pervers des crédits très bon marché.

LIVRES & IDÉES

Claudia Cohen @ClaudiaECohen

Emmanuel Macron et la presse, une relation tumultueuse

LIVRE «Moi je ne ferai pas des journalistes mes confesseurs, je ne leur ferai pas visiter les couloirs ni les cuisines», avançait entre les deux tours de la présidentielle de 2017, dans un entretien à la presse régionale, le candidat Emmanuel Macron. Il avait déjà souligné que «la figure du roi» avait creusé un vide que la France n'avait pas su combler. Quelques mois plus tôt, le président en exercice François Hollande livrait une tout autre analyse. Dans la revue *Le Débat*, il affirmait que «l'époque de la parole rare et jupitérienne» était définitivement révolue, et que le chef de l'État était devenu «un émetteur comme les autres».

Dans son livre *Jupiter et Mercure*, Le pouvoir présidentiel face à la presse (Les Petits Matins), Alexis Lévrier pose son regard d'historien des médias sur la relation qu'ont entretenue les présidents de la Ve République



ALEXIS LÉVRIER
JUPITER ET MERCURE, LE POUVOIR PRÉSIDENTIEL FACE À LA PRESSE
Éditions Les Petits Matins

avec la presse. Le socialiste François Hollande y est décrit comme l'«exception» de l'histoire de la Ve, dans sa volonté de normaliser les rapports avec la presse. Et de faire

exister son gouvernement dans l'espace médiatique.

Posture jupitérienne

L'universitaire Alexis Lévrier décortique surtout le rapport tumultueux, teinté de «mépris», qu'entreprendrait Macron avec ceux qui s'efforcent de chroniquer son quinquennat. Il analyse en premier lieu l'émergence d'une personnalité peu familière au monde de la presse. Bien loin de la «relation passionnelle» qu'entretenait avec les médias «l'omniprésent» Nicolas Sarkozy. Durant le quinquennat, cette «méconnaissance réciproque» entre Macron et la presse finira par devenir la fragilité du président. «Il pensait que les médias sur une ligne politique et économique semblable à la sienne, lui seraient de fait favorables», analyse Alexis Lévrier. Et que ces liens avec certains patrons de presse

l'aideraient. Soucieux de redonner du poids à la parole présidentielle, le nouveau locataire de l'Élysée raréfie, au début de son mandat, ses interventions. Avec une période de verrouillage de la presse politique. Il prend en exemple des «monarques» comme Bonaparte, De Gaulle et Mitterrand, qui revendiquaient un pouvoir très vertical sur la presse. Dans son ouvrage truffé d'anecdotes, Alexis Lévrier cite l'épisode où l'Élysée avait souhaité sélectionner les journalistes autorisés à couvrir un déplacement au Mali. Ou le projet, finalement avorté, de démantèlement de la salle de presse hors du palais.

En fin de compte, le basculement de la trajectoire médiatique de Macron vint avec la séquence Benalla, en juillet 2018. L'affaire exhiba notamment les méthodes de communication très verrouillées du

pouvoir. Depuis cette épreuve et avec la crise des «gilets jaunes» qui éclata fin 2018, Macron a été contraint de «normaliser» sa relation avec la presse. En multipliant interviews et «off» avec les journalistes. Sans oublier la mise en scène du «grand débat national» en avril 2019, et les cahiers de doléances. Pour se rapprocher des Français, Macron endosse une posture chiraquienne, en scénarisant sa proximité avec la presse régionale. À six mois de l'élection présidentielle de 2022, Macron continue d'assouplir sa position vis-à-vis des journalistes. Mais entre prises de parole sans intermédiaires et communication sur les réseaux sociaux, «il essaye encore autant qu'il le peut de les contourner». «La méfiance envers la presse est toujours là. Il sera jupitérien jusqu'au bout», conclut Alexis Lévrier. ■



Cabasse

HIGH-TECH

ENCEINTES, AMPLIFICATEURS... NOS CONSEILS POUR S'ÉQUIPER AVEC LE MEILLEUR MATÉRIEL HI-FI DU MOMENT **PAGE 38**

LE FIGARO et vous



AUTOMOBILE

LA CORVETTE, ARCHÉTYPE DE LA VOITURE DE SPORT AMÉRICAINE, ADOPTE DES CODES EUROPÉENS **PAGE 39**

LA FASCINATION STRADIVARIUS

L'ENREGISTREMENT D'UN DISQUE DE JANINE JANSEN QUI A PU JOUER SUR DOUZE DE CES VIOLONS MYTHIQUES TÉMOIGNE DE LA MAGIE QU'ILS EXERCENT ENCORE. **PAGE 36**

CABASSE: CHEVRIET, HUGO BURMARD/UNIVERSAL MUSIC GROUP

BECKETT FOR EVER

PETER BROOK ET MARIE-HÉLÈNE ESTIENNE ONT CONÇU UNE VERSION « À LA TABLE » DE « OH LES BEAUX JOURS ». UNE LECTURE SERVIE, AUX BOUFFES DU NORD, PAR DEUX REMARQUABLES ACTEURS.

ANTHONY PALOU apalou@lefigaro.fr

Les Bouffes du Nord, le parfait endroit pour jouer Beckett ? Sans aucun doute. La beauté des lieux, ces murs ocre un peu décrépis. Cette hauteur de plafond idéale pour faire résonner les mots chahutés, chahutés du dramaturge. C'est ici que se tient la « lecture » conçue par Peter Brook et Marie-Hélène Estienne de *Oh les beaux jours* avec Kathryn Hunter dans le rôle de Winnie et Marcello Magni dans celui de Willie. Sur la scène, une table recouverte d'une nappe couleur chair, au-dessus de laquelle plane une grosse lampe, deux caisses de bois, un ou deux cartons, un tabouret, deux projecteurs en retrait, ça suffit. Ce sera une version « à la table ».

Les deux acteurs s'avancent, vêtus de noir. Outre son texte qui se limite à deux miettes de phrases ou borborygmes, Willie lira quelques didascalies. Les didascalies sont une des spécialités de Beckett. Il commence comme ça : « *Entrée Just qu'au-dessus de la taille dans le mamelon,*

au centre précis de celui-ci, Winnie. La cinquantaine, de beaux restes (...) grassouillette, bras et épaules nus, corsage très décollé, poitrine plantureuse, collier de perle. Elle dort, les bras sur le mamelon, la tête sur les bras (...) ». *Oh les beaux jours* est un solo féminin, celui de Winnie-Kathryn Hunter qui parle comme on chante. Son visage élastique sait faire des grimaces tristes, inquiètes ou joyeuses et sa voix, des roulades.

Désespérément merveilleux

Willie, son pauvre mari, ponctue ce monologue d'un mot qui pourrait résumer à lui seul le théâtre de Beckett : « Silence ». Il le dit sur tous les tons, surtout celui de la fatigue, de la décrépitude, car il est épuisé de voir passer les saintes journées monotones. On se réveille et puis on se couche. La vie des héros et des héroïnes de Beckett ne tient qu'à un fil et c'est ce fil qui permet à Winnie d'affirmer son identité, sa forte personnalité perdue dans l'espace et le temps. Winnie parle aux objets qui sont en sa possession comme s'ils étaient des personnes : l'ombrelle, le sac à main, la brosse à

dents, le tube de dentifrice, la lime à ongles, la loupe, la glace, le rouge à lèvres, le poste radiocassette, le revolver, son « vieux Brownie »... Ah, l'importance des objets chez Beckett ! Ils sont imprévisibles. Eux aussi, ils sont impuissants. Le « vieux Brownie » vise mais ne tue pas. Tout ça est si désespérément merveilleux, amusant.

Chez Beckett, quelle que soit la mise en scène, elle semble toujours être de trop. C'est pourquoi celle de Peter Brook, ô combien minimaliste, est remarquable puisqu'elle ne gâche pas l'écriture énigmatique de l'auteur : on ne la voit pas, on l'écoute. Nul doute qu'on se souviendra longtemps de la tête clownesque de Kathryn Hunter et du corps tout replié, tordu de Marcello Magni, coincé dans un tabouret retourné. En cette époque de remise de prix Nobel, on se souvient de la phrase de l'Académie suédoise qui décerna sa médaille à Beckett en 1969 : « *Il a transmué le dénuement de l'homme moderne en son exaltation.* » Pas mal dit. ■

Jusqu'au 16 octobre au Théâtre des Bouffes du Nord (Paris 10^e). Tel. : 01 46 07 34 50

JOAILLERIE & HORLOGERIE

Ventes en préparation

7-8 DÉCEMBRE 2021



Vos contacts :

Bijoux

Victoire Winckler 01 53 30 30 66 winckler-v@tajan.com

Montres

Claire Hofmann 01 53 30 30 50 hofmann-c@tajan.com

TAJAN

Espace Tajan 37 rue des Mathurins 75008 Paris 01 53 30 30 30 www.tajan.com

Agreement N°2001-006 du 7/11/2001 Commissaires-priseurs habilités : A. de Benoist - F. David - E. Kozłowski - J. Remy

THIERRY HILLÉRITEAU @thilleriteau

Lorsqu'ils n'affolent pas les salles de ventes, en pulvérisant des records de prix qui se chiffrent en dizaines de millions, ils défilent la chronique lors de tests à l'aveugle, ou font le buzz sur le net à la suite de parutions scientifiques promettant d'avoir percé l'un des secrets de leur sonorité hors du commun.

Que l'on soit mélomane ou non, impossible d'échapper à la « folie Stradivarius ». Les violons du maître de Crémone font encore régulièrement l'objet de conjectures, voire de fantasmes, qui dépassent l'entendement. « Il y a une dimension quasi mystique qui entoure ces instruments. D'aucuns prétendent encore que le secret du son des Stradivarius réside dans le sens dans lequel on coupait l'arbre qui servait pour le dos de l'instrument, ou dans le moment de l'année au cours duquel on l'abattait : si c'était en hiver, pendant un solstice, une nuit de pleine lune, de lune ascendante ou descendante. D'autres, encore, affirment que certains de ses instruments sonnent avec tristesse parce qu'il les a réalisés pendant une période de dépression ! », s'amuse ainsi le réalisateur norvégien Hans Lukas Hansen.

« Cela peut sembler naïf, mais lorsque vous êtes violoniste, vous nouez une telle relation intime avec votre instrument que vous ne pouvez pas ne pas croire qu'il en garde quelque chose; aussi mystérieux que ce soit »

LA VIOLONISTE JANINE JANSEN

Dans *La Symphonie des arbres*, en salle le 15 décembre prochain, ce dernier suit un luthier d'aujourd'hui, artisan à Crémone, dans sa quête de l'arbre parfait : un érable oné, semblable à ceux qu'Antonio Stradivari (1644-1737) utilisait pour le dos de ses violons... En particulier durant l'âge d'or de son atelier à partir des années 1710. Un périple qui entraîne Gaspar Borchardt dans une véritable chasse au trésor jusqu'aux confins de la Bosnie, guidé par des « indices » à la mine patibulaire dans des forêts encore truffées de mines antipersonnel. Un récit digne d'un roman d'espionnage, qui aura demandé au réalisateur pas moins de quatre années de préparation et de repérages. « Tout est parti d'un ami journaliste qui travaillait sur les objets les plus chers du monde. Il s'est intéressé au cas des violons Stradivarius et de fil en aiguille a entendu parler de Gaspar Borchardt, à Crémone. En le rencontrant, j'ai été fasciné de l'entendre me parler de ces fameux érables onés d'Europe centrale, que Stradivari importait et dont très peu resteraient aujourd'hui, mais dont le secret était si bien gardé qu'à ses dires, personne ne voulait lui en révéler l'emplacement. Il y avait un côté pierre philosophale », raconte-t-il. Débuté en 2014, le projet de tournage ne verra le jour qu'en 2018. « Les premières années, on les a toutes passées à rassembler la documentation et nouer les contacts en Europe centrale. Trouver les bonnes personnes, qui à la fois auraient suffisamment d'influence sur place et prendraient bien la caméra, fut sans doute le plus difficile. On savait en se lançant qu'on n'aurait pas la maîtrise des événements : Gaspar trouverait-il son arbre, ce dernier serait-il en état d'être coupé, pourrait-il réaliser son violon... ? » Nous n'en dirons pas plus, pour ne pas divulguer le dénouement de cette histoire - qui d'ailleurs n'est pas tout à fait terminée. Mais ce qui est sûr, c'est que Hans Lukas Hansen ne s'attendait pas à ce qu'un lien aussi fort se noue entre le luthier et son guide-négociateur-garde du corps bosniaque. « Ce sont deux personnes aux antipodes, et qui dans la vie n'auraient jamais été amis s'ils n'avaient pas été réunis par une fascination commune : ce mystère autour du secret des Stradivarius. »

Fédérer, autour d'une fascination commune, des énergies des quatre coins du monde... Et si c'était cela, le plus grand coup d'éclat d'Antonio Stradivari ? Tout au long de *La Symphonie des arbres*, un troisième personnage suit, à distance, les péripéties de Gaspar Borchardt : la violoniste Janine Jansen. La virtuose néerlandaise, à qui Borchardt voudrait offrir son violon une fois terminé, est l'une des violonistes contemporaines les plus familières d'Antonio Stradivari. Elle estime avoir testé, depuis le début de sa carrière, « plus d'une cinquantaine de Stradivarius ». Et a déjà été en possession de quatre de ses instruments les plus célèbres. Le dernier en date, le Shumsky-Rode de 1715, lui est prêté depuis cinq sai-



Janine Jansen est l'une des violonistes contemporaines les plus familières d'Antonio Stradivari. Elle estime avoir testé, depuis le début de sa carrière, « plus d'une cinquantaine de Stradivarius ». HUGO BURNAND/UNIVERSAL MUSIC GROUP

12 INSTRUMENTS, 12 PETITS NOMS

À l'exception de son propre instrument (le Shumsky-Rode qu'elle joue depuis cinq ans), Janine Jansen n'aura eu qu'une semaine (plus trois semaines de repos forcé dues au Covid, sic), avant l'enregistrement, pour se familiariser avec les onze autres Stradivarius réunis à Londres pendant la pandémie. Parmi ces instruments emblématiques acheminés des quatre coins du monde (provenant pour certains de fondations, pour d'autres de musées, d'autres encore de collectionneurs privés) figuraient entre autres le Alard de 1715, considéré comme l'un des Strads les mieux conservés au monde et pas joué depuis plus de quinze ans. Mais aussi le Tyrrell de 1717, tout aussi rare. Le Haendel de 1699 ayant appartenu à la violoniste anglaise Ida Haendel disparue trois mois avant le présent enregistrement ! Le Huberman de 1733 et le Lord Amherst of Hackney de 1734, ayant tous deux appartenu à Kreisler. Ou encore le Tittien de 1715, surnommé ainsi en raison de la couleur rouge orangée de son vernis, témoin du maître de la couleur qu'était Stradivari.

11

millions d'euros

C'est le prix auquel s'est arraché le « Lady Blunt », Stradivarius de 1721, lors d'une vente aux enchères à Londres en 2011.

POURQUOI LES STRADIVARIUS ENVOÛTENT-T-ILS TANT ?

PRÈS DE TROIS SIÈCLES APRÈS SA MORT, LE LUTHIER DE CRÉMONE EST ENCORE L'OBJET DE TOUS LES FANTASMES. TÉMOIN, LE DERNIER ALBUM DE JANINE JANSEN, QUI A ENREGISTRÉ SUR DOUZE DE CES VIOLONS À LAURA MYTHIQUE.

sons par un mécène européen. L'an dernier, Steven Smith, le directeur de J&A Beare (l'un des marchands-restaureurs de violons anciens les plus en vue de Londres), lui a proposé une expérience historique : enregistrer un même album sur douze des violons Stradivarius les plus cotés au monde ! « Ma première réaction fut l'incrédulité. Je me suis dit : « Mais comment serait-ce possible ? » Déjà, techniquement, pour les réunir tous au même endroit. Ensuite, artistiquement : pour enregistrer, il faut bien connaître l'instrument que vous avez entre les mains. Or, là, je ne pourrais avoir que quelques heures avec chacun. » Mais la tentation était trop forte. « D'autant que dans le lot il y avait des violons qui étaient gardés dans des coffres et n'avaient encore jamais été enregistrés, comme le « Alard ». »

Tout juste sorti chez Decca, l'album 12 Stradivari, qui a fait l'objet d'un autre documentaire signé Gerry Fox (pour le moment distribué uniquement en Grande-Bretagne), témoigne de la diversité et la richesse sonore de cette équipe de violons « all-stars ». Des instruments qui datent presque tous - à deux exceptions près - de l'âge d'or du célèbre luthier, et dont la diversité se voit amplifiée par le choix des pièces opéré par Jansen et son complice, le pianiste Antonio Pappano (le chef de Covent Garden et futur chef du London Symphony Orchestra). De Vieuxtemps à Szymanowski, en passant par Ravel, Suk ou naturellement Kreisler. « Il y avait des évidences, comme jouer Kreisler ou Vieuxtemps, à qui certains de ces instruments avaient appartenu. Mais toute la gageure était de ne pas me laisser impressionner par ces violons au point de plus les laisser m'inspirer,

moi », précise la musicienne. Qui n'a pas hésité à choisir des morceaux inattendus comme la transcription d'une sonate pour violoncelle de Rachmaninov.

Car si la fascination pour les grands Stradivarius, au même titre que leur cote sur le marché, semble exponentielle, ce n'est pas seulement parce qu'ils prennent de l'âge. C'est aussi en raison des interprètes célèbres qui les ont tenus entre leurs mains. Outre le « Vieuxtemps » ou les « Kreisler », le « Alard » fut ainsi joué par le virtuose mythique Joseph Joachim, le « San Lorenzo » par Viotti ou encore le « Haendel » par Ida Haendel. « Bien sûr que l'on se sent connecté spirituellement avec tous ces interprètes. Cela peut sembler naïf, mais lorsque vous êtes violoniste, vous nouez une telle relation intime avec votre instrument que vous ne pouvez pas ne pas croire qu'il en garde quelque chose; aussi mystérieux que ce soit », détaille-t-elle. Avant de préciser qu'après cette expérience hors du commun son cœur « reste fidèle à (son) Stradivarius, le Shumsky. » Elle s'est pourtant laissé séduire par le mystérieux « Alard », qui « n'a pas fini de livrer tous ses secrets : plus je le jouais, plus je sentais qu'il s'ouvrait, se développait. Sur l'enregistrement, l'ingénieur du son m'a même demandé après la deuxième prise ce que j'avais fait, si je m'étais rapprochée du micro, tellement le son était différent ! ».

Cette relation à l'instrument, que certains décrivent comme spirituelle, d'autres organique, est selon le luthier-restaureur Balthazar Soulier le facteur déterminant de la fascination pour les Stradivarius. Une fascination qui repose en grande partie sur un malentendu. « À la différence du clavecin ou du piano,

par exemple, le son de violon doit énormément à l'interprète. Et si un luthier voulait être honnête, il dirait que 90 % de son énergie passe en réalité dans le travail sur l'esthétique, plus que sur le son de l'instrument. On peut faire un instrument qui sonne tout aussi bien en deux fois moins de temps. Mais faire un instrument tellement beau, tellement parfait dans son esthétique, qu'il en devient inspirant, voilà qui prend du temps. » Pour ce spécialiste mondial des vernis utilisés dans la lutherie italienne ancienne, « les violons de Stradivari ne peuvent pas être appréhendés que comme des objets sonores. Il faut les prendre dans leur globalité : pour des chefs-d'œuvre de l'un des plus grands sculpteurs sur bois de l'Italie des XVII^e et XVIII^e siècles ». Un art que le luthier de Crémone a porté à son apogée jusque dans ses moindres détails, de la forme « aussi fine qu'un bijou » de l'instrument jusqu'aux vernis. « Ces derniers font l'objet de nombreuses spéculations depuis le XIX^e siècle, d'abord de la part de chimistes, qui étaient aussi violonistes amateurs, et voulaient percer le secret des Stradivarius. Et depuis 1950 de plusieurs équipes scientifiques. » Avec le laboratoire de sciences appliquées de Bern, Balthazar Soulier a lui-même mis en évidence la composition des vernis d'une soixantaine d'instruments italiens anciens, dont une douzaine de Stradivarius. « Cette contextualisation nous permet d'affirmer que Stradivari n'invente pas un procédé nouveau. Bien au contraire, il est le dernier témoin d'un système qui vient du Moyen Âge, mais qu'il continue de perfectionner, entre autres par une maîtrise unique de la couleur : le vernis à l'huile, qui cinq ans après sa mort sera remplacé par la gouache-laque venue d'Asie. Ce perfectionnisme, cet acharnement à expérimenter jusqu'à la toute fin de sa longue vie, en artisan besogneux, en fait une figure unique de toute l'histoire de l'art. Le Jean-Sébastien Bach de la lutherie, que tous les luthiers essaieront par la suite de copier, l'entérinant comme modèle. »

Et si, au fond, le secret le mieux gardé des Stradivarius n'était pas Stradivari lui-même ? ■

CULTURE

ILYA RÉPINE, LE TOLSTOÏ DE LA PEINTURE

À PARIS, LE PETIT PALAIS CONSACRE UNE RÉTROSPECTIVE VASTE COMME L'EMPIRE DES TSARS À CET ARTISTE, TÊMOIN ENTHOUSIASTE PUIS DÉSABUSÉ DES RÉVOLUTIONS.

ÉRIC BIÉTRY-RIVIERRE
ebietryrivierre@lefigaro.fr

N e manque qu'un samovar – et aussi Dostoïevski, qu'Ilya Répine (1844-1930) estimait trop réactionnaire pour l'inclure parmi ses quelque trois cents portraits. Autrement, de Nicolas II aux moujiks des plaines, de la baronne von Hildenbrandt aux cosaques des steppes, toute la Russie épique semble là, en séjour à Paris, chatoyant au Petit Palais dans cette première rétrospective française consacrée à l'œuvre de ce peintre.

Le matin même de son départ à la direction du Musée d'Orsay, Christophe Léri-bault, maître en ces murs depuis neuf ans, jouait encore les guides, détaillant dans les treize salles du parcours la vie pour le moins contrastée, les surprises et les charmes de ce réaliste virtuose, «négligé ici alors qu'il est une star à Moscou, avec 600 000 visiteurs pour son plus récent hommage, à la galerie Trétiakov». Car telle a été sa politique : défendre au sein de cette institution une histoire de l'art moins ethnocentrique et moins convenue avec l'espoir qu'elle séduise. Pari déjà gagné pour plusieurs expositions précédentes, comme celles sur le Suédois Zorn (2017), le Japonais Jakuchu (2018) ou le sculpteur napolitain Gemito (2019).

À l'entrée, un sas met dans l'ambiance. Y est diffusé un extrait d'*Ivan le Terrible*, d'Eisenstein, la scène de la procession. Issu d'une famille de serfs, Répine a débuté en en réalisant quelques-unes, ainsi que des décors d'églises. Aux cimes, on le découvre d'emblée plus tard, dans sa maturité. Datant du début des années 1870 ses *Haleurs de la Volga* constituent une manière de point de départ pour de nombreux autres grands formats avec galerie de trognes pittoresques et empathie humaniste pour les masses entravées. Et, dans l'immédiat, la composition lui gagne les suffrages de l'Académie impériale des beaux-arts de Saint-Petersbourg. Répine en deviendra un jour le recteur. En attendant, le voilà de tous les

voyages pour les Expositions universelles. Dont celles de Paris.

Le *Café parisien*, vue monumentale d'une terrasse qui enregistre un éventail d'influences, de Meissonier à Renoir, n'a pu être déplacé. Mais on en admire de beaux morceaux préparatoires avec d'autres scènes de la vie moderne saisies depuis un square, un boulevard ou un sentier à Montmartre. Seule exception : le très chic *Sadko*, vue imaginaire d'un royaume sous-marin avec cortège de belles dames au milieu de bulles et de poissons. Essai Art nouveau sans suite, le réalisme primant désormais sur toute fantaisie.

Passé le rouge pompéien des salons, place au prune sombre des intérieurs de la bourgeoisie intellectuelle ou au rouge corail décor de bulbes blancs des palais-musées. Se succèdent alors de riches alignements de portraits où, plus qu'ailleurs, fait merveille une touche vivante, rapide. Sans doute est-elle héritière des Rembrandt copiés à Saint-Petersbourg. L'acuité psychologique est également remarquable. Aussi bien portée sur les membres chéris de la famille, saisis aux moments du délassement (la petite Nadia la tête glissant sur l'oreiller, le petit Youri lové dans un tapis turkmène, Vera, épouse assoupie dans un somptueux camaïeu bordeaux), qu'à l'œuvre pour les relations (portraits de l'ami Tourgueniev, d'un Moussorgski ravagé par l'alcool ou encore d'un Rubinstein léonin).

Empereur isolé

Elle fait encore mouche pour saisir Tolstoï. Cinq des soixante-dix portraits peints ou sculptés par Répine sont là. Avec sa barbe blanche de vieil anarchiste chrétien revenu à la terre, le légendaire auteur de *Guerre et paix* et d'*Anna Karénine* est figuré tantôt lisant, tantôt labourant, ou encore les pieds nus dans la forêt. C'est là le meilleur. Répine se révélant moins bon comme chanteur de l'histoire ancienne. Sa régente Sophie Alexeïevna imaginée au moment de sa chute en 1698 fait les gros yeux. *Ivan le Terrible tuant son fils Ivan*, absent pour cause de restauration (il a été vandalisé en 1913 puis en 2018) mais évoqué par un film, débordant, lui, d'hémoglobine. Alexandre II



Les Cosaques zaporogues, 1880-1891, huile sur toile d'Ilya Répine. SAINT-PETERSBOURG, MUSÉE D'ÉTAT RUSSE

avait censuré ce tableau. Il lui faisait peur. À juste titre puisqu'il fut assassiné en 1881.

Présence de l'artiste ? L'empereur suivant, le tsar Alexandre III, paraît curieusement isolé au milieu d'une foule qui le scrute. Avec son magnifique cadre sculpté et saturé de blasons, cette huile de près de 3 x 5 m ornait le Kremlin jusqu'en 1920, année de son remplacement par une effigie de Lénine. Et le dernier des Romanov, que l'on découvre dans un des autres grands portraits officiels sélectionnés ? Répine l'a installé seul au milieu d'un désert, au centre de l'immense salle du trône du Palais d'hiver. La mélancolie de Nicolas II y semble surannée. Quelle fragilité dans cet uniforme immaculé !

Celle-ci ne sound toutefois pas du portrait du réformateur au gant noir Kérénski, pourtant également emporté par la révolution.

Et, plutôt que la crainte des hécatombes à venir, c'est une joie bravache qu'expriment les cosaques zaporogues, faces empourprées par la vodka et le kazatchok. En dépit de leur folklorisme désuet, comment boudier ces scènes truculentes et colorées ?

Vieilli, amer, dépassé par l'avant-garde, et à la fin surveillé par la police, Répine a pour sa part pris ses distances avec le Kremlin. Mais il vivra encore longtemps retranché dans son atelier finlandais. Cela en dépit des invitations répétées de Staline. Un de ses derniers travaux est un Golgotha sans Christ. Des chiens y léchent le sang des larrons. ■

«Ilya Répine (1844-1930). Peindre l'âme russe». Jusqu'au 23 janvier au Petit Palais, Paris (8^e). Rés. : 01 53 43 40 00. www.petitpalais.paris.fr

DIEU SUR LE DIVAN DE FREUD

NOUVELLE ADAPTATION DU « VISITEUR » D'ÉRIC-EMMANUEL SCHMITT, QUI INTERROGE AVEC BRIO LE PUBLIC SUR LA FOI.

NATHALIE SIMON nsimon@lefigaro.fr

Vingt-sept ans après avoir écrit *Le Visiteur*, Éric-Emmanuel Schmitt voit de nouveau sa pièce être adaptée au théâtre. Et de façon remarquable. À Vienne, un soir d'avril 1938. Sigmund Freud (Sam Karmann, juste) conseille à sa fille Anna (Katia Ghanty, parfaite) d'aller se coucher. La jeune femme supplie son père malade de signer une lettre qui leur permettra enfin de quitter l'Autriche. Comme dans un cauchemar, un nazi (Maxime de Toledo) s'introduit brusquement dans l'appartement et jette

les livres de la bibliothèque par terre. Anna s'indigne, il la livre à la Gestapo. Le vieux psychanalyste est au désespoir. Mais pas au bout de ses surprises.

Un curieux inconnu (Franck Desmedt, habillé comme un prince) apparaît soudain devant lui. Cartésien, Freud n'a pas peur, il l'interroge. Qui est-il se demande aussi le public intrigué. Un fou - son sourire pourrait le laisser penser -, un mythomane ou Dieu ? Les deux individus avancent leurs pions. Aucun ne croit l'autre. Freud fatigué ne sait pas où il met les pieds, mais son interlocuteur qui saute sur le divan tel un cabri semble sûr de lui. Toutes les questions philosophiques sont passées au crible. Comment avoir la foi et justifier la barbarie de l'homme, les camps de la mort, le mal ? Où est la vérité, y a-t-il une vérité ? Peut-on décider de sa vie, avoir une raison d'être ?

Des échanges affûtés

Récompensé en 1994 par trois Molières pour cette pièce (auteur, révélation théâtrale et spectacle), Éric-Emmanuel Schmitt laisse au public la liberté de répondre. Disciple de Diderot, il dirige une vraie enquête qui suit son cours au gré des échanges affûtés. Brouille les pistes. Johanna Boyé, repérée dans *Est-ce que j'ai une gueule d'Arletty ?*, le suit à la lettre près, met en scène ce spectacle avec un art qui confine à la perfection. Comme le fit Gérard Vergez, à la création en septembre 1993. Elle évite l'écueil du pathos, préférant développer le comique inhérent aux deux antagonistes. Au bord des larmes, le rire sauve du pire. ■

Théâtre Rive Gauche, Paris (14^e). Loc. : 01 43 35 32 31. www.theatre-rive-gauche.com

18H-20H | ROTHEN S'ENFLAMME

JÉRÔME
COMME
VOUS

RMC
INFO TALK SPORT

JÉRÔME ROTHEN

ÉCOUTEZ RMC PARTOUT TOUT LE TEMPS



Franck Desmedt et Sam Karmann, dans *Le Visiteur*, d'Éric-Emmanuel Schmitt, mis en scène par Johanna Boyé.

PASCAL GRANDMAISON
pgrandmaison@lefigaro.fr

Les basses prennent entièrement possession de la pièce, profondes et précises, n'occasionnant aucune distorsion ni résonance indésirable. Riches d'harmoniques cristallines, les fréquences aiguës viennent agréablement flatter nos tympanes, sans jamais paraître agressives. Quant aux médiums, ils sont d'une précision redoutable, véhiculant avec rigueur et pureté l'intégralité du signal sonore, exactement comme il a été enregistré. Nous sommes en pleine audition du morceau *Angel*, de Massive Attack, un titre réputé pour sa grande plage de fréquences et pour sa propension à maltraiter les enceintes, révélant leurs moindres faiblesses. Guy Boselli, propriétaire du magasin hi-fi Présence Audio Conseil à Paris 3 (presence-audio.com) nous a ouvert les portes de l'un de ses cinq auditoriums afin de nous faire découvrir quelques produits d'exception.

Nous venons de faire une écoute dans des conditions absolument idéales, sur des enceintes Magico M2. Elles sont montées à l'intérieur d'un châssis en alu et d'une coque en carbone, conçues pour annihiler les vibrations de la caisse et prévenir toute coloration du son. Elles exploitent également un nouveau système de woofers étanches. Contrairement aux vénérables haut-parleurs graves à technologie Bass Reflex (avec une ouverture laissant passer l'air) qui s'appuient sur les résonances de la pièce pour révéler les basses fréquences, ces derniers ne comptent que sur eux-mêmes pour délivrer le signal le plus droit et le plus pur possible. Indépendamment de l'environnement immédiat.

Une puissance phénoménale

«Après un siècle de stagnation, les enceintes acoustiques ont fait un bond en avant prodigieux grâce à l'intégration de matériaux inédits et aux avancées apportées par l'infométrie laser pour l'affinage des réglages», révèle Guy Boselli. La marque américaine Magico, qui s'est d'abord fait connaître en apportant son expertise dans la fabrication des ailes des avions de chasse F-35, est devenue la locomotive du secteur des enceintes. Elle emploie par exemple du Graphene ou du béryllium pour réaliser ses tweeters. Afin d'optimiser la précision des hautes fréquences, elle leur adjoint des dômes fins comme des coquilles d'œuf. Très légers, ils sont aussi particulièrement rigides grâce à l'ajout d'un dépôt de diamant sur la membrane. » Magie de l'acoustique, la scène sonore nous a paru beaucoup plus large qu'elle ne l'était en réalité, comme si les murs avaient été repoussés. Mais ces prouesses technologiques ont un coût, prohibitif. Comptez 89 000 € pour une paire de M2 avec support compris.

Dans le même esprit, l'amplificateur 701 de la marque suisse Solutiion (135 000 € la paire) dispense une puissance phénoménale, appuyé par une alimentation surdimensionnée capable de répondre à toutes les sollicitations sans sourcilier. Il est lui-même secondé par un préampli (pour pré-amplifier les faibles signaux électriques issus d'une platine vinyle ou d'un lecteur CD) séparé, isolé mécaniquement et électriquement.

DE LA HI-FI POUR MÉLOMANES AVERTIS



1
À MILLE LIEUX DU SON MÉIOCRE DES SMARTPHONES, CE TYPE DE MATÉRIEL VOUS FERA DÉCOUVRIR OU REDÉCOUVRIR VOTRE BIBLIOTHÈQUE MUSICALE. NOS CONSEILS.



La source sonore est dispensée par un streamer relié au net et puisant ses titres dans la bibliothèque du lecteur et serveur Roon, qui est devenu la référence pour les audiophiles (à piloter avec une application iOS ou Android). Enfin, le meuble qui supporte l'ensemble, très lourd et plein, obéit à cette même recherche de qualité en absorbant les moindres vibrations extérieures ou internes pour assurer l'intégrité du message musical. « Contrairement à la sono, qui vise à produire un impact sonore, la hi-fi tente de restituer le signal tel qu'il a été enregistré par l'artiste, ajoute Guy Boselli. Les produits visent donc à s'effacer derrière la musique pour ne pas la dénaturer. »

Des Français compétitifs

Il faut comprendre que le signal audio suit une chaîne dans laquelle chaque élément influe sur le résultat. La qualité du rendu dépend donc du maillon le plus faible. Ainsi, contrairement à une idée répandue, on ne corrige pas la mollesse d'une enceinte par la rudesse d'un amplificateur. Dans ce cas, on ne fait qu'ajouter les défauts. Pour profiter d'un son de qualité, mieux vaut concevoir une chaîne cohérente de bout en bout ! On pourra ainsi commencer avec une platine Rega Planar 1 (375 €) (4), dédiée aux vinyles. Depuis six ou sept ans, beaucoup de jeunes gens sont en effet revenus à la hi-fi par le biais du disque microsillon, recréant une vraie dynamique dans le secteur. On l'amplifiera avec un ampli Rega IO de 2x30 W avec entrée phono (499 €), branché sur une paire d'enceintes Rega Kyte à 669 € (2). Cette configuration homogène permet d'accéder au monde de la haute-fidélité pour 1 500 €. Évidemment, pour profiter de l'ampleur du catalogue numérique, on ne se privera pas d'un DAC Bluetooth avec streamer intégré pour puiser des contenus de qualité sur les plateformes numériques

et les convertir en musique analogique. Le Dac Bluesound Node (549 €) offre des sorties analogiques et numériques pour attaquer toutes sortes d'amplis. Plus haut de gamme, la marque italienne Gold Note propose un Dac DS-10 (2 490 €) (3) offrant un excellent rapport qualité-prix. À moins que vous ne préfériez la simplicité du tout-en-un (ampli, préampli, DAC, streamer) EX-8 de la marque Ayre (8 500 €) (5). Soit l'équivalent d'une minichaine dédiée à la hi-fi.

Nos compatriotes ne démentent pas dans ce domaine hautement concurrentiel. On citera les très bons DAC de Métromone ou l'amplificateur D-Premier de Deviatek, qui reste une référence en matière de fidélité. C'est surtout dans le domaine des enceintes que l'on retrouve les français avec notamment le spécialiste Triangle, qui vient de fêter ses 40 ans, ou encore les enceintes amplifiées Phantom de Deviatek (à partir de 990 €) qui, dans un registre moins hi-fi mais plus connecté, ont su convaincre les jeunes générations dans le monde entier. Tout récemment, le breton Cabasse a fêté ses 70 ans en synthétisant son savoir-faire au sein de la Pearl Pellegriña (25 000 € la paire) (1). Cette enceinte sphérique connectée embarque 4 amplificateurs totalisant 3 700 W RMS. Elle délivre une pression acoustique folle de 134 dB (le décollage d'un avion de ligne produit 120 dB) avec une plage de fréquence extra-étendue de 10 000 à 27 000 Hz. Cet objet de collection affiche évidemment un prix stratosphérique. Pourtant, comme nous l'avons vu précédemment, il existe nombre de solutions accessibles à toutes les bourses. Le plus difficile restant de s'y retrouver parmi la multitude de marques et de produits concurrents. Dans ce cas, la meilleure solution consiste à se rapprocher d'un revendeur spécialisé proche de votre domicile. Lui seul saura vous guider efficacement dans la mise en place d'un équipement hi-fi cohérent. ■

LE SOLEX REVIENT EN GRANDE FORME

REPRENANT LE DESIGN DU MODÈLE ORIGINAL DE 1946, CE VÉLO CONNECTÉ ALLIE LE CHARME DU RÉTRO AUX DERNIÈRES TECHNOLOGIES. NOUS L'AVONS TESTÉ.

Lorsque le premier Solex apparaît sur le marché en 1946, c'est une vraie révolution ! Ce cyclomoteur consiste en un cadre de vélo pourvu d'un moteur à explosion sur la roue avant. Entraîné par galet, ce dernier intègre le réservoir ainsi que le phare, rendant sa production particulièrement économique. Il inaugure ainsi une ère de liberté pour les classes moyennes, qui peuvent s'offrir « la bicyclette qui roule toute seule ». Baptisée Solex, elle va se vendre à plus de 7 millions d'exemplaires, sous plusieurs versions, de 1946 à 1988. Ce témoin d'une époque hérite aujourd'hui d'une seconde vie suite à l'initiative de l'entreprise française EasyBike Group de relancer la mouture originale en version vélo électrique. Reprenant point pour point le style de son illustre aîné, le Solex Intemporel Infinity 1946 (2 599 €) hérite d'un puissant moteur Bosch, d'une batterie de 400 WH (autonomie de 50 à 100 km) et d'un dérailleur 8 vitesses. Les ingénieurs ont reproduit le même cadre en forme de col de cygne

qui avait séduit toutes les classes de la population, des femmes aux curés en soutane, grâce au peu d'effort qu'il demandait pour être enjambé. Et si le moteur a été discrètement intégré au pédalier, son emplacement d'origine s'est transformé en un ingénieux porte-bagage permettant de ranger ses courses et de garder un œil sur leur intégrité.

Sensation de confort

Nous avons pu le tester dans les rues encombrées de Paris. Que l'on escalade les versants pentus de la butte Montmartre ou que l'on flâne sur les pavés historiques, le Solex s'est admirablement comporté, tempérant les bosses ou les nids-de-poule avec ses pneus larges et sa selle rembourrée, doublée d'une suspension. Cette sensation de confort s'est retrouvée amplifiée par un large guidon, facile à manœuvrer, et des poignées en cuir du plus bel effet. Particulièrement souple, le moteur nous a emmenés sans broncher sur

Le Solex Intemporel Infinity 1946 reprend le même cadre en forme de col de cygne que son ancêtre. Son moteur a été discrètement intégré au pédalier, son emplacement d'origine s'est transformé en un ingénieux porte-bagage.

SOLEX

plusieurs dizaines de kilomètres. Nous avons vite adopté le mode turbo, le plus efficace. Bien que plus économe, il est resté étonnamment so-

bre. Contrairement à de nombreux cycles concurrents, l'aide au pédalage du Solex nous a semblé pratiquement inexistante, n'occasionnant aucun à-coup. Quelle ne fut pas notre surprise de nous retrouver à 25 km/h en un clin d'œil ! En appuyant un peu plus fort sur les pédales en vitesse 8, nous avons pu dépasser les 35 km/h sur le plat ! Chut, c'est un secret entre nous...

Confortable, puissant, élégant, le Solex Intemporel Infinity 1946 s'impose comme un citadin parfait. S'il ne brille pas par des innovations spectaculaires, souvent inutiles, il cache admirablement son jeu pour nous mener efficacement au bout de la ville. Certes, on pourra lui reprocher sa grande taille qui complique le parking dans un immeuble parisien. Mais c'est le prix du confort et c'est très bien comme ça. Lors de notre visite dans les locaux d'EasyBike Group, nous avons pu apercevoir les lignes aériennes des prochaines versions du Solex. C'est sublime ! Nul doute que l'on en reparlera très vite. ■ P. G.



AUTOMOBILE

RÉVOLUTION AU PAYS DES YANKEES : POUR JOUER DANS LA COUR DES SPORTIVES EUROPÉENNES, LA LÉGENDE DES SPORTIVES AMÉRICAINES INSTALLE LE MOTEUR À L'ARRIÈRE.

SYLVAIN REISSER sreisser@lefigaro.fr

N ez court très plongé, cabine avancée et long capot arrière : la huitième génération de la Corvette bientôt dans le showroom de Chassay, le spécialiste du genre à Tours et le seul distributeur déclaré de l'Hexagone pour le moment, est méconnaissable. Pour la première fois de son histoire, cette légende roulotte abandonne l'architecture à moteur avant que l'on croyait inamovible et se convertit au moteur central, comme les supercars. Une révolution que vient également de mener Aston Martin avec la Valhalla. Considérée comme un atout en termes d'agilité et d'efficacité du comportement routier, l'installation du moteur dans le dos des passagers conditionne le style. L'apparence de la « Vette » se rapproche ainsi de la plupart des super-sportives européennes avec d'imposantes entrées d'air dans les ailes arrière pour refroidir la mécanique, visible sous la bulle du hayon arrière. Pour cette première, les designers n'ont toutefois pas réussi à égaler les réalisations européennes et le résultat manque de finesse. La modernité de la Corvette se vérifie aussi dans l'adoption d'une structure principalement en aluminium et d'une carrosserie en matériaux composites, au profit de la rigidité et de la maîtrise du poids. La Corvette s'allège de 60 kg, ne dépassant pas 1 655 kg. Il faut dire que son V8 ne s'adjoint aucun dispositif de suralimentation ou d'hybridation.

En passant au moteur central, le gabarit change de catégorie, dépassant la Corvette C7 de 137 mm et la Porsche 911 de 120 mm en longueur, tout en culminant 66 mm plus bas que la référence allemande. Pourtant la sportive américaine ne parvient pas à égaler sa rivale en termes d'habitabilité. Elle demeure une stricte deux-places quand la 911 propose deux places de secours à l'arrière. Par contre, la sportive américaine dispose de deux coffres, à l'avant et à l'arrière. À condition de disposer de bagages appropriés aux espaces, celui du capot arrière occupe toute la largeur de la voiture mais il est peu profond. Avec 356 litres, le volume de chargement est loin d'être ridicule. Si elle est plus basse que le modèle qu'il remplace, cela ne nuit pas à l'accessibilité à bord, facilitée par la présence d'une porte classique que l'on ouvre à l'aide d'une gâche dissimulée sous le jonc noir en plastique traversant les flancs. À bord, on retrouve l'esprit



La Chevrolet Corvette C8 ménage une position de conduite excellente.



cockpit de la précédente, mais dans une ambiance plus luxueuse, reflet d'une finition relevée et de matériaux plus raffinés. Notre C8 d'essai était ainsi intégralement tapissée d'un revêtement en suédine à surpiquures. Sièges baquet monoblocs à maintien latéral renforcé ou confort et volant à double méplat à réglage électrique sur les deux plans, la Corvette ménage une position de conduite excellente. L'ergonomie est tout aussi remarquable. Elle peut compter sur un écran central d'infodivertissement orienté vers le conducteur et une instrumentation numérique qui varie en fonction des modes de conduite sélectionnés depuis une molette rotative : pluie, croisière, sport et circuit. Les ingénieurs ont pensé à tout et l'on peut aussi paramétrer de nombreux éléments : direction, suspension, réponse moteur et boîte de vitesses, sensation de freinage, sonorité du moteur. Un signe qui ne trompe pas, la touche du mode Z au volant détermine à la combinaison la plus sportive des paramètres. Autre nouveauté : l'arche séparant les deux

Sous le capot

Moteur	
Cylindres	6 162 cm ³
Type	V8 essence
Puissance	482 ch à 6 450 tr/min
Couple	613 Nm à 4 500 tr/min
Transmission	
Type	Propulsion
Boîte	Auto, double embrayage
	8 vitesses
Dimensions/poids	
L/1/h	4 634 x 1 934 x 1 235 mm
Coffre	356 litres
Poids	1 655 kg
Performances	
0-100 km/h	3,5 secondes
Vitesse	296 km/h
Consommation/émissions	
Mixte UE	12,1 l/100 km
CO ₂	277 g/km
Prix	88 620 €

sièges et descendant du haut de la planche accueille toutes les commandes de climatisation et des sièges ventilés et chauffants.

Deux types de carrosserie

Question de sensibilité mais aussi d'usages, la Corvette est d'emblée commercialisée avec les deux types de carrosserie : coupé et cabriolet (+ 6 550 €). Si cette dernière s'en remet à un pliage électrique du couvre-chef, une première, le coupé peut aussi enlever le haut en matériaux composites mais manuellement. Il se range dans le coffre arrière, à condition que celui-ci ne soit pas occupé par des bagages.

Mise à feu de la Stingray par bouton-poussoir : le V8 pousse un cri de voiture de course avant de baisser d'un ton. En fonction du régime moteur et du mode actionné, la sonorité gagne en intensité mais globalement, elle déçoit. L'accent a été tellement mis sur le confort et l'insonorisation que l'on a l'impression d'être coupé du monde malgré le V8 qui travaille à quelques centimètres des tym-

pans. On profite vraiment des vocalises cheueux au vent ou lorsque l'on abaisse la vitre arrière du cabriolet. Les accélérations sont franches, mais la nouvelle Stingray déroule ses 482 chevaux avec constance mais sans virulence. Cet inédit V8, toujours à deux soupapes par cylindres, a beau être le plus puissant de l'histoire de la Corvette, il manque de caractère, faute d'une sonorité valorisante et d'une allonge suffisante. Supervisé par une suspension Magnetic Ride à amortissement piloté s'adaptant très vite, le châssis rivé au sol concilie efficacité et grande facilité de conduite. C'est si vrai que le pilote n'a plus à composer avec la course longue de la pédale d'embrayage et les verrouillages fermes du levier de vitesses : la nouvelle Stingray se convertit à la transmission à double embrayage à huit rapports. Selon son humeur et son appétence, on peut laisser opérer l'automatisme - en conduite coulée, les rapports changent à 1 800 tr/min - ou prendre la main avec les palettes au volant. Dans tous les cas, la boîte n'est jamais assez rapide. ■

► NOTRE AVIS

La dernière Corvette Stingray est bien née comme l'atteste sa deuxième place au Mans en GT, en août dernier. Ses prestations sont de qualité, sans se départir d'un tarif défiant toute concurrence qui a contribué à forger la légende. En devenant plus facile à conduire, la Corvette a perdu son caractère bien trempé. La prochaine C8 Z06 devrait remédier à cette carence. ■

DEUX-ROUES MOTORISÉS : DES GOÛTS ET DES COULEURS

DÉPLACEMENTS QUOTIDIENS OU LOISIRS, LES CONSTRUCTEURS RIVALISENT D'INGÉNOSITÉ POUR SÉDUIRE UNE CLIENTÈLE TOUJOURS PLUS EXIGEANTE.

Depuis la crise sanitaire et la réduction des voies de circulation dans les grandes villes, source de congestion du trafic, les deux-roues motorisés n'ont jamais été autant plébiscités. Les périodes de confinement successives passées, le marché retrouve des couleurs et si la pénurie de composants et de pièces résultant notamment de la mise à l'arrêt de nombreuses usines en 2020 et les difficultés de logistique ne venaient pas contrarier les approvisionnements, il pourrait être encore plus dynamique. Le phénomène est conjoncturel et cela n'empêche pas les constructeurs de fourbir leurs armes. Qu'elles surfent sur l'écologie, la nostalgie ou les performances, les nouveautés sont légion. Tous les labels se sont engagés à réduire leur empreinte carbone dans les années à venir. En matière de mobilité urbaine et périurbaine, l'avenir est à l'électrique. L'offre tarde pourtant à s'étoffer en raison des coûts prohibitifs de développement et des compo-

sants. C'est pourquoi, Piaggio, Honda, KTM et Yamaha ont uni leurs forces en créant le consortium SBMC qui a pour mission de développer une solution commune et standardisée de batteries interchangeables. L'objectif est bien évidemment d'apporter au plus grand nombre d'utilisateurs une réponse pertinente en termes de coût, de performances, d'autonomie et de recharge.

Des tarifs attractifs

Nul ne sait encore l'échéance que s'est fixée ce consortium pour commercialiser des machines zéro émission à des tarifs attractifs mais pendant ce temps, BMW continue sa percée. Début 2022, la firme allemande va lancer un nouveau scooter électrique. Profitant de l'expé-

rience acquise avec le C Evolution qui a fait un tabac chez nous mais conçu à partir d'une feuille blanche, le CE 04 présente une ligne très futuriste et des évolutions majeures. Le poids baisse de 30 kg tandis que la batterie est de 8,9 kWh (8 kWh avant). L'autonomie est de 100 km pour la version 15 ch éligible avec le permis A1 ; 130 km avec la version de 31 ch. Son principal atout : un tarif revu à la baisse, à partir de 12 150 €. Quant aux nostalgiques, le retour du Monkey de Honda constitue sans doute une belle surprise. Cette minimoto qui a connu son heure de gloire dans les années 1970 revient avec un monocylindre 125 cm³ à injection électronique de 6,9 kW et une boîte à cinq rapports. Elle est facturée 4 149 €. De son côté, Kawa-

saki continue de développer sa gamme vintage. Après la W800, la marque japonaise s'attaque au segment des moyennes cylindrées avec la Z 650 RS. Cette moto marie le look et les sensations de la légendaire Z 650 BI de 1977 avec une technologie moderne basée sur la Z 650.

Les amateurs de beaux objets devraient aussi adhérer à la Triumph Speed Triple 1200 RR, un roadster Speed revu en Café Racer avec guidons bracelets abaissés et fourche inversée. La carrière de cette machine à 3 cylindres en ligne de 180 ch débute à la fin de l'année à partir de 20 490 €. En matière de performances et de sensations, Yamaha va encore plus loin. Pour célébrer ses soixante ans de présence en grand prix, la firme au diapason commercialise une réplique de la R1 de course baptisée « World GP 60th Anniversary » et reprenant la décoration historique, blanche à bandes rouges. Les 4 cylindres débite 200 ch pour un poids de 201 kg. Cela promet ! ■

De gauche à droite : la Yamaha R1, le Honda Monkey 125 cm³, le scooter CE 04 BMW, la Kawasaki Z 650 RS.

YAMAHA, HONDA, BMW ET KAWASAKI



« APOCALYPSE », QUAND HITLER ATTAQUAIT À L'OUEST

DANS DEUX ÉPISODES INÉDITS DE LEUR SÉRIE DOCUMENTAIRE, ISABELLE CLARKE ET DANIEL COSTELLE SE CONCENTRENT SUR LA CAMPAGNE DE FRANCE MARQUÉE PAR LA FULGURANCE DE L'OFFENSIVE DES NAZIS ET, DÉJÀ, PAR LEURS CRIMES DE GUERRE.

BLAISE DE CHABALIER @dechab

Isabelle Clarke et Danielle Costelle avaient-ils besoin d'ajouter à leur série « Apocalypse » de nouveaux épisodes consacrés à la Seconde Guerre mondiale ? Ceci après avoir réalisé, dès 2009, six volets dédiés au conflit de 1939-1945, suivis deux ans plus tard de deux autres consacrés au chef du III^e Reich. Après avoir regardé le film en deux parties de 52 minutes chacune intitulé *Hitler attaque à l'ouest*, diffusé ce soir, la réponse est affirmative. Ces nouveaux développements permettent d'approfondir encore la période. Comme toujours dans cette collection, les images d'archives colorisées, mais aussi les témoignages écrits de soldats et de civils lus en voix off par un Mathieu Kassovitz fidèle au poste, plongent le téléspectateur au cœur de l'action et de l'époque.

« Dans *Apocalypse Hitler que nous avons réalisé il y a dix ans, nous retracions l'ascension de Hitler et sa prise de pouvoir en 1933*, explique Isabelle Clarke. *Dans ces deux nouveaux volets nous voulions continuer à explorer sa personnalité et comprendre comment cet être solitaire, rusé, manipulateur, toxicomane a entraîné le monde dans une guerre mondiale. L'année 1940 est celle où le destin de l'Europe bascule. En quelques semaines, Hitler parvient à faire ce que l'empereur d'Allemagne n'avait pas réussi en quatre années de guerre en 1914-1918.* »

Le film commence par replacer l'entree en guerre de la France et de l'Angleterre contre l'Allemagne dans son contexte historique. La folle popularité de Hitler dans son pays qui se sent

encore humilié par le traité de Versailles est soulignée. Comme l'antisemitisme omniprésent en Allemagne, mais qui se développe aussi en France, avec par exemple les ignobles prises de position de Louis-Ferdinand Céline et, en Angleterre, avec le chef fasciste Oswald Mosley. Sans oublier l'Italie dirigée par Mussolini et l'Espagne reprise en main par Franco en avril 1939 après la guerre civile. Le pacifisme en France est abordé trop vite. Le fait qu'il est particulièrement fort au sein de la gauche n'est pas souligné, alors même qu'il renforcera la capacité de Hitler à attaquer en position de force.

« L'année 1940 est celle où le destin de l'Europe bascule »

ISABELLE CLARKE

La période dite de la « drôle de guerre », appelée « Sitzkrieg » (guerre assise en allemand), est aussi disséquée. Ces longs mois ont permis au führer de bien préparer son offensive. En fabriquant des armes, en particuliers des blindés et des avions. Le commentaire signale que Staline, qui a signé le pacte germano-soviétique le 23 août 1939, a participé à l'effort de guerre des nazis en leur fournissant « de l'essence en énorme quantité ».

Le 10 mai 1940, Hitler lance son offensive éclair, la Blitzkrieg. Son plan, mis au point avec le général von Manstein pour piéger les alliés, fonctionne parfaitement. L'idée est de les attirer en Belgique alors que l'attaque principale est prévue dans les Ardennes. Le film montre que les soldats français ont



Adolf Hitler et Hermann Goering, le 18 juillet 1940, à Berlin.

BUNDESARCHIV

été souvent héroïques. Comme sur les plages de Dunkerque, le 28 mai, quand ils se sacrifient pour aider l'évacuation des troupes anglaises. Quelques jours plus tôt, c'était les chars du colonel de Gaulle qui tentaient l'impossible à Montcornet (Aisne).

La barbarie nazie frappe. L'aviation de Goering massacre 20 000 civils français sur les routes de l'exode. Et de très

nombreux prisonniers de guerre sont assassinés, notamment en Normandie.

Quand les nazis défilent dans les rues de Paris le 14 juin 1940, Staline adresse ses « chaleureuses félicitations » à Hitler... Mais le 22 juin 1941, le Führer lance son offensive à l'est, contre l'URSS. Elle fait l'objet d'un autre volet inédit d'« Apocalypse », diffusé la semaine prochaine. ■

3 21.05



Laetitia Kerfa et Brahim Bouhleb dans Validé. COTELON/MANDARIN TELEVISION/AUTODIDAKTE/CANAL+

« VALIDÉ » : LA PART FÉMININE DU RAP

LA SÉRIE DE FRANCK GASTAMBIDE EST DE RETOUR AVEC CETTE NOUVELLE SAISON PORTÉE PAR LA TALENTEUSE LAETITIA KERFA.

EMILIE PAUL @emilie_paul_gef

En moins de deux mois, les dix épisodes de la saison I de *Validé* ont totalisé 20 millions de visionnages. Un record pour la chaîne payante. « Je m'attendais à ce que ça suscite forcément de l'intérêt parce que le rap est la première musique de France », souligne très justement l'acteur et réalisateur de bientôt 43 ans.

« J'avais bon espoir que ça touche la cible des fans de rap qui est très nombreuse. On a découvert avec un immense bonheur qu'en fait, ça a été beaucoup plus large que ça. Ça a touché - et c'est une des grandes victoires de cette série - aussi des gens qui n'aiment et n'écoutent pas du tout de rap », raconte son créateur, Franck Gastambide. Flairant le filon, Canal+ n'a pas attendu de faire les comptes pour commander une deuxième saison. Lancée ce lundi, elle se concentre sur une femme dans un monde d'hommes. « Il n'y avait pas de vraie volonté de faire du féminisme mais de raconter un parcours extraordinaire. Cela nous donne la possibilité d'avoir d'autres points de tension, d'enrichir l'intrigue », assure Gastambide.

Pour incarner celle qui succède à Apash, mort tragiquement sous les balles d'un rival, le choix du réalisateur s'est porté sur la talentueuse Laetitia Kerfa. Originaire de Paris, l'Algéro-Guadeloupéenne fait ses premiers pas devant une ca-

méra dans la peau de Sara aka Alpha. Pas vraiment un rôle de composition pour l'actrice de 27 ans qui est aussi rappeuse. Mais contrairement à son personnage, celle qui se fait appeler Original Laeti n'a jamais souffert de misogynie. « Je n'ai jamais eu de difficultés à prendre le micro, à monter sur scène. Je l'ai toujours vécu extrêmement bien. Dans la musique, toute mon équipe est composée d'hommes à l'exception de ma manager mais je ne me suis jamais sentie à part », affirme-t-elle.

À l'instar de la première saison, les neuf nouveaux épisodes de *Validé* oscillent à un train d'enfer entre rap et violence. Les deux anciens acolytes d'Apash, William (Saïdou Camara) et Bra-

him (Brahim Bouhleb), ont décidé de monter leur propre label et prennent sous leur aile Alpha. Mais les deux amis vont faire face à la jalousie d'autres producteurs tandis que la jeune rappeuse et man-man va voir son passé trouble resurgir.

Énergie communicative

Une intrigue certes prévisible mais qui tient en haleine. Seul regret, que l'on n'entende pas plus Laetitia Kerfa déverser l'énergie communicative de ses textes formidablement bien écrits. En effet, le flow de la jeune femme, qui n'est pas sans rappeler celui de Diam's, peut rivaliser avec les grands du rap. Si, aujourd'hui, son nom est inconnu du grand public, gageons qu'il ne le restera pas très longtemps. ■

CANAL+ 21.10

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 5793

HORIZONTELEMENT

1. Emballai les courses. - 2. Conduits de vidange. - 3. Se tiennent à cheval. Dernière rame de métro. - 4. Lutte contre la prolifération des taupes. Opéra de quatre sous. - 5. Fôlâtre. Transmette sa bonne humeur. - 6. Ville soviétique prise à la Finlande. - 7. Ont suivi une bonne filière. - 8. Pauvre Verlainne. - 9. Fenêtre saillante. Note de référence. - 10. Sont dans un état inertes. - 11. Fouette. Support de la pensée. - 12. Prélèvements d'organes.

VERTICALEMENT

1. S'est trop étendu. - 2. Pour les prêtres. - 3. A donné de bons résultats. - 4. Disperse les ouailles. Esprits conservateurs. - 5. A supprimé les amis d'Al. Lutopiste la fuit. - 6. Petit tour. Rongé et brouillé. Tourne à droite dans les bois. - 7. Ouverts une maison close. N'a pas sa cargaison. - 8. Fables de Marie de France. Nids de coucous.

1	2	3	4	5	6	7	8

SOLUTION DU PROBLÈME N° 5792

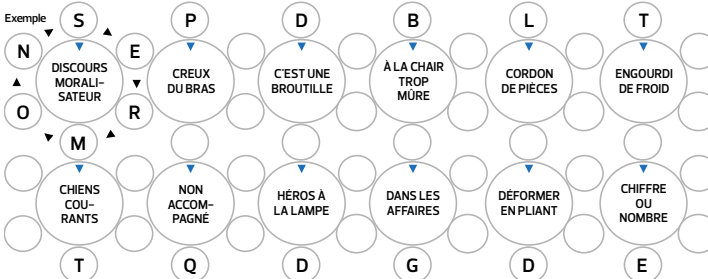
HORIZONTELEMENT 1. Brassage. - 2. Lectorat. - 3. Et cetera. - 4. Nour. Sam. - 5. Nulle. Gè. - 6. Oreiller. - 7. RN. Nous. - 8. Réagir. - 9. Amis. Ébo. - 10. Gel. Âtre. - 11. Inédites. - 12. Éternels.

VERTICALEMENT 1. Blennorragie. - 2. Retournement. - 3. Acculé. Allée. - 4. Sterlings. Dr. - 5. Sot. Éloi. Aïn. - 6. Ares. Lurette. - 7. Garages. Brel. - 8. Étamier. Loëss.

RONDE DES MOTS®

RCJ JEUX

Trouvez les mots correspondant aux définitions centrales et inscrivez-les autour de la case qui leur revient. La première lettre de chaque mot est indiquée par le triangle. Chaque mot se lit dans le sens des aiguilles d'une montre.



SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

5	9	6	7	4	1	2	3	8
8	4	1	2	5	3	9	6	7
3	2	7	6	9	8	4	1	5
1	5	3	9	7	2	6	8	4
9	8	4	5	3	6	1	7	2
7	6	2	1	8	4	3	5	9
4	7	8	3	1	9	5	2	6
6	3	5	4	2	7	8	9	1
2	1	9	8	6	5	7	4	3
4	2	3	5	9	7	8	6	1
6	8	9	4	1	3	5	7	2
5	7	1	2	6	8	4	3	9
8	3	7	9	5	2	6	1	4
2	6	5	8	4	1	7	9	3
9	1	4	7	3	6	2	5	8
1	4	8	3	7	9	5	2	6
3	5	2	6	8	9	1	4	7
7	9	6	1	2	4	3	8	5
9	8	7	3	5	1	4	6	2
5	2	1	3	4	6	9	3	7
6	3	4	7	2	1	5	8	9
8	5	9	4	7	3	2	1	6
3	7	6	2	1	5	8	9	4
2	9	3	1	6	8	7	4	5
7	1	8	5	3	4	6	2	9
4	6	5	9	2	7	3	8	1

LETTRES EN PLUS

RASADE - JUCHER - TRACAS - SPASME

LETTRES EN MOINS

Les mots à trouver sont : GRAAL (brider, pelote, braque, lambda, bague), ARCHE (crier, rafle, gérer, anche, piton).



Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag



TF1

21.05
A tes côtés
Série. Dramatique



Fra. 2020. Saison 1. Avec Jarry. 2 épisodes. Inédit. Anthony, cadet de la famille, a toujours été différent. Lorsque son père, Marcel, apprend qu'il est atteint d'un cancer, il demande à son fils de l'accompagner dans sa fin de vie.

23.05 New York Unité Spéciale. Série. Policière. L'effet d'une bombe.

CANAL+

21.09
Validé
Série. Dramatique



Fra. 2021. Saison 2. Avec Laetitia Kerfa. 2 épisodes. Inédit. William et Brahim lancent un label, «Apash Music» et se mettent à la recherche de leur premier talent. Ils veulent absolument un rappeur d'exception.

22.14 Validé. Série. Dramatique. Inédit.
22.41 Le cercle séries. Magazine.

france 2

21.05
Jugé sans justice
Téléfilm. Dramatique



Fra. 2021. Réal.: Lou Jeunet. 1h35. Avec Yannick Choirat. Inédit. Un père de famille est arrêté pour un meurtre et la tentative d'enlèvement d'une mineure. Le policier en charge de l'affaire tente d'obtenir ses aveux.

22.40 Les réseaux de la colère.
23.35 Contagion. Film. Thriller. Avec Matt Damon.

arte

20.55
Un flic
Film. Policier




Fra./Ita. 1972. Réal.: JP Melville. 1h35. Avec Alain Delon. Un commissaire découvre qu'un de ses amis, patron d'une boîte de nuit, est un chef de gang, et qu'une de ses anciennes conquêtes lui a prêté main-forte.

22.30 La Rose tatouée. Film. Drame. Avec Anna Magnani.

france 3

21.05
Apocalypse : Hitler attaque à l'ouest
Documentaire




Fra. 2020. Réal.: Daniel Costede. Isabelle Clarke. 0h56. 2 épisodes. Inédit. En 1940, Hitler attaque à l'Ouest, la Belgique, les Pays-Bas, la France et la Grande-Bretagne.

23.00 La Parisienne démystifiée.
23.55 La France en vral. Documentaire.

6

21.05
L'amour est dans le pré
Télé-réalité




Fra. 2021. 0h50. 2 épisodes. Inédit. En Loire-Atlantique, Nathalie n'en a que pour ses vaches. Sébastien accueille ses deux prétendants homonymes. En Picardie, les prétendants d'Hervé continuent de se tripler pour se démarquer.

23.15 L'amour vu du pré.

À LA DEMANDE

prime

Transparent



Série. Sarah, Josh et Ali Pfefferman sont réunis par leur père, un professeur à la retraite, qui leur révèle le secret avec lequel il tente de vivre depuis des années: il s'est en réalité toujours senti femme et entend vivre la suite de sa vie sous l'identité de Maura, en accord avec son identité la plus intime. Tandis que les trois enfants voient leurs vies d'adultes diversement affectées par cette nouvelle qu'ils ne soupçonnaient pas, Maura, de son côté, fait maladroïtement ses premiers pas de femme trans. Emouvant portrait de famille à la drôlerie déchirante, la série «Transparent» est inspirée par la vie du son propre père, aujourd'hui devenu femme.

FIGARO LIVE

Aujourd'hui, lundi 11 octobre sur lefigaro.fr

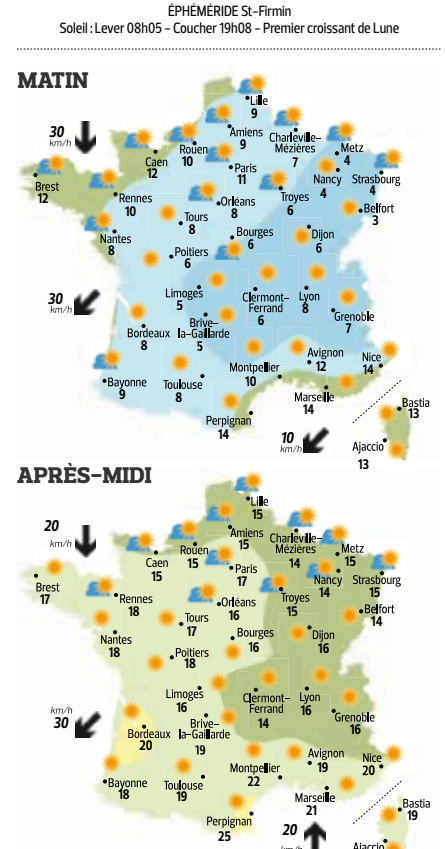
→ 12h : «Le Buzz TV» (avec TV Magazine)

— Invité : Jarry, acteur dans le téléfilm A tes côtés sur TF1.

Interview menée par Philippe Larroque et Damien Canivez.

→ 17h : «Points de vue» L'émission de décryptage de l'actualité, présentée par Vincent Roux.

— Avec Alain Richard, sénateur et président du groupe d'amitié France-Taiwan, de retour de son voyage à Taiwan viendra nous éclairer sur la situation sur place. Pascal Perrineau, politologue, à propos de l'actualité politique. Et Olivier Delcroix, rédacteur en chef adjoint culture au Figaro, pour évoquer la sortie du 39^e album d'Astérix, Astérix et le Griffon.



G8

20.37 Touche pas à mon poste! Divertissement. Inédit.

21.19 La planète des singes : suprématie
Film. Science-fiction. EU/Can/NZ. 2017. Réal.: Matt Reeves. 2h20. Avec Woody Harelson. Inédit. César tente de sauver les siens et traque le militaire dans les montagnes enneigées.

23.58 Enquête sous haute tension.

france 5

20.00 C à vous la suite. Talk-show.

20.55 La France aux fourneaux
Documentaire. Fra. 2020. Réal.: Guilhem Schwieger. 1h30. F. Morel France au cœur de la gastronomie française et raconte soixante ans d'histoire à travers le prisme culinaire.

22.25 C ce soir. Talk-show. Prés.: Karim Rissouli, Thomas Snégaroff, Laure Adler et Camille Diau.

W9

19.50 Les Marseillais vs le reste du monde. Série. Télé-réalité. Inédit.

21.05 Piège de cristal
Film. Action. EU. 1988. Réal.: John McTiernan. 2h12. Avec B. Willis. Un policier new-yorkais, de passage à Los Angeles, se retrouve prisonnier d'un building pris d'assaut par un groupe de terroristes.

23.30 Die Hard 4 - Retour en enfer.

RMC

20.00 Wheeler Dealers France. Documentaire.

21.05 Mécanos express : le grand déballage
Documentaire. All. 2019. 0h45. 2 épisodes. La production débarque en hélicoptère avec un conteneur rempli de gadgets loufoques.

23.35 Mécanos express. Documentaire. Spécial enchères Partie 1.

TMC

20.10 Quotidien. Divertissement. Inédit.

21.15 John Wick 2
Film. Action. EU/HK. 2017. Réal.: Chad Stahelski. 2h02. Avec K. Reeves. L'ancien tueur à gages est obligé de sortir de sa retraite pour venir en aide à un Italien auprès de qui il a contracté une dette importante.

23.25 90' Enquêtes. Magazine.

HISTOIRE

19.50 Le retour des plans-reliefs.
20.50 Révélations monumentales
Documentaire. Fra. 2018. Réal.: F. Derville, M. Collas, A. Buthion. 0h50. 2 épisodes. En observant le Mont-Saint-Michel à toutes les échelles, les spécialistes découvrent les secrets enfouis du célèbre monument.

22.35 La capitale gauloise disparue.

LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	18/23	AMSTERDAM	10/15	ATHÈNES	18/21
BARCELONE	15/22	BELGRADE	8/10	BERLIN	5/15
BERNE	3/13	BRUXELLES	10/15	BUDAPEST	9/14
COPENHAGUE	9/13	DUBLIN	8/15	LISBONNE	20/27
LONDRES	9/16	MADRID	12/23	PRAGUE	2/14
RABAT	18/24	ROME	11/18	TUNIS	16/23

MARDI 7/14, 8/17, 6/16, 7/18

MERCREDI 6/13, 8/16, 6/14, 6/17

JEUDI 8/15, 4/11, 7/16, 3/12, 4/15, 4/17, 9/17

la chaîne météo lachainemeteo.com
Par téléphone: 3201
LIVE 24/24 CANAL+
Sur L'APPLI GRATUITE GRATITUDE La Chaîne Météo

MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3027 rcf JEUX

INSURGÉES	MEDECIN DU SAMU CHARGE DE L'ECO-NOMAT	INDIVIDU QUELCON-QUE	SENTIR BON FROTTER A L'ABRASIF	ALA PAGE ELEMENT DE FERMENT	DEFROIS-SER ABUS D'AUTRUI	CARRÉ DE TULIPES	BONNE MESURE AVIONS DE LIGNE	ACTION PIANO PIANO HABITUDES	MÉSON INSTABLE	CARAC-TÈRE GREC AFFLUENT DU RHÔNE	A L'INTÉ-RIEUR ARTICLE AMADRID	EXAMEN INDOLEUR CRIDE DE SURPRISE
CHEF ARABE		ILE D'EUROPE DE L'EST DE LA FRANCE		ETOUFFER CITE DU PEROU	PETITE OU VERTURE IMPRÉGNÉE			BALANCR UN GRAND COUP ENTAILLÉE	BULBE DU POTAGER FAITS FAUX PLUS			UNE PARTIE D'UN KILOMÈTRE
EMBAU-CHES LIEUX SACRIFICE			SELF-SERVICE AUX CHAMPS			LE TRAITRE D'OTHELLO REN-TABILISE						
MUSCLE A ALLONGER			REVENIR PARLA CONTROLE	DEDANS	PRENOM ESPAGNOL DÉCOR DE NOËL	ION NEGATIF PRÉCÉDA CAPONE	ELLE EST SALÉE A L'APÉRO NON ÉCRIT			IL RAPPORTE A LA BELOTE		
RESONNANCE				JALONNER HÉROS VENU D'AILLEURS	SPECIA-LISTE DU ZODIAC STIMULANT	DES RAMES SOUS LA SCÈNE RADIUM		BIEN PLUS FAMILIER QUE VOUS				
DECRÉ-TERA												
FEU ROUGE												
GREFFES												
ÉTALAGE VANITEUX			NE VA PAS ENS'Y-RANGEANT			IL PRODUIT DE BELLES ŒUVRES	CEST LE MOMENT DE FONCER					



PÉRI COCHIN ET ARABELLE REILLE, DE L'ART DE RECEVOIR

REBOND CES DEUX PARISIENNES, AMIES INSÉPARABLES À LA VILLE COMME AU TRAVAIL, RÉUNISSENT AUTOUR DE WAWW LA TABLE DES PASSIONNÉS DE BEAUX DÎNERS.



Madeleine Voisin

L'une, Périhane Cochin, dite « Péri », est née à Beyrouth avant de s'installer avec sa famille sur le sol français. Changeant sans cesse d'appartements et de pensions. L'autre, Arabelle Reille, issue d'une famille d'aristocrates français, n'a connu que deux adresses parisiennes. Avant de se lancer ensemble dans l'aventure Waww La Table, un concours sur Instagram devenu la référence de l'art de recevoir, elles ont cumulé l'une et l'autre les expériences professionnelles, dans de nombreux domaines.

Architecte de formation, Péri n'a pourtant jamais exercé ce métier. Elle crée La Tarte aux Bonbons avec sa belle-sœur - « juste pour rigoler » - et, fi-

nalement, la bonbonnerie grossit jusqu'à faire 2700 petits. Travaille avec Laurent Ruquier sur Europe 1, puis sur France 2, dans « On a tout essayé ». S'improvise productrice, adaptant « Taratata », « Tout le monde en parle », ou encore *Un gars, une fille* pour le Moyen-Orient. Réalise « L'Afrique a un incroyable talent » et développe ses propres formats, comme « Bien dans ma vie », diffusé sur M6, dont elle assure l'animation.

Après des études de gestion, Arabelle, elle, crée avec sa sœur une société de distribution de produits de luxe en Russie... Avant d'intégrer en 2000 l'École du Louvre, de mettre au monde ses enfants, puis d'aider tous types de clients à monter des collections d'art. Cette fille de collectionneurs a aussi été chroniqueuse et a animé une émission sur l'art contemporain, sur Paris Première.

Si leurs parents se côtoyaient, ce n'est qu'adultes qu'elles se retrouvent, lors d'un dîner organisé par un ami commun. Elles deviennent de très proches amies. Et, en 2018, Péri finit par convaincre sa confidente - qui avait toujours refusé cette idée - de la rejoindre sur l'un de ses (nombreux) projets, la seconde édition de la tombola caritative Un Picasso pour 100 euros.

Durant le confinement, les deux amies, retirées dans leurs maisons respectives, se remémorent cette expérience avec nostalgie. Et c'est à ce moment-là, au téléphone, depuis leur canapé, que l'idée de se lancer dans l'entrepreneuriat en duo commence à germer dans leur esprit. Ces deux Parisiennes, très parisiennes, frustrées de ne plus recevoir ni d'aller dîner



MAMICA TABLE

chez des amis, imaginent alors le concept de Waww La Table en naviguant sur Instagram.

« Nous sommes loin d'être les plus douées sur ce réseau social, avouent-elles volontiers, mais nous avons réalisé que les Français étaient plus que jamais attachés à leur intérieur, qu'ils partageaient avec plaisir leurs miches de pain sortant du four ou les plats qu'ils avaient cuisinés. Et puis tout le monde se demandait alors quand on s'inviterait à nouveau à souper ». Leur idée est simple : il s'agit,

chaque semaine, de poster une photographie de sa plus belle table. Le gagnant, sélectionné par un jury trié sur le volet, remporte un lot offert par une grande maison sur ce réseau social, avouent-elles volontiers, mais nous avons réalisé que les Français étaient plus que jamais attachés à leur intérieur, qu'ils partageaient avec plaisir leurs miches de pain sortant du four ou les plats qu'ils avaient cuisinés. Et puis tout le monde se demandait alors quand on s'inviterait à nouveau à souper ». Leur idée est simple : il s'agit,

« Le projet leur a vraiment plu, souligne l'ancienne productrice télé. Il n'y avait pas d'enjeu au départ, et ils y ont vu un moyen de redonner un peu de légèreté au quotidien des confinés, de célébrer la convivialité. Thierry Marx considère qu'un bon repas commence au premier regard, avant même d'avoir goûté à quoi que ce

soit. Nous avons retenu ce discours. Et puis ce sujet touche tout le monde : nous mangeons tous à un moment donné. Quand vous cuisinez pour vos enfants, vos copines, vous y mettez du cœur et, pour que ce soit encore mieux apprécié, une jolie table, même simple, est indispensable. »

La sauce prend, d'autant que les deux complices partagent la passion de l'art de recevoir. « On ne s'est pas inventé une filière, assure Péri. Chez nous, au Liban, la porte était toujours ouverte, au sens propre. Mes parents étaient dans la politique et beaucoup de personnes passaient les soirées à l'improviste. Et, quand quelqu'un arrive chez vous à 11h30, il n'est pas question qu'il reparte sans déjeuner ! Ma grand-mère avait donc toujours de quoi nourrir treize personnes au pied levé. Ma mère, elle, organisait des dîners, soignait leur présentation. Elle avait même pris des cours pour apprendre à confectionner des bouquets. » La maman d'Arabelle n'était pas en reste : « Elle était une maîtresse de maison hors pair, assure-t-elle. Mes parents étaient connus pour leurs réceptions sans faute, compilant belle table, bon repas, et bonne compagnie. » Leur fille perpétue la tradition, passant son temps à inviter ses proches, ne dressant jamais une table sans nappe, fleurs et accessoires.

Un concept qui a bien évolué

Rapidement, Arabelle n'a plus besoin de contacter les labels : ce sont eux qui viennent à elle. Quant au concept, il a bien évolué depuis les prémices, l'an dernier. Maintenant, Waww La Table s'invite chez des personnalités, s'immisce dans leur univers. Des séances de coaching sont proposées, pour « pim-per » sa décoration sans rien acheter. La marque devient même éditeur d'objets, proposant - et ce n'est que le début - une collection de verrerie signée India Mahdavi. Grâce à Waww La Table on peut même s'offrir des tables toutes prêtes ou encore vendre notre ancienne vaisselle.

Le cerveau en ébullition, mettant un point d'honneur à élargir les horizons de ce qui est maintenant une griffe à part entière, Arabelle et Péri se complètent, débrieffent jusque tard le soir. D'ailleurs, elles ne se quittent plus : « Cet été, nous sommes parties en vacances ensemble, raconte Péri. Nous avions un call organisé avec Le Bon Marché : ils sont tombés des nues en nous découvrant toutes les deux dans la voiture, en maillot de bain, l'iPad à la main ! » Résultat de cette collaboration estivale, Waww La Table occupe un pop-up dans le grand magasin parisien, jusqu'à la fin de l'année. ■

LE FIGARO

VOUS RÉVÈLE LES DESSOUS DE LA CULTURE

hors-série

POUR BOTTICELLI, TOUTE LA BEAUTÉ DU MONDE

Debout sur une coquille, le regard voilé de mélancolie, sa silhouette nue se découpe sur les eaux : *La Naissance de Vénus* incarne à elle seule la Renaissance italienne. On aime Sandro Botticelli pour ses peintures subtiles, ses couleurs fraîches, ses nymphes coiffées de couronnes de fleurs. Anxieux derrière un naturel enjoué, avide d'apprendre et de comprendre, il traversa les grandeurs et les violences de l'histoire de Florence avec pour seule ambition de hisser la peinture au rang de la poésie, d'unir la beauté antique à la splendeur de la Révélation chrétienne. À l'occasion de la splendide exposition « Botticelli, artiste et designer » du musée Jacquemart-André, *Le Figaro Hors-Série* décrypte l'œuvre de ce peintre qui aida Laurent le Magnifique à faire de sa ville une « nouvelle Athènes » : récit de sa vie, dans la Florence des Médicis et de Savonarole, analyse des ressorts de son art... Ce numéro double, magnifiquement illustré, vous dira tout de cet artiste qui se hissa aux portes de l'invisible.

Le Figaro Hors-Série, Botticelli, toute la beauté du monde, 162 pages.



12,90 € Actuellement disponible chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr/hors-serie

Version digitale disponible également à 6,99 €



Retrouvez Le Figaro Hors-Série sur Twitter et Facebook



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety
edemontety@lefigaro.fr

Horizon (o-ri-son) n. m. Perspective qui peut être heureuse.

Édouard Philippe a inauguré ce week-end son nouveau parti politique : Horizons. Le mot vient du grec *horizein*, qui signifie limiter. C'est justement parce qu'il regretta ces limites que l'ancien premier ministre a créé Horizons. Pendant un an, il a fait le tour du paysage politique et, jugeant celui-ci bouché, il a voulu en changer, et a créé Horizons.

Cette formation lui servira d'interlocuteur : quand on part, c'est toujours prudent d'interroger Horizons et, en cas de succès, grisant de l'embrasser. Toutefois, même si la vie politique lui permet d'ouvrir aujourd'hui un nouveau champ d'action, rien ne le prémunit contre les déceptions et les coups. A Horizons, on parlera de bleus.

Quelle en sera la ligne ? La question est importante car Horizons ne doit pas signifier politique strictement horizontale.

Il s'agit pour le maire du Havre de quitter le port et de préparer l'avenir. Et qui l'ignore, à son horizon, il y a 2027. Mais il devra faire attention, car c'est le propre d'un horizon de s'éloigner à mesure qu'on s'en approche. ■

Téléchargez l'application FIGARO JEUX

Verticale 8 :
Sa liberté est exemplaire mais peut rester confiné dans une chambre



Michel Laclos, mots croisés de Figaro, mots fléchés, mots mêlés, sept lettres... et aussi Sudoku et le compte est bon. Découvrez ou retrouvez les jeux exclusifs de Figaro.

L'intégralité de Figaro Jeux est incluse dans les abonnements Premium et Premium+.



DISPONIBLE SUR Google play



Téléchargez dans l'App Store